

**Université de Montréal**

La souveraineté alimentaire dans le système-monde : Une étude comparative des structures  
agraires cubaine et mexicaine

par

Efe Can Gürcan

Directeur de recherche : Dominique Caouette, professeur agrégé au Département de science  
politique de l'Université de Montréal

Programme en études internationales

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de M. Sc.

en études internationales

© Efe Can Gürcan, 2011

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La souveraineté alimentaire dans le système-monde : Une étude comparative des structures  
agraires cubaine et mexicaine

Présenté par :

Efe Can Gürcan

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Patricia Martin

présidente-rapporteuse

Dominique Caouette

directeur de recherche

Claude Morin

membre du jury

## Résumé

Suite à l'éclatement de la bulle des « subprimes » en 2008, le tournant décisif de cette période de crise, toutes les attentions se sont focalisées sur la crise de la « finance mondialisée », masquant d'autres conséquences de la crise aussi lourdes et perverses que l'essor du chômage et le resserrement du crédit (Carfantan 2009). Ce travail se consacre ainsi aux autres aspects de la crise tels que vécus à la campagne, en particulier la crise alimentaire et la crise des sociétés paysannes. Le point central de cette recherche porte plus particulièrement sur la montée de « l'alternative de la souveraineté alimentaire » en réponse à la crise agraire de manière à poser un véritable défi au modèle agroalimentaire du néolibéralisme (Desmarais 2008; Holt-Giménez 2009). La présente recherche étudie donc les déterminants sociopolitiques qui conduisent à l'édification des politiques de souveraineté alimentaire malgré la pression du régime alimentaire néolibéral. Ce mémoire avance que les politiques de souveraineté alimentaire sont issues de contre-mouvements paysans qui parviennent, en premier lieu, à établir une structure domestique agraire de nature « populaire-démocratique » et « antisystémique », et en second lieu, à transnationaliser cette structure de manière à défier le régime alimentaire néolibéral en crise. En adaptant la théorie intermédiaire de « structures domestiques » à l'étude critique des structures agraires autour de trois différentes variables (Risse-Kappen 1999), le mémoire soutient que l'émergence des politiques de souveraineté alimentaire nécessite la décentralisation de la prise de décision et la collectivisation du secteur agricole à travers une transformation agraire radicale et agroécologique (variable de « structure politique »), de même que l'émergence d'une structure sociétale agraire robuste construite sur des réseaux politiques consensuels, en présence d'un État puissant et d'une société civile agraire mobilisée (variables de « structure sociétale » et de « réseaux politiques »). Au niveau conceptuel, la recherche repose sur la théorie du système-monde, et consiste en une étude comparative modelée sur une étude de cas contrastes; le cas de Cuba, caractérisé par une forte résistance aux défis agroalimentaires du système-monde contemporain, et celui du Mexique, marqué par l'adoption des politiques alimentaires néolibérales.

**Mots-clés :** Cuba; Mexique; Mondialisation de l'Agriculture; Néolibéralisme; Souveraineté Alimentaire; Théorie du Système-Monde

## Abstract

Following the bursting of the subprime bubble in 2008, which is considered to be the turning point of this period of crisis, much attention has been focused on the global economic meltdown, masking the other consequences of the crisis which are as heavy and perverse as the rise of unemployment and the credit crunch (Carfantan 2009). This research is dedicated to the study of other aspects of the crisis as it evolves in the countryside, mostly dealing with the socio-political consequences of the global food crisis and the crisis of peasant societies. The focal point of this study concerns in particular the rise of the “food sovereignty alternative” which mounts a serious challenge to the dominant agri-food model of neo-liberalism in crisis (Desmarais 2008; Holt-Giménez 2009). Therefore, the present study seeks to reveal the socio-political determinants leading to the establishment of food sovereignty policies despite the pressure of the neo-liberal food regime. This thesis maintains that food sovereignty policies originate from peasant counter-movements which engender, in the first place, the establishment of a new agrarian domestic structure of “popular-democratic” and “antisystemic” nature, and secondly, the transnationalization of this structure so as to challenge the neo-liberal food regime in crisis. By adapting the intermediary theory of “domestic structures” to the critical study of agrarian structures on the basis three different variables (Risse-Kappen 1999), the thesis argues that the emergence of food sovereignty policies requires the decentralization of the decision-making and the collectivization of the agricultural sector through a radical and agro-ecological agrarian transformation (the “political structure” variable), as well as the emergence of a potent agrarian societal structure which is built on consensual political networks, in presence of a strong state and a mobilized agrarian civil society (the “societal structure” and “policy networks” variables). At the conceptual level, the research draws on the world-systems theory, and consists of a comparative study modeled on a contrasted case study approach which includes the case of Cuba, characterized by a strong resistance to challenges posed by the neo-liberal food regime, and Mexico, marked by the adoption of neo-liberal food policies.

**Title :** Food Sovereignty in the World-System : A comparative study of agrarian structures of Cuba and Mexico

**Keywords :** Cuba; Food Sovereignty; Globalization of Agriculture; Mexico; Neo-liberalism; World-Systems Theory

**DÉDICACE**

À mes parents qui ont généreusement consacré leur vie à la mienne,  
À ma « Sibelim », pour son amour céleste et inépuisable qui ensoleille mon univers entier...

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RÉSUMÉ</b> .....	i
<b>ABSTRACT</b> .....	ii
<b>DÉDICACE</b> .....	iii
<b>TABLE DES MATIÈRES</b> .....	iv
<b>TABLE DES FIGURES</b> .....	vii
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b> .....	viii
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	xii
<b>INTRODUCTION. LA PERTINENCE DE LA QUESTION ALIMENTAIRE ET L'ACTUALITÉ DE L'ALTERNATIVE DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE</b> ....	1
<b>CHAPITRE I. CADRE CONCEPTUEL ET OPÉRATOIRE</b> .....	6
1.1.    La question de recherche.....	6
1.2.    Le cadre théorique.....	6
1.2.1.    Les hypothèses.....	6
1.2.2.    Les variables .....	10
1.2.3.    La pertinence de la théorie du système-monde pour cette recherche .	16
1.2.4.    Les postulats essentiels de la théorie du système-monde .....	17
1.2.5.    L'écologie et l'agroécologie vues à partir de la théorie du système-monde.	

1.2.6.	L'analyse des régimes alimentaires .....	24
1.3.	Les concepts fondamentaux .....	27
1.4.	La méthodologie.....	37
1.4.1.	L'analyse des sources secondaires.....	38
1.4.2.	L'étude de cas .....	39
1.5.	Les contributions et les limites de la recherche .....	41

## **CHAPITRE II. L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE AGRAIRE CUBAINE : DE LA RÉVOLUTION DE 1959 À LA RÉFORME COLLECTIVISTE ET AGROÉCOLOGIQUE**

.....	46	
2.1.	La réforme nationale-démocratique (1959-1963).....	47
2.2.	La réforme socialiste sous la domination du secteur étatique (1963-1993)	55
2.3.	La réforme agraire collectiviste et agroécologique (1993-2010).....	64
2.3.1.	La collectivisation des terres et la construction des UBPC .....	65
2.3.2.	La socialisation de l'agriculture urbaine participative.....	75
2.3.3.	La réouverture des marchés agricoles libres.....	79
2.3.4.	La consolidation et la transnationalisation de la société civile cubaine: Le cas de l'ANAP et de l'ALBA.....	82
Conclusion .....	93	

## **CHAPITRE III. L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE AGRAIRE MEXICAINE : DE LA RÉVOLUTION DE 1910 À LA CONTRE-RÉFORME NÉOLIBÉRALE .....**

3.1.	La réforme agraire non égalitaire (1910-1980).....	103
------	--	-----

3.2.	La fin du « miracle mexicain » et l’instauration du régime agroalimentaire néolibéral (1980-2010) .....	109
3.3.	Les mouvements agraires au Mexique : De la résistance vers la cooptation.	123
3.4.	Les principaux instruments du néocorporatisme mexicain .....	136
	Conclusion .....	143
	<b>CONCLUSION. LES POLITIQUES DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : VERS UNE SYNTHÈSE .....</b>	<b>151</b>
	<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>164</b>
	<b>ANNEXE. UNE ILLUSTRATION DES POLITIQUES DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE À CUBA : OBSERVATIONS ET ENTREVUES .....</b>	<b>182</b>



## TABLE DES FIGURES

- Figure 1.** Les structures domestiques agraires cubaine et mexicaine (selon le modèle de variables adapté de l'œuvre de Risse-Kappen et d'Otero)
- Figure 2.** Comparaison entre la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire
- Figure 3.** Les indicateurs de recherche pour les politiques de souveraineté alimentaire
- Figure 4.** La distribution des terres selon la superficie agricole (en %)
- Figure 5.** La distribution des terres selon la superficie cultivée (en %)
- Figure 6.** Pourcentage des terres arables à Cuba (selon la forme de propriété foncière)
- Figure 7.** La capacité productive de Cuba en produits sélectionnés (en tonnes)
- Figure 8.** L'index de dépendance pour les céréales et les oléagineux (%)
- Figure 9.** Le profil de l'industrie agroalimentaire à la première moitié des années 2000

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

**AAU** : Accord d'action unitaire

**ACAO** : Association cubaine pour l'agriculture biologique

**ACP** : Accords de commerce des peuples

**ACPA** : Association cubaine pour la production animale

**ACSUR** : Association pour la coopération avec le Sud

**ACTAF** : Association cubaine des techniciens agricoles et forestiers

**ALBA** : Alliance bolivarienne pour les Amériques

**ALCANO** : Alliance paysanne du nord-ouest

**ALÉNA** : Accord de libre-échange nord-américain

**AMUCSS** : Association mexicaine des unions de crédit du secteur social

**ANAP** : Association nationale des petits agriculteurs

**ANEC** : Association nationale des entreprises de commercialisation de la campagne

**ANsA** : Accord national sur l'agriculture

**AsA** : Accord multilatéral sur l'agriculture

**ASERCA** : Services de soutien pour la commercialisation agricole

**BM** : Banque mondiale

**BNC** : Banque nationale de Cuba

**CaC** : Campesino a Campesino (Paysan à Paysan)

**CAÉM** : Conseil d'assistance économique mutuelle

**CAP** : Congrès agraire permanent

**CCC** : Centrale paysanne cardeniste

**CCFpD** : Centre catholique français pour le développement

**CCS** : Coopérative de crédit et de services

**CDDRS** : Conseil de district de développement rural et durable

**CEC** : Conseil des églises de Cuba

**CEPCO** : Coordination de producteurs de café de l'État d'Oaxaca

**CERAI** : Centre d'études rurales de polytechnique de Valencia

**CIOAC** : Centrale indépendante des ouvriers agricoles et paysans

**CLAD** : Consortium latino-américain sur l'agroécologie et le développement

**CMDRS** : Conseil municipaux de développement rural et durable

**CNC** : Confédération nationale paysanne

**CNOC** : Coordination nationale des organisations productrices de café

**CNPA** : Coordination nationale du « Plan de Ayala »

**CNSV** : Centre national de santé végétale

**CODUC** : Coalition démocratique des syndicats paysans

**CONASUPO** : Compagnie nationale de ravitaillement populaire

**CPA** : Coopérative de production agricole

**CPI** : Centrale paysanne indépendante

**DAU** : Département d'agriculture urbaine

**EZLN** : Armée zapatiste de la libération nationale

**FANJ** : Fondation Antonio Núñez Jiménez pour la nature et l'homme

**FAO** : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

**FDCCH** : Front démocratique paysan de Chihuahua

**FERTIMEX** : Industrie d'engrais mexicaine

**FMI** : Fonds monétaire international

**FNDCM** : Front national pour la défense de la campagne mexicaine

**FoodFirst!** : Institut pour les politiques alimentaires et le développement

**FSA** : Fonds de sécurité alimentaire

**GATT** : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

**GBCI** : Groupe de bénévoles civils de l'Italie

**GENT** : Ferme étatique de nouveau type

**IHLD** : Institut d'horticulture « Liliana Dimitrova »

**IIMA** : Institut de mécanisation agricole

**IIS** : Institut de sols

**INIFAT** : Institut d'investigations fondamentales sur l'agriculture tropicale

**INMECAFE** : Institut mexicain de café

**INN** : Institut national de nutrition

**INRA** : Institut national de la réforme agraire

**ISCOD** : Institut syndical de coopération au développement

**LSCAIR** : La loi de sécurité agricole et d'investissement rural

**MCNPTP** : Mouvement de « la campagne ne peut tolérer plus! »

**MINAG** : Ministère de l'agriculture de Cuba

**MINED** : Ministère de l'éducation de Cuba

**MST** : Mouvement des sans-terre

**OCDE** : Organisation de coopération et de développement économique

**OGM** : Organismes génétiquement modifiés

**OMC** : Organisation mondiale du commerce

**ONG** : Organisations non gouvernementales

**OXFAM** : Comité d'Oxford pour le soulagement de famine

**PCC** : Parti communiste de Cuba

**PCM** : Parti communiste mexicain

**PMA** : Les pays les moins avancés

**PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement

**PpM** : Pain pour le monde

**PRD** : Parti de la révolution démocratique

**PRI** : Parti révolutionnaire institutionnel

**PROCAMPO** : Programme de soutien direct à la campagne

**PROCEDE** : Programme de délimitation et de titularisation des parcelles du secteur social

**PRONASOL** : Programme national de solidarité

**PSM** : Parti socialiste du Mexique

**RED MOCAF** : Réseau mexicain des organisations paysannes forestières

**RIAD** : Réseau interaméricain pour l'agriculture et la démocratie

**SPN** : Soutien du peuple norvégien

**TABAMEX** : Société Tabacs mexicains

**TdH** : Terre des hommes

**UBPC** : Unité de base de production coopérative

**UGOCP** : Union générale ouvrière, paysanne et populaire

**UNAG** : Association nationale des agriculteurs et des éleveurs du Nicaragua

**UNOFOC** : Union nationale pour la foresterie communautaire

**UNORCA** : Union nationale d'organisations régionales paysannes et autonomes

**UNTA** : Union nationale des travailleurs agricoles

## **REMERCIEMENTS**

Je tiens à remercier chaleureusement mon directeur de recherche, Dominique Caouette, pour son intérêt amical, son soutien encourageant et sa disponibilité généreuse sans lesquels ce travail n'aurait pas été ce qu'il est. Ses conseils et ses idées m'ont suscité une inspiration riche et unique qui s'est transmise au-delà des frontières des Philippines.

## INTRODUCTION

### LA PERTINENCE DE LA QUESTION ALIMENTAIRE ET L'ACTUALITÉ DE L'ALTERNATIVE DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La seconde moitié des années 2000 a été marquée par une crise majeure du néolibéralisme qui a gravement nui à la crédibilité de l'orthodoxie néolibérale sur la soi-disante « nouvelle économie ». Suite à l'éclatement de la bulle des « subprimes » en 2008, le tournant décisif de cette période de crise majeure, toutes les attentions se sont focalisées sur la crise de la « finance mondialisée » masquant d'autres conséquences toutes aussi lourdes et perverses que l'essor du chômage et le resserrement du crédit.<sup>1</sup> Ce travail se consacre ainsi aux autres aspects de la crise tels que vécus à la campagne, en particulier la crise alimentaire et la crise des sociétés paysannes. Il est d'ailleurs assez évident que les conséquences agroalimentaires de la crise du néolibéralisme méritent une attention particulière, puisque « 70 % de la population mondiale gagne sa vie en produisant des biens alimentaires »<sup>2</sup> et que les paysans constituent 60 % de la population mondiale<sup>3</sup>.

La crise alimentaire mondiale qui a duré de 2006 à 2008 a particulièrement affecté les pays du Tiers-Monde. Le prix flottant du riz, du blé et de l'huile végétale a connu une hausse de 37 % dans les pays les moins avancés (PMA) en 2008. Selon les estimations de la Banque mondiale (BM), les prix des produits alimentaires ont enregistré une hausse de 83 % pendant les

---

<sup>1</sup> Jean-Yves Carfantan. 2009. *Le choc alimentaire mondial*. Paris: Albin Michel, 7-8.

<sup>2</sup> Gilles Fumey. 2008. *Géopolitique de l'alimentation*. Paris: Sciences Humaines Editions, 9.

<sup>3</sup> Annette Aurélie Desmarais. 2008. *La Via Campesina: Une réponse paysanne à la crise alimentaire*. Montréal: EcoSociété, 16.

trois années précédant l'année 2008.<sup>4</sup> Au mois de mai de la même année reconnue comme l'apogée de la crise alimentaire mondiale, le prix moyen du blé dans le monde a augmenté de 157 %, celui du riz de 93 %, celui du maïs de 140 %, celui du lait de 48 %, celui des œufs de 26 % et celui de la viande de 8 %, par rapport à l'année précédente.<sup>5</sup> À la fin de la même année, le panier annuel d'importations alimentaires des PMA coûtait trois fois plus qu'en 2000 en raison de la hausse des prix des produits alimentaires.<sup>6</sup> La conséquence la plus ostensible de cette hausse a été le plongeon de 75 millions de personnes de plus dans la faim et de 125 millions de personnes de plus dans l'extrême pauvreté.<sup>7</sup> Afin de mieux concevoir la sévérité de cette situation de crise, il importe de prendre en considération le fait que chaque hausse de prix de 1 % des denrées de base pousse 16 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire.<sup>8</sup> Il est néanmoins important d'observer que la période de crise a remarquablement multiplié les profits de l'industrie agroalimentaire. Pendant le dernier trimestre de 2007, les revenus d'Archers Daniels Midland ont connu une hausse de 42 %, ceux de Monsanto de 45 %, ceux de Cargill de 86 % et ceux de Mosaic Fertilizer de 1200 %.<sup>9</sup>

On peut aussi souligner que la crise alimentaire mondiale ne consistait pas en « une crise de disponibilité ». <sup>10</sup> Au cours des 20 dernières années, la production alimentaire a augmenté

---

<sup>4</sup> Eric Holt-Giménez. 2010. *From Food Crisis to Food Sovereignty*. En ligne. <http://www.foodfirst.org/files/pdf/142-156%20Holt-Gimenez+MR.pdf> (page consultée le 1 Avril 2010).

<sup>5</sup> Pierre Janin. 2008. «Crise alimentaire mondiale: Désordres et débats.» *Hérodote* (131): 9.

<sup>6</sup> Walden Bello. 2009. *The Food Wars*. London: Verso, 1.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Bruno Parmentier. 2009. *Nourrir l'humanité*. Paris: La Découverte, 270.

<sup>9</sup> Eric Holt-Giménez, Raj Patel, et Annie Shattuck. 2009. *Food Rebellions: Crisis and the Hunger for Justice*. Oxford: Pambazuka Press, 20.

<sup>10</sup> Janin. «Crise alimentaire mondiale: Désordres et débats.», 8.



d'une manière constante de plus de 2 % par année, tandis que le taux de croissance démographique est tombé de moins de 1,14 % par année.<sup>11</sup> Donc, en reprenant les termes de Janin<sup>12</sup>, l'expérience vécue entre 2006 et 2008 s'apparentait davantage à une crise d'accessibilité et de régulation. Il est à retenir que plus de 90 % des affamés dans le monde sont actuellement dépourvus de moyens pour payer leur alimentation.<sup>13</sup>

La réponse la plus immédiate des pauvres du monde à la crise alimentaire s'est concrétisée dans les émeutes de la faim qui ont pris place dans plusieurs pays du Tiers-Monde tels le Mexique, l'Égypte, l'Indonésie, Haïti, le Sénégal, la Côte d'Ivoire. Tout cela a poussé l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à signaler des situations de « crise alimentaire grave » dans le tricontinent. Les émeutiers ont manifesté contre l'envolée des prix du carburant, les politiques et la corruption des élites locales et des gouvernements, ainsi que contre la hausse de prix des produits alimentaires.<sup>14</sup>

Les émeutes de la faim, qui ont spontanément éclaté comme un réflexe populaire à la crise alimentaire à l'échelle mondiale, reflètent en effet l'impuissance et le désespoir des masses appauvries sous les politiques néolibérales. Pourtant, au-delà de ces révoltes de masse historiques, le Tiers-Monde expérimente actuellement l'émergence et la montée d'une nouvelle alternative qui s'oppose au modèle agroalimentaire néolibéral : la souveraineté alimentaire. Tout particulièrement, l'Amérique latine représente le cœur des mouvements de souveraineté alimentaire avec la montée des mouvements paysans tels le Mouvement des sans-terre (MST),

---

<sup>11</sup> Holt-Giménez. *Food Rebellions: Crisis and the Hunger for Justice*, 7.

<sup>12</sup> Janin. «Crise alimentaire mondiale: Désordres et débats.», 9.

<sup>13</sup> Holt-Giménez. *Food Rebellions: Crisis and the Hunger for Justice*, 7.

<sup>14</sup> *Nourrir les hommes: Un dictionnaire*. 2009. Paris: Atlande, 269-270.

La Vía Campesina, les programmes de Campesino a Campesino (CaC), ainsi que l'établissement de nouveaux gouvernements de gauche dans des pays comme le Venezuela, le Nicaragua et la Bolivie mettant de l'avant l'élaboration de nouvelles politiques agroalimentaires. En un mot, ce continent constitue un espace géographique où s'exprime une lutte sans compromis entre le modèle néolibéral et un autre modèle alternatif et émergent du secteur agroalimentaire.

Tandis que dans des pays comme le Mexique et Haïti, la crise alimentaire est contestée par des émeutes qui marquent un certain désespoir de la part des masses appauvries, des pays comme Cuba, le Venezuela, le Nicaragua et la Bolivie répondent à la crise en établissant de nouvelles politiques de souveraineté alimentaire et en transnationalisant ces politiques sous le parapluie de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Bien que la sécurité alimentaire des pays du Tiers-Monde comme Cuba et le Venezuela soit encore vulnérable sous la pression du régime alimentaire néolibéral, leur puissance réside dans leur capacité à formuler des politiques de souveraineté alimentaire, à établir une certaine équité alimentaire et à éradiquer la faim et la famine qui sont devenues une norme dans une grande partie du Tiers-Monde.

Ainsi, contrairement aux émeutes mondiales qui résultent de simples processus spontanés et éphémères, la résistance antisystémique en Amérique latine contre le régime alimentaire néolibéral repose sur des dynamiques plus complexes qui nécessitent la décentralisation de la prise de décision et la collectivisation du secteur agricole à travers une transformation agraire radicale et agroécologique. De même, on assiste à l'émergence des structures sociétales agraires robustes qui sont construites sur des réseaux politiques consensuels, en présence des États puissants et des sociétés civiles agraires mobilisées.

Cette recherche se veut donc une étude rigoureuse des politiques de souveraineté alimentaire à travers l'analyse des contre-mouvements paysans et antisystémiques émergents en

Amérique latine. Pour mener à bien cette analyse, ce travail est structuré en quatre chapitres. Le premier chapitre proposera un cadre conceptuel et opératoire, élaborera les questions de recherche, les hypothèses, les variables et les concepts qui guident la recherche, les indicateurs, la méthodologie de recherche, ainsi que les contributions envisagées et les limites de la recherche. Par la suite, le deuxième chapitre dressera un large panorama de la structure agraire cubaine qui se caractérise par un processus de collectivisation et de décentralisation agroécologique, à la lumière d'une approche historique reprenant les conséquences des réformes agraires nationale-démocratique et socialiste. Cette partie révélera le rôle central des pratiques de l'agriculture de proximité et du développement communautaire basées sur une coordination étroite entre l'État et la société civile. De plus, seront étudiés les efforts antisystémiques de Cuba au sein de l'ALBA et des mouvements paysans transnationaux pour la résolution de la crise agraire et l'instauration de la souveraineté alimentaire en Amérique latine. Le troisième chapitre fera le point sur le cas du Mexique en fonction de la crise agroalimentaire et de la résistance paysanne dans le pays, avec une approche historique qui retracera les premières années de la réforme agraire non égalitaire. Ce chapitre mettra aussi en lumière le déclin du « miracle de développement mexicain » et l'instauration du régime agroalimentaire néolibéral. Le chapitre terminera par la mise en perspective des mouvements paysans mexicains et des processus de cooptation paysanne sous un système néocorporatiste.

## **CHAPITRE I**

### **CADRE CONCEPTUEL ET OPÉRATOIRE**

#### **1.1. La question de recherche**

Comme décrit dans l'introduction, tandis que la plupart des pays astreints au régime alimentaire néolibéral souffrent de la crise alimentaire mondiale et des émeutes de la faim, certains pays ont su éviter la crise alimentaire mondiale en élaborant des politiques de souveraineté alimentaire aux échelles nationale et transnationale. Ainsi, la question générale de recherche qui guidera ce travail s'articule comme suit : « Quelles sont les déterminants sociopolitiques qui conduisent à l'édification des politiques de souveraineté alimentaire malgré la pression du régime alimentaire néolibéral? ». Nous pouvons reformuler la question d'une autre manière : « Comment s'explique la présence de politiques de souveraineté alimentaire dans certains pays alors qu'elles en sont absentes dans d'autres? ».

#### **1.2. Le cadre théorique**

##### **1.2.1. Les hypothèses**

L'hypothèse générale guidant cette recherche avance que la présence de politiques de souveraineté alimentaire s'explique par l'établissement d'une structure domestique agraire de nature « populaire-démocratique » et « antisystémique ». Celle-ci est caractérisée par la décentralisation des processus décisionnels à la campagne, la collectivisation des terres à travers

la coopératisation, l'apparition d'une structure sociétale puissante qui permet la coordination étroite entre l'État et la société civile, et enfin la prédominance de réseaux politiques consensuels dans le secteur agricole menés par une culture politique agroécologique. Il existe également une seconde série de facteurs qui explique la présence de politiques de souveraineté alimentaire. Ceux-ci sont le soutien politique, technologique et économique des acteurs transnationaux de manière à encourager les pratiques collectivistes et agroécologiques, de même que la transnationalisation des réseaux politiques consensuels du pays en question de manière à fournir une coordination étroite et antisystémique avec les acteurs transnationaux et à établir la souveraineté alimentaire en tant que norme internationale.

Dans le cas de Cuba, l'effondrement du régime alimentaire soutenu par le système socialiste a résulté en une sévère crise alimentaire lors de la première moitié des années 1990, suscitant l'émergence d'un nouveau mécanisme de coopération entre la société civile et l'État cubains sur la base des pratiques de l'agriculture de proximité, d'une nouvelle réforme agraire radicale et d'une nouvelle conception de la production agricole. En conséquence, nous avons assisté à l'établissement d'une structure domestique agraire de nature populaire-démocratique convergeant vers l'idéal-type de « structure dominée par la société ». Cette structure domestique agraire émane de la formation et de la mise en place de politiques de souveraineté alimentaire sur la base d'institutions et de processus décisionnels décentralisés, d'une structure sociétale puissante (cohérente, politisée et mobilisée) en faveur des politiques et des normes de souveraineté alimentaire, ainsi que de réseaux politiques consensuels qui facilitent une coopération étroite avec l'État dans la direction des politiques de souveraineté alimentaire. Parallèlement au fait que le système agroalimentaire néolibéral souffre de la sous-régulation sous la prédominance des multinationales, Cuba a non seulement développé une nouvelle

gouvernance agroalimentaire à l'échelle nationale grâce à sa structure domestique populaire-démocratique, mais il a aussi pris l'initiative de transnationaliser sa nouvelle structure agraire en s'efforçant d'établir une nouvelle gouvernance régionale favorisant la souveraineté alimentaire dans le cadre des mouvements paysans transnationaux et de l'ALBA. Au sein de ces réseaux, la souveraineté alimentaire devient une norme principale de gouvernance. Il va sans dire qu'en raison de sa structure domestique populaire-démocratique, Cuba est aussi ouvert à l'influence des acteurs transnationaux qui défendent la mise en place de politiques de souveraineté alimentaire tels La Vía Campesina et le Pain pour le Monde (PpM). Pour en finir avec le cas de Cuba, l'étude de la structure domestique agraire cubaine nous démontre également que la politisation, la mobilisation et la cohérence de la société civile agraire sont essentielles pour la mise en place d'une structure sociétale agraire puissante et l'établissement des politiques de souveraineté alimentaire. De plus, la politisation et la cohérence de la société civile agraire peuvent être obtenues sous l'initiative de l'État, ce qui mène à l'établissement d'une concertation sociale et un espace libre d'action politique au niveau de la société civile en faveur des politiques de souveraineté alimentaire.

D'un autre côté, dans le cas du Mexique, les effets négatifs de la crise alimentaire des années 2000 ont été décuplés par la faiblesse du niveau d'interaction entre la société civile et l'État mexicain sous le régime de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), reconnue comme l'une des institutions les plus importantes de la gouvernance néolibérale<sup>15</sup>. Outre le fait que le régime agroalimentaire néolibéral souffre de la sous-régulation et génère une crise structurelle au Mexique, le gouvernement mexicain ne répond ni aux demandes des nouveaux mouvements paysans ni à celles des participants aux émeutes, ce qui affaiblit considérablement

---

<sup>15</sup> Philip McMichael. 2009. «A Food Regime Genealogy.» *Journal of Peasant Studies* 36 (1): 153.

le terrain pour la formulation des politiques de souveraineté alimentaire au Mexique. Face à une société civile agraire hautement diversifiée et à une résistance paysanne articulée, les politiques agricoles mexicaines se concentrent plutôt sur la dépolitisation de la population rurale à travers des méthodes de cooptation paysanne exercées d'une manière néocorporatiste. En dépit d'un discours officiel qui favorise la décentralisation et la négociation, les administrations néolibérales du Mexique s'appuient sur des décisions unilatérales et des politiques imposées par le haut sous l'influence des institutions internationales. Nous pouvons ainsi conclure que la structure domestique agraire du Mexique demeure de nature « hégémonique-bourgeoise », c'est à dire repose sur des mécanismes de gouvernance néocorporatiste convergeant vers l'idéal-type de « structure dominée par l'État ». Cette structure est donc profondément marquée par des institutions et des processus décisionnels centralisés, une faible structure sociétale et des réseaux politiques conflictuels, d'où l'absence de politiques de souveraineté alimentaire dans le pays. Le cas du Mexique nous démontre aussi que la diversification, la mobilisation et la politisation de la société civile agraire ne constituent une condition suffisante ni pour l'apparition d'une structure sociétale agraire puissante ni pour l'établissement des politiques de souveraineté alimentaire. Bien au contraire, afin que l'on puisse acquérir une structure sociétale puissante capable de défier l'État, il faut que la politisation de la société civile agraire soit appuyée par un processus de centralisation de manière à fournir aux mouvements paysans politisés un certain niveau de cohérence.

### 1.2.2. Les variables

Il convient de préciser que la question de recherche est construite sur un modèle de variables proposé par Risse-Kappen<sup>16</sup> se focalisant particulièrement sur les interactions entre les États et les acteurs transnationaux, de même que sur la capacité transformative des structures domestiques et des institutions internationales dans les relations internationales. Selon Risse-Kappen<sup>17</sup>, les effets réciproques entre les relations transnationales et le système interétatique sont cruciaux pour la compréhension de la politique mondiale de l'après-Guerre froide dans le cadre des structures de gouvernance existantes et émergentes. De son avis, la capacité transformative des acteurs transnationaux visant à promouvoir les normes et les politiques de l'État dépend en grande partie de la puissance des structures domestiques conçues en termes de relations État-société.<sup>18</sup> Dans cette optique, nous pourrions affirmer que chaque changement sociopolitique au niveau international repose sur les interactions entre les structures domestiques et les institutions internationales en tant que médiateurs dans la formation des politiques gouvernementales.

Pour Risse-Kappen<sup>19</sup>, les structures domestiques reflètent les institutions politiques de l'État, la structure organisationnelle de la société civile et les liens politiques qui s'associent les uns aux autres sur la base de règles à la fois formelles et informelles. En termes plus précis, les structures domestiques englobent la structure sociétale, la nature des institutions politiques

---

<sup>16</sup> Thomas Risse-Kappen. 1999. «Introduction.» Thomas Risse-Kappen, dir. *Bringing Transnational Relations Back In*. Cambridge: Cambridge University Press.

<sup>17</sup> Ibid.

<sup>18</sup> Andrew P. Cortell, et James W. Davis. 2000. «Understanding the Domestic Impact of International Norms: A Research Agenda.» *International Studies Review* 2 (1): 67.

<sup>19</sup> Risse-Kappen. «Introduction.», 20, Cortell. «Understanding the Domestic Impact of International Norms: A Research Agenda.»



domestiques et les relations État-société, de même que la culture politique domestique systématisant les normes et les valeurs développées par ces dernières.<sup>20</sup> D'autre part, les institutions internationales correspondent à l'ensemble de règles formelles et informelles qui sont persistantes et connectées au plan international de façon à prescrire les rôles comportementaux, contraindre les activités et déterminer les attentes des acteurs transnationaux.<sup>21</sup>

Les structures domestiques peuvent être façonnées par les institutions internationales et vice versa. Plus le domaine en question est régi par les normes internationales de coopération, plus la structure domestique est ouverte aux activités transnationales. Autrement dit, les structures internationales de gouvernance hautement réglementées tendent à légitimer les activités transnationales, à accroître l'accès de ces activités aux systèmes politiques nationaux et à développer leur capacité de former des coalitions gagnantes pour un changement de politique. Cependant, en l'absence de ressources et de mécanismes formels et informels pour la régulation internationale du domaine de politique en question, les structures domestiques jouent un rôle important dans les changements sociopolitiques aux échelles nationale et transnationale.<sup>22</sup>

Selon l'approche de Risse-Kappen, nous pouvons catégoriser les structures domestiques sur la base de trois caractéristiques principales : a) la centralisation des institutions politiques et des processus décisionnels du pays en question (la structure politique); b) la mobilisation, la capacité organisationnelle et la polarisation de la société, ainsi que le niveau de politisation de la société civile en faveur d'une cause politique particulière (la structure sociétale); c) la nature des

---

<sup>20</sup> Thomas Risse-Kappen. 1994. «Ideas Do Not Float Freely: Transnational Coalitions, Domestic Structures, and the End of the Cold War.» *International Organization* 48 (2): 187.

<sup>21</sup> Ibid. «Introduction.», 29.

<sup>22</sup> Jackie Smith, et Dawn Wiest. 2005. «The Uneven Geography of Global Civil Society: National and Global Influences on Transnational Association.» *Social Forces* 84 (2): 627-628, Risse-Kappen. «Introduction.», 7, 30.

acteurs et des institutions politiques intermédiaires qui lient l'État et la société l'un à l'autre soit d'une manière consensuelle soit d'une manière conflictuelle (les réseaux politiques).<sup>23</sup>

En tenant compte de ces caractéristiques, il serait donc possible de positionner les structures domestiques dans un continuum de relations État-société. Si nous devons évoquer la typologie de Weber des idéaux-types, les structures domestiques varieraient selon leur positionnement sur le continuum « structures dominées par l'État » et « structures dominées par la société ».<sup>24</sup> Selon cette perspective, nous nous attendrions à ce que la capacité de créer des coalitions sociétales soit faible dans les structures domestiques dominées par l'État, alors que les structures domestiques dominées par la société tendent à favoriser les processus de coalitions construites de bas vers le haut et vice versa pour ainsi assurer l'efficacité des mécanismes de gouvernance.<sup>25</sup> À la différence des structures domestiques dominées par l'État où nous retrouvons des mécanismes centralisés, une faible structure sociétale et les réseaux politiques polarisés, nous prévoirions que les structures domestiques dominées par la société soutiennent des mécanismes de politique décentralisés, une structure sociétale puissante et des réseaux politiques consensuels.<sup>26</sup>

Différentes formes de catégorisations des structures domestiques ont été effectuées jusqu'à présent sur la base des idéaux-types ci-dessus, d'où les qualifications « libérale »,

---

<sup>23</sup> K. Edward Spiezio. 1997. «Domestic Structure and Collective Security.» *Southeastern Political Review* 25 (1): 121-122, Risse-Kappen. «Introduction.», 22, 24.

<sup>24</sup> Spiezio. «Domestic Structure and Collective Security.», 122.

<sup>25</sup> Risse-Kappen. «Ideas Do Not Float Freely: Transnational Coalitions, Domestic Structures, and the End of the Cold War.», 210-211.

<sup>26</sup> Margaret E. Keck, et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. New York: Cornell University Press, 7.

« étatiste », « l'État au-dessus de la société » et « le modèle démocratique-corporatiste »<sup>27</sup>. Il faut cependant souligner que ces approximations ont été élaborées dans un cadre théorique qui émane de la théorie de démocratie libérale, de l'institutionnalisme et du constructivisme, avec le parti pris selon lequel le libéralisme constitue la forme supérieure de l'organisation de la société, en partant des concepts flous comme « l'opacité », « l'ouverture » et « le pluralisme »<sup>28</sup>. Étant donné que cette recherche repose sur une épistémologie critique toute différente, nous nous servons ici d'autres concepts en positionnant les structures domestiques sur le continuum de relations État-société, d'où les approximations « l'organisation populaire-démocratique » et « l'organisation hégémonique-bourgeoise », adaptées du travail critique de Gerardo Otero sur les relations agraires.<sup>29</sup>

Le terme « populaire-démocratique » est dérivé de l'œuvre d'Antonio Gramsci qui présume « deux grandes phases » pour l'établissement d'une démocratie radicale et contre-hégémonique : « l'autonomie vis-à-vis des ennemis que [les classes subalternes] devaient vaincre... » et « le soutien des groupes qui les ont aidés soit activement, soit passivement » dans leur lutte<sup>30</sup>. Donc, selon Otero<sup>31</sup>, l'émergence des régimes « populaires-démocratiques » dans des pays tel le Mexique nécessitent, en premier lieu, un certain degré d'autonomie vis-à-vis des

---

<sup>27</sup> Jeffrey T. Checkel. 1999. «Norms, Institutions, and National Identity in Contemporary Europe.» *International Studies Quarterly* (43): 88, Risse-Kappen. «Introduction.», Ibid. «Ideas Do Not Float Freely: Transnational Coalitions, Domestic Structures, and the End of the Cold War.».

<sup>28</sup> Sidney Tarrow. 2001. «Transnational Politics: Contention and Institutions in International Politics.» *Annual Review of Political Science* (4).

<sup>29</sup> Gerardo Otero. 1999. *Farewell to the Peasantry? Political Class Formation in Rural Mexico*. Boulder: Westview Press.

<sup>30</sup> Heidi A. Jugenitz, et Gerardo Otero. 2003. «Challenging National Borders from Within: The Political-Class Formation of Indigenous Peasants in Latin America.» *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 40 (5): 511.

<sup>31</sup> Otero. *Farewell to the Peasantry? Political Class Formation in Rural Mexico*, 25.

classes dominantes, et en second lieu, la mise en œuvre du projet populaire-démocratique au-delà de l'État capitaliste. Pourtant, il convient de souligner qu'Otero, dont l'œuvre se focalise sur la critique des sociétés capitalistes, n'a jamais tenté de décrire le populaire-démocratique dans des pays socialistes tel Cuba où l'autonomie vis-à-vis des ennemis de classe et le soutien des groupes alliés ont été déjà obtenus. Du point de vue néomarxiste, nous nous attendons à ce que, dans les sociétés socialistes, le changement social populaire-démocratique ne nécessite pas l'émergence des dynamiques autonomes et transformatives uniquement du bas vers le haut, à la différence des sociétés capitalistes où le pouvoir étatique est occupé par les classes dominantes. En d'autres termes, il est possible que, dans les sociétés socialistes, le pouvoir d'agir (empowerment) populaire-démocratique des classes laborieuses soit tributaire des rapports de forces particuliers ainsi que d'une concertation sociale entre l'État et la société civile aboutissant à la construction d'un espace libre d'action politique au niveau de la société civile, plutôt que des initiatives qui proviennent des dynamiques purement civiles. De ce point de vue, il serait aussi erroné de prendre pour acquis l'argument libéral que les sociétés socialistes sont toujours des sociétés dominées par l'État.

À la lumière de ce qui a été dit, nous pouvons donc définir le populaire-démocratique dans les sociétés socialistes comme une situation qui reflète le changement social en faveur des intérêts socioéconomiques des classes laborieuses, ayant lieu suite à la hausse de leur pouvoir d'agir dans un domaine spécifique. En ce qui a trait à la structure domestique agraire de Cuba, ceci correspond à la re-paysannisation de la société à travers les politiques de souveraineté alimentaire, ce qui prépare le terrain pour la hausse du pouvoir d'agir des sociétés paysannes grâce à la collectivisation des terres et à la décentralisation de la production agricole, à la socialisation des marchés agricoles, et au développement et à la transnationalisation du

mouvement cubain de CaC (Campesino a Campesino). Néanmoins, le cas du Mexique désigne la persistance d'une structure domestique hégémonique-bourgeoise construite sur des mécanismes néocorporatistes qui mènent à la cooptation de la paysannerie par l'État et les capitalistes, en conséquence de laquelle la paysannerie est privée de l'autonomie de classe et du soutien des groupes qui doivent les aider dans leur lutte.

Ainsi, à l'opposé de la pensée libérale qui considère les structures domestiques libérales comme « le résultat souhaité », cette recherche favorisera les structures domestiques populaires-démocratiques en tant qu'approximation désirée vers l'idéal-type de structure domestique dominée par la société. De la même façon, en reposant sur la théorie du système-monde, nous soutiendrons que les institutions internationales, les normes, les États et la société civile ne doivent pas être considérés en dehors des formations hégémoniques et des relations de classe. En outre, nous mettrons l'accent sur le fait que l'étude des structures domestiques en tant que « rapport de forces » entre la société civile et l'État aboutissant à une concertation sociale particulière est essentielle, au lieu de considérer la société civile comme le seul acteur principal dans le changement social.

**Figure 1.**  
**Les structures domestiques agraires cubaine et mexicaine (selon le modèle de variables adapté de l'œuvre de Risse-Kappe et d'Otero)**

	<b>Cuba</b>	<b>Mexique</b>
<b>Structure politique agraire</b>	Institutions politiques et processus décisionnels décentralisés	Institutions politiques et processus décisionnels centralisés d'une manière néo-corporatiste
<b>Structure sociétale agraire</b>	Société civile agraire cohérente, mobilisée et politisée en faveur des politiques et des normes de souveraineté alimentaire	Société civile agraire politisée et mobilisée, mais d'une manière décentralisée et diversifiée
<b>Réseaux politiques agraires</b>	Réseaux politiques consensuels de manière à faciliter la coopération avec l'État dans la direction des politiques de souveraineté alimentaire	Réseaux politiques conflictuels de manière à anéantir toute possibilité de construire un partenariat stable entre l'État et la société civile agraire



	<b>Cuba</b>	<b>Mexique</b>
<b>Structure domestique agraire</b>	Structure domestique de nature «populaire-démocratique» qui entraîne l'établissement des politiques de souveraineté alimentaire	Structure domestique de nature «hégémonique-bourgeoise» qui entrave l'apparition des politiques de souveraineté alimentaire

### 1.2.3. La pertinence de la théorie du système-monde pour cette recherche

Il serait pertinent de remarquer que la théorie du système-monde en tant que cadre théorique ne représente pas un choix laissé au hasard. Avant tout, cette théorie privilégie l'étude critique de la périphérie qui se compose essentiellement de pays agraires, d'où le potentiel de cette théorie pour révéler les dynamiques de la question agraire et de la souveraineté alimentaire

dans les zones périphériques. La théorie du système-monde développe une approche inclusive et systématique sur les origines à la fois nationales et transnationales du changement social qui prend en considération une multitude d'acteurs sociopolitiques et économiques tels les mouvements sociaux, les États, les institutions internationales et les entreprises.

La puissance de la théorie du système-monde réside également dans sa perspective qui privilégie le rôle de l'histoire pour expliquer les changements sociaux dans la longue durée, contrairement aux perspectives conventionnelles et a-historiques telles les théories de la modernisation. À l'opposé du marxisme classique et des théories de la modernisation qui se contentent de l'analyse des relations à l'échelle nationale, le mérite de la théorie du système-monde consiste aussi en sa perspective proposant l'analyse des relations entre différentes sociétés pour expliciter le changement social. De même, en rejetant toute sorte d'arguments étatistes et économistes, la théorie du système-monde reconnaît l'importance de la connexion sociopolitique entre le capitalisme et le système interétatique, tandis qu'elle privilégie l'étude du rôle de la structure économique et de l'hégémonie étatique dans le changement social. Finalement, la pertinence de la théorie du système-monde provient également de sa flexibilité lui permettant d'adresser de nouveaux défis tels que les questions de gouvernance, l'émergence des nouveaux mouvements sociaux, les questions de genre et les enjeux écologiques.

#### **1.2.4. Les postulats essentiels de la théorie du système-monde**

Avant de commencer à étudier les politiques de souveraineté alimentaire à Cuba et au Mexique du point de vue de la théorie du système-monde, il importe d'élaborer aussi les

postulats et les concepts essentiels de cette théorie. Comme Shannon<sup>32</sup> l'avance, le premier postulat de la théorie du système-monde est qu'il existe un système social identifiable s'étendant au-delà des sociétés individuelles et des nations. Ce système, dit « système-monde », correspond à un ensemble plus ou moins systématique de relations économique-politiques qui dominent la plupart de la planète depuis le seizième siècle. Selon Wallerstein<sup>33</sup>, le leader de l'école du système-monde, le monde contemporain se caractérise par un système-monde dont les origines remontent au seizième siècle, avec l'émergence de l'économie-monde capitaliste. L'essence de l'économie-monde est marquée par une division du travail au niveau international unifiant le monde entier divisé entre pays du noyau et pays de la périphérie.<sup>34</sup>

Le second postulat de la théorie du système-monde soutient donc que le système-monde dépend d'une division du travail particulière qui associe les peuples de la planète au sein d'un système économique intégré. Les théoriciens de la théorie du système-monde se sont mis d'accord sur l'argument que le caractère distinctif du système-monde des temps modernes consiste en une économie capitaliste organisée selon un système interétatique.<sup>35</sup> Cette économie capitaliste opère selon cinq principes généraux, à savoir la recherche de la maximisation du profit, la quête de l'efficacité, la spécialisation en fonction des avantages comparatifs, l'accumulation continue du capital et l'exploitation du travail par les propriétaires des moyens de production.<sup>36</sup>

---

<sup>32</sup> Thomas R. Shannon. 1996. *An Introduction to the World-System Perspective*. Oxford: Westview Press, 23-24.

<sup>33</sup> Immanuel Wallerstein. 2007. *World-systems Analysis: An Introduction*. Durham and London: Duke University Press.

<sup>34</sup> Ibid., 23-24.

<sup>35</sup> Shannon. *An Introduction to the World-System Perspective*, 25.

<sup>36</sup> Ibid.



Le troisième postulat de la théorie du système-monde avance que le système-monde se constitue de quatre composantes : des zones économiques, un système interétatique, des classes sociales et des groupes de statut.<sup>37</sup> Dans le cadre de cette recherche, il est plus pertinent de se concentrer uniquement sur les zones économiques. Selon le principe de la division internationale du travail, le monde est géographiquement divisé en trois zones fondamentales : le centre, la périphérie et la semi-périphérie. Tandis que le centre est composé de pays où le niveau de l'accumulation du capital, de la technologie, de la production à forte intensité de capital, de la production agro-industrielle et de la complexité des activités économiques est incomparablement avancé; la périphérie rassemble des pays qui sont considérablement moins avancés dans les domaines cités précédemment.<sup>38</sup> Quant à la semi-périphérie, sa définition ne fait pas consensus au sein des théoriciens de la théorie du système-monde. Par exemple, tandis que Wallerstein considère la semi-périphérie comme une catégorie distincte en soi, Chase-Dunn défend que la semi-périphérie ne possède pas de frontières absolues qui la séparent du centre et de la périphérie.<sup>39</sup> Pour Chase-Dunn<sup>40</sup>, le fait que les pays semi-périphériques comme la Chine, l'Iran et la Russie demeurent toujours la matrice des transformations antisystémiques et radicales n'est pas accidentel. En comparaison avec les pays périphériques, les pays semi-périphériques ont la capacité de mener de grandes révolutions et d'assurer relativement leur propre sécurité, car ils

---

<sup>37</sup> Ibid., 25-28.

<sup>38</sup> Ibid., 27-28.

<sup>39</sup> Comme cité dans *ibid.*, 28.

<sup>40</sup> Christopher Chase-Dunn. 2006. «Globalization: A World-Systems Perspective.» Christopher & Babones Chase-Dunn, Salvatore J., dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 98-99.

possèdent en général une population assez nombreuse, un territoire plutôt large et des ressources abondantes.<sup>41</sup>

Le quatrième postulat essentiel de la théorie du système-monde affirme que les changements au sein du système-monde sont liés à trois dynamiques principales : les tendances séculaires, les cycles économiques, et les cycles hégémoniques.<sup>42</sup> Primo, les tendances séculaires du système-monde comprennent l'accumulation du capital et l'exploitation continue.<sup>43</sup> Secundo, les cycles économiques impliquent les vagues Kondratieff et la logistique qui sont divisées en une période d'expansion et une autre de déclin de l'économie-monde.<sup>44</sup> Tertio, les cycles hégémoniques passent inévitablement par une période d'expansion ainsi que par une période de déclin, et reposent sur la prédominance productive, l'hégémonie commerciale, l'hégémonie financière et l'hégémonie militaire.<sup>45</sup> Il est utile d'ajouter que les périodes de déclin témoignent de la montée des mouvements antisystémiques qui défient le système-monde existant. Ainsi, d'après la théorie du système-monde, les mouvements antisystémiques sont l'expression d'une résistance puissante dont les sujets, incarnés par les partis politiques, les mouvements sociaux et les mouvements nationalistes, cherchent à renverser le système-monde établi.<sup>46</sup>

---

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> Shannon. *An Introduction to the World-System Perspective*, 127-146.

<sup>43</sup> Ibid., 127-131.

<sup>44</sup> Ibid., 131-136.

<sup>45</sup> Ibid., 136-146.

<sup>46</sup> Terry Boswell, et Christopher Chase-Dunn. 2006. «Transnational Social Movements and Democratic Socialist Parties in the Semi-Periphery: On to Global Democracy » Salvatore J. Babones & Christopher Chase-Dunn, dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 332, Wallerstein. *World-systems Analysis: An Introduction*, 91.

Pour Babones et Chase-Dunn<sup>47</sup>, il importe de concevoir le changement social à une échelle mondiale, d'où la pertinence de la théorie du système-monde dans l'étude de la mondialisation. Chase-Dunn et Babones avancent que la mondialisation n'est qu'« un stade mondial du capitalisme », qui impose à l'humanité un soi-disant « New Deal Mondial ». <sup>48</sup> Ils suggèrent que le déclin hégémonique des États-Unis et l'émergence de nouveaux défis au néolibéralisme préparent le terrain pour un nouveau cycle de « dé-globalisation ». Afin d'éviter un autre grand désastre à l'échelle planétaire similaire à l'éclatement de la Première guerre mondiale, les auteurs attirent l'attention sur l'importance de comprendre les dynamiques du développement inégal et les cycles répétitifs du passé. <sup>49</sup>

De façon similaire, Amin affirme que la seule voie pour le développement des pays périphériques passe par la déconnexion des pays du système-monde néolibéral. <sup>50</sup> La déconnexion ne consiste pas en un simple choix de rester en dehors de l'histoire de l'humanité. Toutefois, elle implique le refus de la subordination aux pays de noyau et la reformulation des critères de la soi-disante « rationalité économique ». <sup>51</sup> Pour Amin, la déconnexion nécessite la construction de fronts démocratiques, anti-impérialistes et anticompradors, l'adoption d'un concept progressiste de nation tout en refusant toute tendance réactionnaire tels l'obscurantisme, le fondamentalisme

---

<sup>47</sup> Salvatore J. Babones, et Christopher Chase-Dunn. 2006. «Introduction.» Salvatore J. Babones & Christopher Chase-Dunn, dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press.

<sup>48</sup> Ibid., 4.

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> dans Gabriela Roffinelli. 2006. *La teoría del sistema capitalista mundial. Un aproximación al pensamiento de Samir Amin*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales, 15, 19.

<sup>51</sup> Ibid., 19.

et l'ethnocentrisme, de même que l'encouragement du régionalisme et la construction d'une région indépendante.<sup>52</sup>

### **1.2.5. L'écologie et l'agroécologie vues à partir de la théorie du système-monde**

Comme McMichael<sup>53</sup> le souligne, le discours dominant dans les sciences sociales tend à privilégier la mentalité de marché capitaliste et à propager un « biais urbain » qui attribue un statut résiduel à l'agriculture, à l'alimentation et à la vie rurale dans le processus de changement social. McMichael<sup>54</sup> remarque que la théorie du système-monde repose sur la critique fondamentale du « fétichisme industriel » du capitalisme qui est encore influent parmi les cercles universitaires en tant que « narratif dominant ». Ainsi, cette théorie nous offre une alternative pour nous débarrasser du biais urbain dans nos analyses sur les origines agraires et écologiques de la « périphérialisation » au sein du système-monde contemporain.

D'après la théorie du système-monde, l'agriculture demeure toujours un chantier stratégique pour l'accumulation du capital.<sup>55</sup> Ainsi, les origines de l'émergence et du développement du capitalisme dépendent, dans une large mesure, de l'organisation de l'écologie-monde et des transformations agroécologiques au niveau systémique.<sup>56</sup> La perspective écohistorique et socioécologique de la théorie du système-monde repose sur l'argument que le

---

<sup>52</sup> Ibid., 74-75.

<sup>53</sup> Philip McMichael, dir. 1995. *Food and Agrarian Orders in the World-economy*. Westport: Praeger. ix-x.

<sup>54</sup> Ibid.

<sup>55</sup> Jason W. Moore. 2003b. «The Modern World-System as Environmental History? Ecology and the Rise of Capitalism.» *Theory and Society* 32 (3): 324.

<sup>56</sup> Ibid., 311-312.

système-monde n'est pas déterminé uniquement par l'économie-monde, mais aussi par la présence d'une écologie-monde historique particulière. Selon Moore, l'écologie-monde signifie l'intégration et la réorganisation des socioécologies locales à l'échelle mondiale de façon à assurer les intérêts de l'accumulation du capital,<sup>57</sup> d'où le lien dialectique et la détermination mutuelle entre l'économie-monde et l'écologie-monde<sup>58</sup>. Ainsi, d'après la théorie du système-monde, nous devons prendre en considération le rôle stratégique des mouvements agroécologiques et antisystémiques dans la transformation de l'économie-monde ainsi que celle de l'écologie-monde. Dans cette optique, les restructurations de l'écologie-monde sont essentiellement liées aux cycles systémiques de transformation agroécologique marqués par l'émergence de nouvelles structures de classes, la montée de nouvelles hégémonies mondiales et l'éclatement des révolutions organisationnelles.<sup>59</sup> Dans la mesure où la réorganisation agroécologique accroît la demande de biens pour une production plus effective et une expansion plus large, et où la déruralisation qui s'ensuit crée une énorme armée de travail, les contradictions sociales et écologiques du système-monde s'intensifient de plus en plus<sup>60</sup>; d'où

---

<sup>57</sup> Ibid. 2003a. «Capitalism as World-Ecology » *Organization & Environment* 16 (4): 447.

<sup>58</sup> Andre Gunder Frank, et Barry K. Gills. 1996. «Rejoinder and Conclusions.» Andre Gunder Frank & Barry K. Gills, dir. *The World System: Five Hundred Years or Five Thousand?* London: Routledge, 305, Andre Gunder Frank, et Barry K. Gills 1996. «The 5,000-Year World System: An Interdisciplinary Introduction.» Andre Gunder Frank & Barry K. Gills, dir. *The World System: Five Hundred Years or Five Thousand?* London: Routledge, 40, Moore. «The Modern World-System as Environmental History? Ecology and the Rise of Capitalism.», 23, 258, 308-309.

<sup>59</sup> Ibid. 2000. «Environmental Crises and the Metabolic Rift in World-Historical Perspective.» *Organization & Environment* 13 (2): 137.

<sup>60</sup> Ibid., 141.

l'impossibilité de comprendre la polarisation entre les riches et les pauvres sans se référer aux facteurs écologiques et vice versa<sup>61</sup>.

### 1.2.6. L'analyse des régimes alimentaires

L'analyse des régimes alimentaires de la théorie du système-monde ne se borne pas à l'étude des régimes alimentaires en tant que phénomène purement économique, mais s'inscrit dans un chantier plus large qui englobe les aspects sociopolitiques des régimes alimentaires. Avec les mots de Buttel, cette analyse se consacre aussi à la compréhension historico-politique « des changements périodiques dans les régimes hégémoniques qui sont ancrés dans la politique dont les chaînes de produits et de systèmes de production sont construites et coordonnées au-dessus des frontières »<sup>62</sup>. En mettant en lumière le rôle central de l'alimentation et de l'agriculture dans l'économie politique mondiale, l'analyse des régimes alimentaires vise à fournir une conceptualisation des manières auxquelles l'accumulation du capital dans le secteur agricole aboutit à des arrangements de pouvoir mondial, de même qu'une compréhension des contradictions fondamentales dans les régimes alimentaires qui résultent en des crises, des transformations et des transitions.<sup>63</sup>

L'analyse des régimes alimentaires identifie trois périodes majeures de régime alimentaire à l'échelle internationale. Le premier régime alimentaire date du dix-neuvième siècle

---

<sup>61</sup> Alf Hornborg. 2006. «Ecosystems and World-Systems: Accumulation as an Ecological Process.» Salvatore J. & Chase-Dunn Babones, Christopher, dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 163.

<sup>62</sup> Comme cité dans Gerardo Otero, et Gabriela Pechlaner. 2010. «The Neoliberal Food Regime: Neoregulation and the New Division of Labor in North America.» *Rural Sociology* 75 (2): 180-181.

<sup>63</sup> McMichael. «A Food Regime Genealogy.», 140.

caractérisé par l'hégémonie britannique dans l'économie-politique internationale. Ce régime international mené selon le principe de l'avantage comparatif<sup>64</sup> reposait sur « la relocation de l'agriculture capitaliste dans le Nouveau monde, en tant que nouveau site de production alimentaire tempérée pour industrialiser l'Europe »<sup>65</sup>. Le second régime alimentaire est apparu suite au déclin de l'hégémonie britannique marqué par la Grande dépression, les guerres mondiales et le protectionnisme, ce qui a assuré cependant l'essor de l'hégémonie états-unienne.<sup>66</sup> L'hégémonie états-unienne s'est exprimée essentiellement par les programmes d'aide alimentaire, l'introduction d'une Révolution verte et l'établissement des institutions de Bretton Woods dans la conjoncture de la Guerre froide. Les programmes d'aide alimentaire constituaient un grand moyen pour canaliser les surplus de production agricole des États-Unis vers leurs alliés dans le Tiers-Monde pour y empêcher l'expansion du socialisme et encourager l'industrialisation agricole. En parallèle avec l'essor de l'industrie agroalimentaire qui a été encouragé par des crédits d'exportation et des fonds de contrepartie de façon à établir des liens transnationaux entre les secteurs agricoles nationaux, la Révolution verte a introduit diverses technologies d'agro-industrialisation aux alliés des États-Unis pour pacifier et coopter les mouvements paysans.<sup>67</sup> Quant aux institutions de Bretton Woods, elles étaient responsables d'assurer la montée de l'industrie agroalimentaire en établissant une gouvernance hautement régulée de commerce alimentaire reposant sur la compétition des capitalismes nationaux.<sup>68</sup> Étant donné le soutien des

---

<sup>64</sup> Otero. «The Neoliberal Food Regime: Neoregulation and the New Division of Labor in North America.», 182-183.

<sup>65</sup> Philip McMichael. 1995. «Introduction: Agrarian and Food Relations in the World-economy.» Philip McMichael, dir. *Food and Agrarian Orders in the World-Economy*. Westport & London: Praeger, xiii.

<sup>66</sup> Bello. *The Food Wars*, 24.

<sup>67</sup> McMichael. «A Food Regime Genealogy.», 141, 146.

<sup>68</sup> Bello. *The Food Wars*, 24.

États-Unis à l'industrie agroalimentaire et à leurs alliés, le deuxième régime alimentaire a été marqué par un large soutien étatique à l'agriculture dont les bénéficiaires étaient cependant les grands paysans riches.<sup>69</sup> Par contre, les populations paysannes du Tiers-Monde, pauvres, ont souffert à la fois de l'oppression des grands propriétaires terriens et du fardeau fiscal de la part des gouvernements qui priorisaient l'industrialisation rapide au détriment du développement rural.<sup>70</sup> La crise du keynésianisme, l'abandon du projet développementaliste et l'adoption du « projet de mondialisation » lors de la période qui a suivi les années 1970 ont finalement abouti à l'émergence d'un nouveau système alimentaire. Le système alimentaire néolibéral a été annoncé par la libéralisation de l'agriculture à travers des institutions systémiques tels l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'ALÉNA<sup>71</sup>, l'introduction des contre-réformes agraires qui ont abandonné les terres agricoles aux forces du marché, l'émergence d'une seconde Révolution verte qui a « privatisé les biotechnologies »<sup>72</sup> et l'intégration des relations de production agricole et de consommation alimentaire à l'échelle mondiale sous la domination de grandes multinationales agroalimentaires<sup>73</sup>. En parallèle, ces développements ont eu de sévères répercussions socioéconomiques sur les paysans en termes de dépossession, de déplacement rural

---

<sup>69</sup> Ibid.

<sup>70</sup> Ibid., 27.

<sup>71</sup> McMichael. «A Food Regime Genealogy.», 153.

<sup>72</sup> Ibid. 2008. «Peasants Make Their Own History, But Not Just As They Please...» Saturnino M. Borras Jr, Marc Edelman, & Cristobal Kay, dir. *Transnational Agrarian Movements Confronting Globalization*. Malden: Wiley-Blackwell, 41.

<sup>73</sup> Otero. «The Neoliberal Food Regime: Neoregulation and the New Division of Labor in North America.», 183.



et d'augmentation de la dépendance paysanne vis-à-vis des entreprises agroalimentaires multinationales.<sup>74</sup>

### 1.3. Les concepts fondamentaux

À ce point, il importe de clarifier un nombre de concepts fondamentaux qui guident cette recherche tels le néolibéralisme, la question agraire, la souveraineté alimentaire et l'agroécologie. Selon Johnston et Saad-Filho<sup>75</sup>, le néolibéralisme est une forme d'organisation du capitalisme qui vise à soutenir les relations capitalistes et à limiter la puissance du travail. Ainsi conçu, il ne correspond pas à un nouveau mode de production. Celui-ci est plutôt un système mondial soutenu par le capitalisme sous lequel le pouvoir d'une minorité permet le pillage des nations, notamment celui des pays périphériques.<sup>76</sup> Dans le cadre de la théorie du système-monde, d'autres universitaires tels Duménil et Lévy<sup>77</sup> avancent que le néolibéralisme renvoie aux nouvelles règles se rapportant aux mécanismes internes du capitalisme, et qui réorganisent les relations entre le noyau et la périphérie tout en imposant un nouvel ordre social, une nouvelle discipline dans l'organisation du travail, l'intégration des élites internationales et la consolidation du pouvoir du capital financier. Le néolibéralisme est donc l'ordre social et mondial de

---

<sup>74</sup> Madeleine Fairbairn. 2010. «Framing Resistance: International Food Regimes and the Roots of Food Sovereignty.» Nettie Wiebe Annette Aurélie Desmarais, & Hannah Wittman dir. *Food Sovereignty: Reconnecting Food, Nature and Community*. Black Point, Nova Scotia: Fernwood Press, 18.

<sup>75</sup> Deborah Johnston, et Alfredo Saad-Filho. 2005. «Introduction.» Deborah Johnston & Alfredo Saad-Filho, dir. *Neoliberalism: A Critical Reader*. London: Pluto Press, 1-4.

<sup>76</sup> Ibid., 5.

<sup>77</sup> Gérard Duménil, et Dominique Lévy 2005. «The Neoliberal (Counter-)Revolution.» Deborah Johnston & Alfredo Saad-Filho, dir. *Neoliberalism: A Critical Reader*. London: Pluto Press, 9-10.

l'hégémonie financière,<sup>78</sup> mis en œuvre par les pays puissants de l'Occident et des organisations internationales telles que l'OMC, la BM, le Fonds monétaire international (FMI) et l'ALÉNA sur la base de cinq principes : « déréglementation, privatisation, libéralisation, flexibilité du travail et réingénierie du travail »<sup>79</sup>. Il est à préciser que le néolibéralisme ne conduit nullement à la diminution du rôle l'État, puisque les lois du marché sont imposées par le pouvoir étatique lui-même.<sup>80</sup> En ce sens, il est impossible d'envisager la mondialisation néolibérale séparément de l'impérialisme.<sup>81</sup>

Dans le cadre de cette recherche, il est pertinent également de traiter des effets du néolibéralisme sur l'agriculture. La libéralisation des marchés agricoles et l'élimination du support gouvernemental au secteur agraire sont deux caractéristiques distinctives du néolibéralisme agraire.<sup>82</sup> Le néolibéralisme agraire est ainsi symbolisé par les actes de l'OMC et l'Accord multilatéral sur l'agriculture (AsA). Comme Gélinas le définit, le principal objectif de l'AsA consiste à éliminer le soutien et la protection de l'agriculture dans les pays périphériques, au lieu de « procurer une nourriture saine et suffisante à tous les citoyens du monde, tout en assurant un revenu décent aux agriculteurs »<sup>83</sup>. Conséquemment, l'AsA privilégie le droit à l'exportation, et favorise la consolidation de l'industrie agroalimentaire, les biotechnologies, le commerce international des organismes génétiquement modifiés (OGM), l'agriculture

---

<sup>78</sup> Gérard Duménil, et Dominique Lévy. 2009. «Une théorie marxiste du néolibéralisme » Gulsum Akalin & Ugur Selcuk Akalin, dir. *La critique marxiste de l'économie néolibérale [Neoliberal İktisadin Marksist Eleştirisi]* Istanbul: Kalkedon, 51 (ma traduction).

<sup>79</sup> Jacques B. Gélinas. 2008. *Dictionnaire critique de la globalisation*. Montréal: Les Editions Ecosociété, 193.

<sup>80</sup> Johnston. «Introduction.», 3.

<sup>81</sup> Ibid., 2.

<sup>82</sup> Carlos Oya. 2005. «Sticks and Carrots for Farmers in Developing Countries: Agrarian Neoliberalism in Theory and Practice.» Deborah Johnston & Alfredo Saad-Filho, dir. London: Pluto Press, 129.

<sup>83</sup> Gélinas. *Dictionnaire critique de la globalisation*, 44.

productiviste et le commerce transfrontalier d'aliments au détriment de l'environnement, de la sécurité alimentaire et des petits paysans qui sont forcés de se déplacer massivement vers les villes dans des conditions de compétition inégale.<sup>84</sup> Paradoxalement, il est surprenant d'observer que les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) fournissent une aide annuelle de 360 milliards de dollars à leurs agriculteurs malgré les politiques antisubventionnistes imposées aux pays du Sud par l'OMC.<sup>85</sup>

Comme McMichael<sup>86</sup> l'affirme, la mondialisation néolibérale ne peut pas être conçue sans la prise en compte de la question agraire. En termes précis, la question agraire réfère à « l'existence permanente des obstacles substantiels à la libération des forces qui sont capables de générer le développement économique à la campagne d'un pays pauvre »<sup>87</sup>. En tant que telle, la question agraire englobe « différentes manières auxquelles les relations capitalistes transforment le secteur agraire, les alliances politiques, et les luttes et les compromis qui émergent autour de différentes trajectoires de changement »<sup>88</sup>. Comme Moore<sup>89</sup> le remarque, l'agriculture représente l'un des champs de bataille les plus importants contre la mondialisation néolibérale, en ce sens que la question agraire, dont les origines se trouvent dans la mondialisation de l'agriculture, correspond à un domaine où se révèlent les contradictions les plus graves du néolibéralisme au plan de la reproduction du système-monde contemporain.

---

<sup>84</sup> Ibid., 47.

<sup>85</sup> Ibid., 45.

<sup>86</sup> McMichael. «Peasants Make Their Own History, But Not Just As They Please...», 41,47.

<sup>87</sup> T. B. Bottomore, Laurence Harris, V. G. Kiernan, et Ralph Miliband. 2003. *A Dictionary of Marxist Thought* Malden: Blackwell Publishers, 9.

<sup>88</sup> R. J. Johnston, Derek Gregory, Geraldine Pratt, et Michael Watts. 2003. *The Dictionary of Human Geography*. Malden: Blackwell Publishers, 7.

<sup>89</sup> Jason W. Moore. 2008. «Ecological Crises and the Agrarian Question in World-Historical Perspective.» *Monthly Review*, 54.

Outre le fait que 55 % de la population mondiale vivent dans les régions rurales<sup>90</sup> où l'on observe un appauvrissement sans précédent, il devient de plus en plus difficile de reproduire le statu quo en exploitant la grande « réserve agraire »<sup>91</sup> de travail à bon marché dans les zones périphériques. En parallèle, Amin soutient que l'aggravation de la question agraire se tient au cœur des contradictions du système-monde, d'où la primauté de la crise agroalimentaire, de celle des sociétés paysannes et de la question foncière.<sup>92</sup> Du point de vue des tenants de la théorie du système-monde, ces questions nécessitent la formation d'un nouvel agenda dont le but sera de répondre à la crise systémique actuelle, en privilégiant une stratégie de développement rural dans le Tiers-Monde qui réclame « un autre style de consommation et de vie »<sup>93</sup>. De plus, la question agraire demeure une préoccupation à l'échelle transnationale, qui a trait au changement social mondial ainsi qu'au problème de la reproduction et de la survie du système-monde capitaliste.<sup>94</sup>

Face à la question agraire, les nouveaux mouvements paysans constituent une source majeure de changement. D'après Veltmeyer<sup>95</sup>, sous le néolibéralisme, nous assistons à la réapparition des mouvements paysans au centre de la politique transnationale. Bien que les nouveaux paysans incarnent la continuité de la tradition des luttes paysannes latino-américaines, ils diffèrent substantiellement des mouvements paysans traditionnels en ce sens que les nouveaux

---

<sup>90</sup> Farshad Araghi. 2000. «The Great Global Enclosure of Our Times: The Peasants and the Agrarian Question at the End of the Twentieth Century.» *Hungry for Profit : The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*. New York: Monthly Review Press, 146.

<sup>91</sup> Moore. «Ecological Crises and the Agrarian Question in World-Historical Perspective.», 54.

<sup>92</sup> Samir Amin. 2009. «Crise financière, crise systémique.» *Nouveaux cahiers du socialisme* 1 (2): 97-98.

<sup>93</sup> Ibid., 99.

<sup>94</sup> Philip McMichael. 1997. «Rethinking Globalization: The Agrarian Question Revisited.» *Review of International Political Economy* 4 (4): 630, 632-633.

<sup>95</sup> Henri Veltmeyer. 1997. «New Social Movements in Latin America: The Dynamics of Class and Identity.» *Journal of Peasant Studies* 25 (1): 140, 156.

mouvements paysans ne sont pas détachés de la vie urbaine, et priorisent une conception cosmopolite du monde.<sup>96</sup> Il est à noter qu'en comparaison des mouvements agraires du vingtième siècle qui étaient généralement centrés sur la lutte contre l'oligarchie des propriétaires fonciers, la nouveauté des mouvements agraires antisystémiques contemporains provient du fait qu'ils ne se limitent plus seulement à la lutte pour la terre. Ceux-ci englobent aussi les luttes contre l'industrie agroalimentaire au nom d'une démocratie plus compréhensive, d'un nouveau modèle de production agricole et de la défense des intérêts des secteurs urbains appauvris et des intérêts écologiques et féministes.<sup>97</sup>

À ce point, la souveraineté alimentaire apparaît comme une stratégie clé pour surmonter la question agricole et compenser les dégâts sociaux, culturels et environnementaux du système-monde.<sup>98</sup> Comme McMichael le souligne, les nouvelles mobilisations agricoles contribuent ainsi à la reformulation de la question agricole d'une perspective agroécologique considérant l'agriculture et l'alimentation en tant que clé pour la construction de nouvelles relations de production sociales plus démocratiques et plus durables.<sup>99</sup> Cependant, il importe de spécifier que cette stratégie de « re-paysannisation » ne signifie nullement une volonté en faveur d'un retour archaïque à la production agricole primitive et à un mode de vie paysan isolé et axé sur la petite propriété, mais elle propose plutôt un nouveau modèle d'alter-mondialisation inclusive. C'est ainsi que ces mouvements paysans antisystémiques proposent, entre autres, de nouvelles

---

<sup>96</sup> Ibid., 154-155.

<sup>97</sup> Miguel Teubal. 2009. «Agrarian Reform and Social Movements in the Age of Globalization: Latin America at the Dawn of the Twenty-first Century.» *Latin American Perspectives* 36 (9): 9, 11.

<sup>98</sup> Philip McMichael. 2006. «Peasant Prospects in the Neoliberal Age.» *New Political Economy* 11 (3): 415.

<sup>99</sup> Ibid. «Peasants Make Their Own History, But Not Just As They Please...», 46-47, 50, 52.

pratiques agroécologiques urbaines qui ne renoncent pas à la vie urbaine, mais tentent également de redéfinir « le droit à la ville » selon la perspective de l'agriculture urbaine durable.

À l'opposé du néolibéralisme, la souveraineté alimentaire défend que « l'alimentation et l'agriculture valent plus que le commerce » et que « la production pour les marchés locaux et nationaux est plus importante que celle pour l'exportation »<sup>100</sup>. D'après la définition la plus actuelle et la plus compréhensive élaborée en 2008 à Nyéléni,

« La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. .... Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les

---

<sup>100</sup> Peter Rosset. 2006. *Food is Different*. London: Zed Books, 34-35.

hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations. »<sup>101</sup>

La Vía Campesina, une organisation paysanne transnationale née en 1992 d'une rencontre internationale en Amérique centrale, est aujourd'hui considérée comme le porte-parole du mouvement pour la souveraineté alimentaire dans le monde.<sup>102</sup> Selon cette organisation, la souveraineté alimentaire diffère de la sécurité alimentaire de façon à ce qu'elle ne se limite pas à assurer la production d'une quantité suffisante de nourriture et l'accès de tous les citoyens à l'alimentation.<sup>103</sup> En parallèle, Caouette avance que la souveraineté alimentaire s'intéresse plutôt à la capacité des États et de leurs citoyens à « décider comment ils souhaitent développer leur agriculture ». <sup>104</sup> Donc, tandis que la sécurité alimentaire accentue la quantité de production et la disponibilité alimentaire, la souveraineté alimentaire réclame l'autonomie des décisions relatives aux modes de production et au choix de denrées.<sup>105</sup> Caouette affirme que les décisions des États et de leurs citoyens importent, puisque « seulement 10 % de la production alimentaire mondiale est exportée, et que 90 % de cette production est consommée au niveau national ». <sup>106</sup> Donc, en dernière analyse, la souveraineté alimentaire détourne les attentions de la production vers la reproduction sociale à travers la critique de la conception dominante de la sécurité alimentaire.<sup>107</sup>

---

<sup>101</sup> «Déclaration de Nyéléni pour la souveraineté alimentaire.». 2010. *Possibles* 34 (1-2): 388-389.

<sup>102</sup> Desmarais. *La Vía Campesina: Une réponse paysanne à la crise alimentaire*, 15.

<sup>103</sup> Ibid., 46.

<sup>104</sup> dans Olivier Durand, et Jean-François Rousseau, dir. 2009. *Une seule terre à cultiver*. Québec: Presses de l'Université du Québec. 86.

<sup>105</sup> Ibid.

<sup>106</sup> Ibid., 88.

<sup>107</sup> McMichael. «Peasants Make Their Own History, But Not Just As They Please...», 47.

**Figure 2. Comparaison entre la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire<sup>108</sup>**

Sécurité Alimentaire	Souveraineté Alimentaire
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche de nature principalement technique</li> <li>• Exige des politiques publiques adéquates</li> <li>• Ne questionne pas le modèle de développement néo-libéral</li> <li>• Provient de la FAO et des organismes internationaux</li> <li>• Favorise l'ouverture des marchés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approche de nature éminemment politique</li> <li>• Exige des changements structurels par des politiques nationales et internationales</li> <li>• Défend que le modèle néolibéral approfondit la pauvreté</li> <li>• Provient de la société civile et des mouvements sociaux</li> <li>• Oppose l'ouverture des marchés si cela conduit à l'absence de protection pour les producteurs et le marché intérieur</li> </ul>

Selon Rosset<sup>109</sup>, la mondialisation de l'agriculture aboutit au déplacement des paysans pauvres et leur déterritorialisation, de sorte que les terres les plus productives sont de plus en plus commercialisées et contrôlées par l'industrie agroalimentaire, d'où le rôle primordial des réformes agraires radicales pour assurer la souveraineté alimentaire. Comme Desmarais<sup>110</sup> le remarque, la souveraineté alimentaire implique une réforme agraire radicale ne se contentant pas simplement de la redistribution des terres, mais visant à « transformer en profondeur le système agricole pour favoriser la production et la mise en marché à petite échelle ». En outre, cette vision de réforme a comme objectif d'établir l'accès démocratique et le contrôle de toutes les ressources de production telles que l'eau, les semences, le crédit et la formation, tout en adoptant

<sup>108</sup> Tiré de Haydeé Carrasco, et Sergio Tejada. 2008. *Soberanía alimentaria: La libertad de elegir para asegurar nuestra alimentación*. Lima: Soluciones Prácticas-Department for International Development, 29.

<sup>109</sup> Peter Rosset. 2006. «Moving Forward: Agrarian Reform as Part of Food Sovereignty.» Michael Courville, Raj Patel & Peter Rosset, dir. *Promised Land*. Oakland: Food First Books, 301-321.

<sup>110</sup> Desmarais. *La Vía Campesina: Une réponse paysanne à la crise alimentaire*, 48.



une nouvelle gestion d'approvisionnement et une régulation des marchés qui garantit des prix décents pour les producteurs.<sup>111</sup> Bouchard<sup>112</sup> remarque d'ailleurs que cette politique va de pair avec la diversification des fermes permettant aussi leur personification et leur autosuffisance.

Ainsi, comme Patel le souligne, la souveraineté alimentaire possède un potentiel immense pour le changement social, en visant à mettre fin à l'abus des puissants sur les moins nantis.<sup>113</sup> Dans cette optique, on peut catégoriser les solutions offertes par les mouvements de souveraineté alimentaire sous trois rubriques : les secteurs de la production alimentaire, de la distribution alimentaire et de la consommation alimentaire.<sup>114</sup> En ce qui concerne le secteur de la production alimentaire, la souveraineté alimentaire vise l'expansion d'une agriculture durable et « moins axée sur la quantité et plus orientée vers la qualité et la variété des aliments », qui « priorise la production pour le marché local plutôt que la production destinée à l'exportation ».<sup>115</sup> Quant à la distribution alimentaire, la souveraineté alimentaire défend « la réduction du nombre des intermédiaires entre l'agriculteur et le consommateur, la mise en place des politiques qui stimulent la multiplication des petits agriculteurs et des petits transformateurs, et la mise en valeur des produits locaux chez les détaillants afin que les consommateurs puissent aisément faire des choix qui bénéficient à leur communauté ».<sup>116</sup> En termes de consommation alimentaire, la souveraineté alimentaire souligne la nécessité que « les individus aient une

---

<sup>111</sup> Ibid., 49.

<sup>112</sup> Roméo Bouchard. 2002. *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*. Montréal: Editions Ecosociété, 128.

<sup>113</sup> Raj Patel. 2009. *Stuffed and Starved*. New York: Melville House Publishing, 302.

<sup>114</sup> Kheira Issaoui-Mansouri. 2010. «Souveraineté alimentaire: Un concept en émergence.» *Possibles* 34 (1-2): 17-21.

<sup>115</sup> Ibid., 17-18.

<sup>116</sup> Ibid., 19-20.

certaine autonomie par rapport à l'industrie alimentaire », ce qui met en avant l'éducation alimentaire sur la provenance des aliments, leur culture, et la manière de les choisir et les transformer soi-même.<sup>117</sup> On peut ainsi discerner les indicateurs des politiques de souveraineté alimentaire qui guident notre recherche dans la figure ci-dessous préparée d'après la classification proposée par Issaoui-Mansouri.<sup>118</sup>

<b>Figure 3. Les indicateurs de recherche pour les politiques de souveraineté alimentaire (tirés d'Issaoui-Mansouri 2010)</b>		
<b>Production</b>	<b>Distribution</b>	<b>Consommation</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une production agricole moins axée sur la quantité, plus axée sur la qualité et la variété des aliments produits.</li> <li>• La capacité des agriculteurs, de l'État et des citoyens à choisir ce qui sera produit sur leur territoire.</li> <li>• Prioriser la production alimentaire à destination du marché local et non la production d'exportation.</li> <li>• Production dans une perspective de développement durable. Prise en considération des risques pour la santé, l'environnement et la biodiversité dans la production agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diminution des intermédiaires entre le producteur et le consommateur.</li> <li>• Diminution du pouvoir des grandes chaînes de détaillants et augmentation de la variété de l'offre des produits alimentaires.</li> <li>• Valorisation de l'offre des produits alimentaires locaux chez les détaillants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation et information afin de pouvoir faire des choix de consommation qui appuient des pratiques agricoles saines.</li> <li>• Capacité à cultiver individuellement et à transformer les aliments soi-même</li> <li>• Donc, indépendance envers les produits transformés.</li> </ul>

Finalement, il convient de clarifier que l'agroécologie constitue la principale méthode scientifique pour la mise en place de politiques de souveraineté alimentaire. Selon la définition proposée par Altieri, l'agroécologie met l'accent sur la sensibilité environnementale et sociale,

<sup>117</sup> Ibid., 20-21.

<sup>118</sup> Ibid.

de même que sur la durabilité écologique des systèmes de production agricole.<sup>119</sup> Cette approche multidisciplinaire, dont les sources proviennent des sciences agricoles, des mouvements politiques environnementaux et des études du développement rural, s'est développée en opposition avec la science agricole conventionnelle qui priorise la productivité sous un angle unidisciplinaire.<sup>120</sup> Comme Altieri l'avance,<sup>121</sup> il est impossible de séparer les problèmes agrobiologiques et écologiques des problèmes sociopolitiques, puisque les problèmes agroécologiques ont souvent une origine sociale et politique. Pour l'agroécologie, la pratique de l'agriculture durable ne dépend pas uniquement des innovations technologiques : la transformation de l'agriculture est largement liée aux réseaux paysans, à la solidarité entre producteurs et consommateurs et à l'engagement des mouvements sociaux variés, d'où le lien organique entre l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. La pratique de la petite agriculture paysanne et les modes de production autochtones traditionnels représentent un terrain immense pour le développement des méthodes agroécologiques.<sup>122</sup>

#### **1.4. La méthodologie**

En ce qui a trait à la méthodologie, cette recherche se fonde essentiellement sur une démarche inductive et qualitative puisqu'elle examine de grands processus sociaux et politico-économiques au sein du système-monde, en particulier ceux qui concernent la question agraire et la souveraineté alimentaire. La collecte des données est effectuée principalement à partir de

---

<sup>119</sup> Miguel A. Altieri. 1995. *Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture*. Boulder: Westview Press, 4.

<sup>120</sup> Ibid., 7.

<sup>121</sup> Ibid., 368.

<sup>122</sup> Ibid. 2010. *Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty*. En ligne. <http://www.monthlyreview.org/090810altieri.php> (page consultée le 1 Avril 2010).

l'analyse des sources secondaires. La vérification de l'hypothèse est réalisée par une étude comparative modelée sur des études de cas contrastes; le cas de Cuba, marqué par une forte résistance aux défis agroalimentaires du système-monde contemporain, et celui du Mexique, marqué par l'adoption des politiques alimentaires néolibérales. Ainsi, grâce à l'étude comparative de cas contrastés, nous envisageons pouvoir mieux contrôler les variables afin d'atteindre des conclusions plus précises.

#### **1.4.1. L'analyse des sources secondaires**

Au début de notre démarche de recherche, nous avons envisagé réaliser des entrevues dans chacun des pays en question, mais nous avons modifié nos plans pour deux raisons majeures. Tout d'abord, la surveillance étroite des autorités cubaines au cours du terrain a empêché la mise en œuvre de la recherche d'une manière entièrement autonome et indépendante. Il faut aussi souligner que l'étroitesse de la surveillance provenait de la préoccupation des Cubains sur les activités « déstabilisantes » des pays occidentaux contre le régime existant à Cuba. Bien que les Cubains ont toujours été hospitaliers, ils maintiennent quand-même leur prudence face aux Nord-américains. De plus, nous avons dû laisser tomber le séjour au Mexique dû à un manque de ressources financières.

Conséquemment, nous nous sommes servis de sources disponibles dans différentes bibliothèques et de plusieurs bases de données, ainsi que de sources électroniques et de documents provenant d'ONG, de gouvernements et de mouvements sociaux. Une attention particulière a été apportée par rapport à la fiabilité des documents utilisés ainsi qu'aux données utilisées en fonction des objectifs et des exigences de la recherche. Certes, l'adoption de l'analyse des sources secondaires comme instrument principal pour la collecte des données

posait certains risques et limites pouvant même conduire à une compréhension limitée des conditions concrètes dans les pays étudiés ou à la surestimation des arguments favorisant l'expérience cubaine vis-à-vis de celle du Mexique. Nous avons donc tenté de minimiser ces risques. Premièrement, un compte rendu des observations de terrain à Cuba sous forme de notes de voyage a été ajouté à la fin du travail en vue de fournir des éléments supplémentaires pour mieux connaître les conditions concrètes du pays et de permettre au lecteur de comparer les données tirées des sources secondaires avec celles des notes de voyage. Deuxièmement, conformément au principe de la triangulation qui suggère l'utilisation de plusieurs sources pour la validation des données, nous avons apporté un soin particulier à l'utilisation de diverses sources provenant de différents milieux et d'une multitude de positions. En guise d'exemple, outre les sources d'origine cubaine et les travaux d'auteurs occidentaux qui sont tous respectés dans leur domaine, la partie sur Cuba s'est considérablement nourrie du travail d'Alvarez<sup>123</sup>, un universitaire éminent qui, pourtant, se considère lui-même comme l'opposant de Fidel Castro. Quant au chapitre sur le Mexique, il convient de préciser que celui-ci a été élaboré à partir de sources mexicaines crédibles, ainsi que les travaux de plusieurs auteurs européens et nord-américains bien établis au sein des études mexicaines.

#### **1.4.2. L'étude de cas**

Le choix de réaliser une étude de cas sur Cuba et le Mexique s'explique essentiellement par le fait que Cuba et le Mexique mettent en avant deux modèles politico-économiques diamétralement opposés l'un à l'autre en Amérique latine. Tandis que le Mexique est vu comme

---

<sup>123</sup> José Alvarez. 2004. *Cuba's Agricultural Sector*. Miami: University Press of Florida

l'un des premiers pays qui a aussi subi la Révolution verte,<sup>124</sup> Cuba est considéré comme un modèle exemplaire en termes d'agriculture durable, ayant abandonné la voie de la Révolution verte et institutionnalisant plutôt la révolution agroécologique avec succès<sup>125</sup>. D'un autre côté, bien que le Mexique soit désigné comme un « héritier présomptif » du modèle de développement imposé par la mondialisation néolibérale,<sup>126</sup> Cuba se trouve parmi les pays pionniers d'une autre mondialisation et toujours à la tête du projet de l'ALBA qui considère la souveraineté alimentaire parmi les défis principaux de l'Amérique latine<sup>127</sup>. De plus, Cuba en tant que modèle socialiste et antisystémique de l'Amérique latine a su éviter la crise alimentaire malgré la désintégration de l'Union soviétique et le blocus des États-Unis<sup>128</sup>, tandis que le Mexique en tant que modèle capitaliste souffre de la distribution inégale de la richesse, des ressources et des opportunités à la campagne<sup>129</sup>.

Dans le cadre de cette étude, nous nous concentrerons sur les structures (ou les systèmes) agraires et les systèmes de production agricole observés en tant qu'unités d'analyse. Donc, nous devons élaborer ici la définition des structures agraires et des systèmes de production agricole :

---

<sup>124</sup> Norman E. Borlaug. 2010. *The Green Revolution Revisited and the Road Ahead* En ligne. [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/articles/borlaug/borlaug-lecture.pdf](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/articles/borlaug/borlaug-lecture.pdf) (page consultée le 8 Février 2010).

<sup>125</sup> Judie Cukier, Ángel Leyva Galán, Eric Nelson, et Steffanie Scott. 2009. «Institutionalizing Agroecology: Successes and Challenges in Cuba » *Agriculture and Human Values* 26 (3).

<sup>126</sup> Martin Hart-Landsberg. 2002. «Challenging Neoliberal Myths: A Critical Look at the Mexican Experience » *Monthly Review*.

<sup>127</sup> ALBA-TCP. 2011. *Acuerdo de seguridad y soberanía alimentaria de los países miembros de Petrocaribe y el ALBA. Alba Alimentos*. En ligne. <http://www.alba-tcp.org/contenido/acuerdo-de-seguridad-y-soberanía-alimentaria-de-los-países-miembros-de-petrocaribe-y-el-alb> (page consultée le 26 Janvier 2011).

<sup>128</sup> Mavis et al. Alvarez. 2006. «Surviving Crisis in Cuba: The Second Agrarian Reform and Sustainable Agriculture.» Michael. Courville, Patel, Raj., & Rosset, Peter, dir. *Promised Land: Competing Visions of Agrarian Reform*. Oakland: Food First Books.

<sup>129</sup> Ana De Ita. 2006. «Land Concentration in Mexico after PROCEDE.» Peter Rosset Michael Courville, & Raj Patel, dir. *Promised Land: Competing Visions of Agrarian Reform*. Oakland: Food First Books.

en termes généraux, les structures agraires consistent en l'organisation sociale, politique, culturelle, juridique et technique d'un espace agricole donné<sup>130</sup>. Les structures agraires nécessitent l'existence de « systèmes de production agricole » qui désignent « la combinaison des moyens de production et des activités agricoles », propres à des formes d'exploitation agricole particulières (paysannes-familiales, patronales et capitalistes).<sup>131</sup>

### **1.5. Les contributions et les limites de la recherche**

La contribution que cette recherche propose consiste à étendre la portée de la théorie du développement, de la littérature sur la souveraineté alimentaire et de l'approche des structures domestiques de Risse-Kappen de manière à offrir une nouvelle perspective critique du « développement par le bas », tout en dépassant les approches dominantes centrées sur la société civile. Conformément aux observations d'Otero et de Pechlaner,<sup>132</sup> il faut tout d'abord souligner que la littérature du système-monde sur la souveraineté alimentaire reste limitée essentiellement aux travaux de McMichael et d'autres qui se focalisent plutôt sur l'émergence des systèmes alimentaires et des contres-mouvements au plan « macrostructurel ». Dans cette direction, il manque encore d'études de cas spécifiques et détaillées qui prioriseront « les états-nations et leurs interactions en tant qu'unités d'analyse clé ». Or, comme Pedro Magaña Guerrero, ancien leader paysan national de l'Union nationale d'organisations régionales paysannes et autonomes (UNORCA) le remarque, « la consolidation des alternatives repose entièrement sur ce qui se

---

<sup>130</sup> *Nourrir les hommes: Un dictionnaire*. 660.

<sup>131</sup> Ibid.

<sup>132</sup> Otero. «The Neoliberal Food Regime: Neoregulation and the New Division of Labor in North America.», 203-204.

passé à l'échelon local; elle dépend du développement des organisations dans chaque région, dans chaque pays. C'est cela qui assure la viabilité d'une action mondiale ».<sup>133</sup>

En effet, ce mémoire soutient que l'on peut surmonter les limitations de la littérature précédente à travers une « théorie intermédiaire » qui se focalise sur les enjeux et les acteurs nationaux, sans pourtant négliger l'influence des facteurs internationaux, d'où l'adoption du modèle de variables de Risse-Kappen dont l'unité d'analyse est les structures domestiques. Cette recherche veut donc répondre à la nécessité de construire des analyses « micro-structurelles » dans la littérature qui tend à sur-souligner les dynamiques mondiales. On s'y efforcera ainsi à mettre en lumière « comment les dynamiques sociopolitiques internes des États-nations deviennent des facteurs indépendants de manière à modifier les tendances dominantes dans l'économie mondiale du bas vers le haut »<sup>134</sup>.

En ce qui a trait à la contribution de cette recherche à l'approche de structures domestiques de Risse-Kappen, il convient de remarquer que l'approche de Risse-Kappen tend à surestimer le rôle autonome de la société civile dans le changement social vis-à-vis de l'État et à présenter des concepts tels la démocratie et l'État comme des catégories neutres en elles-mêmes. Or, en partant des arguments critiques de la théorie du système-monde qui présupposent la présence d'un système mondial « hégémonique » et « inter-étatique », ce travail soutiendra que les structures domestiques doivent être étudiées dans l'ensemble des rapports de force mutuels et établis entre l'État et la société civile. En plus, il faut prendre en considération le fait que ces rapports de force sont fortement déterminés par la structure de classe dans la société et les enjeux

---

<sup>133</sup> Comme cité dans *ibid.*, 204, Desmarais. *La Via Campesina: Une réponse paysanne à la crise alimentaire*, 190.

<sup>134</sup> Otero. «The Neoliberal Food Regime: Neoregulation and the New Division of Labor in North America.», 204.



hégémoniques au sein du système-monde, ce qui veut dire que la société civile, l'État et la démocratie ne doivent pas être conçus séparément des problèmes de classe et d'hégémonie. Pour donner un exemple précis, l'influence de l'État est considérablement élevée dans la société cubaine, et l'ouverture d'un espace d'action politique pour la montée de la société civile dans le domaine agricole est largement soutenue par l'Etat cubain en considération avec la structure de classe à Cuba qui priorise les masses laborieuses. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que la structure domestique agricole de Cuba corresponde à une structure dominée par l'État. Bien que l'influence de l'État demeure considérablement élevée, le secteur agricole cubain est hautement décentralisé, collectivisé et coopérativisé sous une démocratie socialiste, ce qui donne lieu à une structure agricole dominée par la société. Or, au Mexique dont la structure de classe est en faveur de la bourgeoisie sous l'hégémonie néolibérale, l'appareil néocorporatiste de l'État domine le secteur agricole même si le mouvement paysan est hautement diversifié et fortement articulé dans un espace d'action politique qui est établi selon les règles de la démocratie formelle bourgeoise.

D'autre part, la littérature générale sur la souveraineté alimentaire tend à sur-critiquer les gouvernements et à sur-souligner le rôle de la société civile domestique (le MST) et transnationale (La Vía Campesina) dans la transformation du système agroalimentaire néolibéral au détriment de la construction des véritables alternatives à partir des alliances entre gouvernements et société civile.<sup>135</sup> Les travaux pionniers de Peter Rosset<sup>136</sup> font exception, tout en portant à l'ordre du jour les alternatives de résistance forgées par l'alliance des

---

<sup>135</sup> Bello. *The Food Wars*, Annette Aurélie Desmarais, Nettie Wiebe, & Hannah Wittman dir. 2010. *Food Sovereignty: Reconnecting Food, Nature and Community*. Black Point, Nova Scotia: Fernwood Press, Holt-Giménez. *Food Rebellions: Crisis and the Hunger for Justice*, Patel. *Stuffed and Starved*.

<sup>136</sup> Rosset. «Moving Forward: Agrarian Reform as Part of Food Sovereignty.».

gouvernements et des mouvements sociaux antisystémiques. Pour donner un exemple précis, dans son livre intitulé *Food Wars*, Bello<sup>137</sup> se focalise entièrement sur la discussion des histoires d'échec des gouvernements des pays comme le Mexique, les Philippines et la Chine, sans mentionner le succès des pays tels Cuba, la Bolivie et le Venezuela, ainsi que l'importance des organisations internationales critiques telle l'ALBA dans le contexte de la montée de la « nouvelle gauche » en Amérique latine. Au contraire, cette recherche propose une autre conception de la souveraineté alimentaire qui ne se limite pas à la quête contre-hégémonique de la société civile, mais qui trouve son essence dans la conquête du pouvoir politique et dans l'alliance entre gouvernements antisystémiques, partis politiques de gauche et mouvements de souveraineté alimentaire. Finalement, étant donné que la souveraineté alimentaire constitue un champ de recherche en émergence, les travaux antérieurs tendent à se limiter aux discussions conceptuelles, aux considérations éthiques et aux analyses descriptives. Par contre, ce travail propose une compréhension concrète et causale des politiques de souveraineté alimentaire qui permet d'expliquer par la suite leur formulation et leur mise en œuvre en détail.

Quant aux limites de cette recherche, il est à spécifier que cette recherche sera limitée à l'étude des politiques de souveraineté alimentaire, tout en considérant la productivité agricole au second plan afin de souligner le rôle stratégique des acteurs sociopolitiques dans le développement des structures agraires. En d'autres termes, au lieu de se concentrer sur des facteurs telles la capacité de production, la qualité et la disponibilité des produits alimentaires, on soulignera la capacité transformative des acteurs sociopolitiques qui s'efforcent de faire leurs choix agroalimentaires d'une manière plus ou moins indépendante sous la pression du système-

---

<sup>137</sup> Bello. *The Food Wars*.

monde néolibéral. En outre, cette recherche ne cherchera pas à mesurer le niveau de la souveraineté alimentaire, mais plutôt à investir les causes sous-jacentes à la présence et/ou l'absence des politiques de souveraineté alimentaire dans le système-monde contemporain. Comme la souveraineté alimentaire dépend de la compréhension de la subjectivité paysanne, son évaluation quantitative n'a pas grande portée.

D'un autre côté, bien que la perspective de souveraineté alimentaire ne néglige pas nécessairement l'importance de la production agricole à grande échelle, l'objet d'étude principal de la souveraineté alimentaire est plutôt les petits producteurs qui cultivent une terre de moins de cinq hectares,<sup>138</sup> sans aussi exclure certains producteurs à moyenne échelle qui cultivent une terre de plus de cinq hectares, mais de moins de douze hectares. Même si la définition des petits producteurs limite la culture des terres par cinq hectares, en pratique, certains moyens producteurs qui produisent pour la subsistance peuvent être inclus dans la catégorie des petits producteurs, parce que la perspective de souveraineté alimentaire ne s'intéresse pas seulement à la subsistance familiale, mais aussi à la subsistance communautaire et à la capacité d'une communauté à prendre ses propres décisions concernant les questions alimentaires. Avant de terminer, nous devons signaler que, même si la souveraineté alimentaire réserve une attention particulière aux questions de genre, d'environnement et de race, ces questions n'occuperont pas une place stratégique dans cette recherche qui s'intéresse plutôt aux interactions entre gouvernements et société civile.

---

<sup>138</sup> Nathalie Gravel. 2009. «La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême.» *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes* 34 (68): 116.

## CHAPITRE II

### L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE AGRAIRE CUBAINE : DE LA RÉVOLUTION DE 1959 À LA RÉFORME COLLECTIVISTE ET AGROÉCOLOGIQUE

Ce chapitre présente une analyse détaillée de l'évolution de la structure agraire à Cuba, et cherche à révéler les origines et le développement socioéconomiques des politiques de souveraineté alimentaire cubaines. Par conséquent, nous commencerons tout d'abord par une étude de la nature « nationale-démocratique » de la première réforme agraire cubaine dont les origines se trouvent dans l'anti-impérialisme de la petite paysannerie cubaine vis-à-vis de la domination néocoloniale sur le secteur agricole, de la monoculture sucrière et de la dictature de la bourgeoisie compradore menée par le général Batista. Cette partie se consacrera aussi à la naissance des premières « coopératives agricoles », des « coopératives sucrières », des « associations paysannes » et des « sociétés agricoles », ainsi que l'établissement de l'Association nationale des petits agriculteurs (ANAP). Le chapitre poursuivra avec l'étude critique de la réforme agraire « socialiste » à Cuba marquée par la lutte contre la bourgeoisie rurale lors de laquelle le secteur étatique a pris le contrôle du secteur agricole sans pourtant amoindrir l'importance de la petite paysannerie dans le secteur agricole cubain et sans entraver le développement du mouvement de coopératisme dans le pays. On mettra ainsi en évidence le développement des Coopératives de crédit et de services (CCS) et des Coopératives de production agricole (CPA), mais aussi les mauvaises conséquences de cette réforme en termes de dépendance alimentaire. Enfin, la dernière partie traitera de la propagation des politiques de souveraineté alimentaire construites autour d'un vaste réseau de coopération et d'interactions

nationales et transnationales, de même que l'introduction d'une nouvelle réforme agraire « collectiviste » et « agroécologique » à Cuba qui a révolutionné la structure politique agraire. Cette partie s'inscrit dans l'émergence des Unités de base de production coopérative (UBPC) suite à la collectivisation des terres appartenant anciennement au secteur étatique, dans la socialisation de l'agriculture urbaine biologique, dans la décentralisation de l'accès à l'alimentation à travers l'ouverture des marchés agricoles libres et dans l'essor du mouvement agroécologique de CaC sous l'initiative de l'ANAP. Enfin, on y abordera la consolidation des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba sous l'influence des acteurs transnationaux, de même que la transnationalisation de ces politiques en Amérique latine grâce aux efforts des divers acteurs de la société civile cubaine.

### **2.1.La réforme agraire nationale-démocratique (1959-1963)**

La nature « nationale-démocratique » de la première réforme agraire de la Révolution cubaine était essentiellement marquée par un ensemble de facteurs indissociablement liés les uns aux autres sous la dictature répressive de la bourgeoisie compradore menée par Batista : la domination impérialiste des États-Unis dans le secteur agricole, la monoculture sucrière et le développement de grandes disparités foncières.

En effet, comme Klochkovsky<sup>139</sup> le remarque, le régime dictatorial de Batista n'était qu'une expression de la volonté des firmes étrangères et des grands propriétaires fonciers. En termes de relations néocoloniales entre Cuba et les États-Unis, il est pertinent de mentionner que, juste avant la Révolution, plus de 75 % des exportations et de 60 % des importations cubaines

---

<sup>139</sup> L. L. Klochkovsky, dir. 1984. *The Economies of the Countries of Latin America*. Moscou: Progress Publishers. 79.

étaient issues de ces relations inégales.<sup>140</sup> De ce fait, la domination néocoloniale consolidée par la dictature de Batista avait largement contribué au développement d'une agriculture capitaliste intégrée au marché états-unien, ce qui a toutefois éliminé la persistance d'une oligarchie féodale.<sup>141</sup>

D'un autre côté, le développement d'une agriculture capitaliste avait accentué les disparités économiques et foncières de façon à ce que « moins de 3000 propriétaires possédaient 70 % des terres agricoles », et « moins de 3 % des exploitants (2,3 %) détenaient plus de la moitié des terres (57 %) ».<sup>142</sup> Comme Fidel Castro l'a constaté dans son auto-défense devant le Tribunal d'urgence de Santiago de Cuba, 85 % des petits paysans cubains cultivaient en tant que locataires, et plus de la moitié des meilleures terres cultivées était en possession des firmes capitalistes étrangères.<sup>143</sup> La grande majorité des exploitations capitalistes étaient certes d'origine nord-américaine, notamment celles qui opéraient dans le secteur sucrier constituant la base de l'économie cubaine. Parmi les 22 grandes exploitations sucrières cubaines qui contrôlaient 70 % de la production sucrière, 13 étaient liées au capital nord-américain et contrôlaient près de 1 173 000 hectares.<sup>144</sup>

---

<sup>140</sup> Jean Le Coz. 1974. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.* Paris: Presses Universitaires de France, 151.

<sup>141</sup> Rehman Sobhan. 1993. *Agrarian Reform and Social Transformation*. London: Zed Books, 27.

<sup>142</sup> Michel Gutelman. 1967. *L'agriculture socialisée à Cuba*. Paris: Maspero, 10-11, Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 152.

<sup>143</sup> Gutelman. *L'agriculture socialisée à Cuba*, 9.

<sup>144</sup> Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 152, Rolande Gadille. 1972. *Les politiques agraires*. Paris: Presses Universitaires de France, 116.

La domination néocoloniale et latifundiste avait imposé la monoculture sucrière, d'où la vente sucrière représentant alors plus de 25 % du revenu national et 80 % des exportations.<sup>145</sup>

Sous l'agriculture capitaliste de monoculture sucrière, les travailleurs ruraux souffraient cependant d'une exclusion sociale profonde et d'un chômage chronique, au moins un tiers travaillant qu'une centaine de jours par an. Selon les estimations de l'après-Révolution, les salariés ruraux constituaient au moins la moitié des chômeurs dans le pays.<sup>146</sup>

Juste avant la Révolution, les révolutionnaires cubains menés par Fidel Castro avaient promulgué une loi agraire en octobre 1958 dans les montagnes d'Oriente afin de contrecarrer l'exclusion sociale de la paysannerie sous la dictature de Batista. La « loi No.3 », constituant le « prototype » de la première réforme agraire, a su attirer plus de 100 000 petits travailleurs agricoles dans les rangs de la Révolution.<sup>147</sup> Toutefois, à la différence de la première réforme agraire, cette loi ne visait pas à interdire la grande propriété foncière domestique et étrangère, et ce dans le but de neutraliser les latifundistes nationaux dans la lutte contre Batista. La loi de 1958 était, dans son essence, « petite paysanne », identique à la première réforme agraire.<sup>148</sup> Il convient d'ajouter que celle-ci avait aussi marqué l'émergence du mouvement coopératiste petit paysan à Cuba.<sup>149</sup>

Bien que la première réforme agraire en 1959 ait adopté un discours anti-latifundiste, elle s'est contentée de nationaliser tout d'abord les terres en possession des firmes états-

---

<sup>145</sup> Pamela Stricker. 2007. *Toward a Culture of Nature: Environmental Policy and Sustainable Development in Cuba*. Plymouth: Lexington Books, 15.

<sup>146</sup> Gutelman. *L'agriculture socialisée à Cuba*, 16-17.

<sup>147</sup> Orlando Valdés. 1990. *La socialización de la tierra en Cuba*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales, 9.

<sup>148</sup> Gutelman. *L'agriculture socialisée à Cuba*, 51.

<sup>149</sup> Orlando Valdés. 2003. *Historia de la reforma agraria en Cuba*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales, 68.

uniennes, laissant intactes les terres des paysans moyens dont la superficie variait de 67 et 402 hectares.<sup>150</sup> Autrement dit, en plus de son caractère anti-impérialiste, cette réforme était principalement menée par le principe de « la propriété de la terre à celui qui la cultive »<sup>151</sup>, d'où le renforcement de la petite propriété et la création d'un secteur de groupements coopératifs suite à l'adoption de la loi du 17 mai 1959<sup>152</sup>.

Le mouvement coopératiste encouragé par la réforme agraire nationale-démocratique reposait sur quatre formes d'organisation agraire : les coopératives agricoles, les coopératives sucrières, les associations paysannes et les sociétés agricoles. Les coopératives agricoles constituaient des fermes non sucrières établies sur des terres de 200-300 hectares, expropriées lors des premiers mois de la Révolution. Jusqu'en mai 1960, 881 coopératives ont été établies, qui fusionneront cependant en fermes étatiques en janvier 1961.<sup>153</sup> Suite à la fusion des coopératives agricoles, entre 1960 et 1961, 622 coopératives sucrières ont été organisées sur 809 000 hectares et avec 122 000 membres. Converties en fermes étatiques en août 1962, les coopératives sucrières ont partagé le même sort que les coopératives agricoles.<sup>154</sup>

Les associations paysannes, en tant que forme transitoire d'organisation paysanne vers la construction des coopératives plus développées, ont émergé en 1961 pour améliorer la situation des petits paysans qui désiraient mettre en commun leurs terres et dont les ressources se situaient

---

<sup>150</sup> Sobhan. *Agrarian Reform and Social Transformation*, 28.

<sup>151</sup> Gadille. *Les politiques agraires*, 117.

<sup>152</sup> José Alvarez. 2004. *Cuba's Agricultural Sector*. Miami: University Press of Florida, 35, Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 65.

<sup>153</sup> Frederick S. Royce. 2004. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?» *Transnational Law & Contemporary Problems* 14 (1): 21-22.

<sup>154</sup> Ibid., 22.



loin des grandes fermes étatiques et des larges coopératives.<sup>155</sup> On y avait adopté le terme « association » pour éviter la réticence des paysans envers le processus de coopératisation.<sup>156</sup> En 1966, on comptait 2695 associations paysannes sur 1,8 millions d'hectares, ce qui correspondait à 41 % de la surface totale occupée par les fermes privées.<sup>157</sup>

Quant aux sociétés agricoles, les origines de ces coopératives reposaient sur l'initiative de Fidel Castro lors des premières années de la Révolution. En comparaison avec les associations paysannes, les sociétés agricoles étaient composées de petits paysans plus conscients et plus révolutionnaires qui se portaient volontaires en faveur de la socialisation des terres pour la construction du socialisme.<sup>158</sup> À la différence des coopératives agricoles et des coopératives sucrières, la taille des sociétés agricoles demeurait assez limitée (avec une taille moyenne de 137 hectares), et leur gestion se voulait plus démocratique.<sup>159</sup> Les sociétés agricoles reposaient également sur le travail collectif, ce qui veut dire que le travail salarié constituait une exception.<sup>160</sup> Tandis qu'en 1962, il n'existait que 229 sociétés agricoles avec 2000 membres sur 24 000 hectares, ce nombre a atteint 411 en 1963, totalisant 3700 membres sur une superficie de plus de 52 000 hectares.<sup>161</sup> Cependant, les sociétés agricoles ont perdu leur popularité lors des années qui suivront l'année 1963 marquée par une deuxième réforme agraire.<sup>162</sup> Celles-ci ont

---

<sup>155</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 39.

<sup>156</sup> Ibid., 39-40.

<sup>157</sup> Denise Douzant Rosenfeld. 2008. «Cuba: ¿La vuelta de los campesinos?» *Revista Anuario Americanista Europeo* (6-7): 88.

<sup>158</sup> Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 85.

<sup>159</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 22.

<sup>160</sup> Sergio Aranda. 1974. *La Revolución Agraria en Cuba*. Mexique: Siglo Veintiuno Editores, 158.

<sup>161</sup> Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 86.

<sup>162</sup> Ibid.

ensuite cédé leur place à une forme de coopérative supérieure, d'où l'essor des CPA.<sup>163</sup> À la fin de 1967, on comptait seulement 126 sociétés agricoles, un nombre qui sera réduit à 44 quatre ans plus tard.<sup>164</sup>

La première réforme agraire avait aussi établi l'Institut national de la réforme agraire (INRA), chargé du transfert de propriété et d'assistance technique à la petite paysannerie.<sup>165</sup> Par conséquent, sous l'initiative de l'INRA, 73 % des terres agricoles ont été nationalisées, tandis que les paysans moyens cubains ne contrôlaient plus que 39 % des terres agricoles.<sup>166</sup> Les confiscations et les nationalisations ont connu un grand essor vers 1960 en réponse à l'hostilité croissante des États-Unis contre la Révolution cubaine, d'où « la confiscation des entreprises nord-américaines, dont 61 sucreries (sur les 165 de l'île) et toutes les plantations (soit 1 260 000 hectares) »<sup>167</sup>. Bien que 8,5 % des terres agricoles qui appartenaient aux firmes capitalistes soient aussi restés intacts en raison de leur haut niveau de productivité<sup>168</sup>, l'État cubain a su contrôler environ 4 millions d'hectares jusqu'en 1961<sup>169</sup>.

En conséquence de la réforme agraire nationale-démocratique, les paysans locataires ont été libérés de la charge de remboursement de contrats pour une somme de 10 millions de pesos, de même que des paiements de loyer en contrepartie de 40-50% de la récolte pour plus de 30 000

---

<sup>163</sup> Ibid., 89.

<sup>164</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 22.

<sup>165</sup> Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 155.

<sup>166</sup> Sobhan. *Agrarian Reform and Social Transformation*, 28.

<sup>167</sup> Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 156.

<sup>168</sup> Sobhan. *Agrarian Reform and Social Transformation*, 28.

<sup>169</sup> Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 156.

métayers.<sup>170</sup> La réforme a aussi libéré les paysans de leurs dettes aux usuriers, aux banques et aux compagnies étrangères. Non seulement les arriérés d'impôts ont été radiés, mais les petits paysans ont été également exemptés du paiement de certaines taxes.<sup>171</sup>

Il convient de préciser qu'en substance, la réforme nationale-démocratique visait à réconcilier les intérêts de diverses classes sociales tels le prolétariat rural et urbain, la paysannerie, la bourgeoisie rurale et urbaine progressiste et une partie des classes moyennes, tout en opposant toutefois la bourgeoisie sucrière, les sections de la bourgeoisie qui s'occupaient des importations, et les détenteurs de capitaux étrangers dans le secteur agricole, sucrier et de commerce extérieur.<sup>172</sup> La réforme accordait une attention particulière à la petite paysannerie cubaine. Juste avant la deuxième réforme agraire, selon les estimations de l'année 1961, le secteur privé couvrait 72 % des terres.<sup>173</sup> Au long de cette réforme nationale-démocratique, le nombre de petits paysans privés a plus que triplé comparé à la période pré-révolutionnaire. En 1961, les petits paysans privés détenaient plus de 3,5 millions d'hectares de terres (40 % des terres agricoles), tout en contribuant à environ 30 % de la production agricole du pays.<sup>174</sup>

Parallèlement à l'importance croissante de la petite paysannerie, l'ANAP a été fondée le 17 mai 1961 dans le but d'éliminer l'influence des latifundistes et de propager les idées socialistes parmi les petits paysans, de même que pour faciliter la coopératisation et l'accès aux matériaux rares, aux pièces de rechange, à l'assistance technique et au crédit.<sup>175</sup> La fondation de

---

<sup>170</sup> Klochkovsky, dir. *The Economies of the Countries of Latin America*. 81.

<sup>171</sup> Ibid., 81-82.

<sup>172</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 33.

<sup>173</sup> Ibid., 35.

<sup>174</sup> Klochkovsky, dir. *The Economies of the Countries of Latin America*. 82.

<sup>175</sup> Gutelman. *L'agriculture socialisée à Cuba*, 65, 67.

l'ANAP a été cruciale notamment pour la « dé-bureaucratization » et le développement des capacités financières de la petite paysannerie.<sup>176</sup> Bien que l'adhésion à l'ANAP ne fût pas obligatoire, 90% des petits-exploitants privés se sont regroupés au sein de cette association. Outre les petits paysans, l'ANAP a aussi ouvert ses portes à certains exploitants moyens qui avaient prouvé leur fidélité à la Révolution.<sup>177</sup> Adoptant un règlement sur les « Sociétés d'agriculture et d'élevage » en 1961, l'ANAP est donc devenue le péricentre du mouvement coopératif petit paysan cubain.<sup>178</sup>

Certes, les activités de l'ANAP ne se bornaient pas aux questions de production agricole, mais comprenaient également des questions idéologiques, culturelles et sociales. Pour ce qui est de l'éducation, l'ANAP soutenait le travail du Ministère de l'éducation de Cuba (MINED) en participant aux commissions scolaires locales afin de résoudre les problèmes qui concernent l'éducation à la campagne telles la construction et la réparation des écoles, et l'organisation des jardins productifs des écoles. Les représentants de l'ANAP dans les commissions scolaires contribuaient également à assurer la présence des élèves en classe, participaient aux fêtes scolaires, et assuraient l'emplacement des enseignants à la campagne, notamment lorsque l'école se trouvait loin des villages.<sup>179</sup> En outre, l'ANAP participait activement à l'éducation des adultes dans les zones rurales et à l'éradication de l'analphabétisme tout en ouvrant de nouvelles salles de cours, en encourageant l'inscription des adultes aux cours et en aidant à maintenir les taux

---

<sup>176</sup> Aranda. *La Revolución Agraria en Cuba*, 145.

<sup>177</sup> Gutelman. *L'agriculture socialisée à Cuba*, 65.

<sup>178</sup> Ibid., 67.

<sup>179</sup> Aranda. *La Revolución Agraria en Cuba*, 165-166.

d'inscription au secondaire.<sup>180</sup> En termes de santé publique, l'ANAP soutenait les campagnes de vaccination à la campagne, de même que le recrutement de jeunes dans les cliniques pour les premiers soins.<sup>181</sup> Quant aux questions culturelles et idéologiques, l'ANAP avait ouvert plus de 2200 terrains sportifs, et plus de 1200 centres artistiques, culturels et sportifs qui possédaient en règle générale une bibliothèque régulière, des radios et des télévisions.<sup>182</sup>

## **2.2.La réforme agraire socialiste sous la domination du secteur étatique (1963-1993)**

Le blocus économique des États-Unis, notamment la décision du Président Eisenhower d'arrêter les importations de sucre cubain en 1960<sup>183</sup> et l'invasion de la « Baie de cochons »<sup>184</sup> en 1961 reflétaient l'hostilité croissante des États-Unis contre la Révolution cubaine. Ceux-ci ont aussi encouragé les activités contre-révolutionnaires de la bourgeoisie rurale cubaine avec le soutien des États-Unis.<sup>185</sup> Ces activités ont même mené à la radicalisation de la réforme agraire cubaine, d'où la proclamation d'une nouvelle réforme agraire le 3 octobre 1963<sup>186</sup> en conséquence de laquelle la bourgeoisie rurale réactionnaire a été éliminée, et le secteur socialiste est devenu le secteur dominant dans l'agriculture cubaine<sup>187</sup>. Ainsi, la seconde réforme agraire en

---

<sup>180</sup> Ibid., 166.

<sup>181</sup> Ibid.

<sup>182</sup> Ibid., 167-168.

<sup>183</sup> Gutelman. *L'agriculture socialisée à Cuba*, 56.

<sup>184</sup> Nancy Forster, et Howard Handelman. 1985. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.» John J. & Thomas C. Wright Super, dir. *Food, Politics, and Society in Latin America*. Lincoln & London: University of Nebraska Press, 181.

<sup>185</sup> Gutelman. *L'agriculture socialisée à Cuba*, 57.

<sup>186</sup> Klochkovsky, dir. *The Economies of the Countries of Latin America*. 88, Forster. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.», 182.

<sup>187</sup> Klochkovsky, dir. *The Economies of the Countries of Latin America*. 89.

1963 a limité la propriété privée à des terres de 3,5 caballerías, et a nationalisé 76 % des terres agricoles, le nombre de petits paysans ayant toutefois abouti à 160 000.<sup>188</sup> La réforme a affecté plus de 11 000 propriétaires fonciers et 2,1 millions d'hectares de terre.<sup>189</sup>

Similairement à la réforme agraire nationale-démocratique, la réforme agraire socialiste a offert de grands bénéfices pour la petite paysannerie.<sup>190</sup> L'importance de la petite paysannerie a augmenté considérablement, si l'on tient compte de sa participation à la production agricole qui a atteint environ 40 %, et de sa contribution à 48,8 % des ventes de produits agricoles d'après les estimations de 1965.<sup>191</sup> Bien que l'État détienne en sa possession 70-75% des terres, les petits paysans privés cultivaient les terres de meilleure qualité, contrôlant ainsi 43 % des terres arables.<sup>192</sup> Suite à la réforme agraire socialiste, la petite paysannerie du secteur agraire privé détenait le contrôle de plus de 30 % des terres agricoles, tout en contribuant à 30 % de la production sucrière, à plus de 80 % de la production du café et à plus de 85 % de la production du tabac avec la participation de 325 000 paysans.<sup>193</sup>

Bien que le mouvement coopératiste petit paysan à Cuba semblait être emporté par le secteur étatique dans le cœur de la lutte contre la bourgeoisie rurale réactionnaire lors des premières années de la réforme agraire socialiste,<sup>194</sup> les années 1970 ont vu l'essor du mouvement petit paysan à la campagne cubaine, notamment durant la nouvelle période qui a

---

<sup>188</sup> Sobhan. *Agrarian Reform and Social Transformation*, 27-28.

<sup>189</sup> Forster. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.», 182.

<sup>190</sup> Aranda. *La Revolución Agraria en Cuba*, 142.

<sup>191</sup> Ibid., 150.

<sup>192</sup> Stricker. *Toward a Culture of Nature: Environmental Policy and Sustainable Development in Cuba*, 17.

<sup>193</sup> Aranda. *La Revolución Agraria en Cuba*, 137.

<sup>194</sup> Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 66.

suiwi le Premier congrès du Parti communiste de Cuba (PCC) à la fin de l'année 1975.<sup>195</sup> Lors des années qui ont suivi la réforme agraire socialiste, le mouvement coopératiste cubain s'est accéléré avec l'introduction des CCS et des CPA, deux nouvelles organisations agraires qui se sont développées au sein de la société civile cubaine.

Dans ses thèses sur la question agraire à Cuba, le PCC avait clarifié le statut des coopératives comme tel : « La coopérative est l'une des deux formes socialistes de production dans l'agriculture, qui représente les intérêts collectifs des producteurs et qui résulte de la décision des agriculteurs rejoignant leurs terres et d'autres moyens fondamentaux de production, tout en abandonnant la production minifundiste individuelle. »<sup>196</sup> Il est pertinent de noter que l'on a dû attendre jusqu'en août 1982 pour la promulgation d'une loi spécifique sur les CCS et les CPA, d'où la « Loi no.36 des coopératives agricoles ».<sup>197</sup>

Tandis que les producteurs individuels se sont organisés sous les CCS pour un meilleur accès au crédit, à la machinerie, aux engrais et à l'assistance technique,<sup>198</sup> les petits producteurs autonomes qui ont uni leurs terres pour une production plus efficace<sup>199</sup> ou qui travaillaient sur les terres agricoles appartenant à l'État<sup>200</sup> se sont réunis autour des CPA. Selon la définition officielle, l'objectif principal des CCS était de « permettre le partage des installations d'irrigation et d'autres, des services et des moyens de production, ainsi que des arrangements collectifs de

---

<sup>195</sup> Ibid., 67-68.

<sup>196</sup> Cuba Partido Comunista. 1976. *Sobre la cuestion agraria y las relaciones con el campesinado*. La Habana: Departamento de Orientación Revolucionaria del Comité Central del PCC, 49.

<sup>197</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 41.

<sup>198</sup> Forster. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.», 184, Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 84.

<sup>199</sup> Alvarez. «Surviving Crisis in Cuba: The Second Agrarian Reform and Sustainable Agriculture.», 236.

<sup>200</sup> Beatriz Diaz Gonzales. 1999. «Collectivization of Cuban State Farms: A Case Study.» José Bell Lara, dir. *Cuba in the 1990s*. La Habana: Editorial José Martí, 114.

crédit, même si la terre, les outils et la production de chaque ferme restent privées »<sup>201</sup>. Les CCS étaient gérées par un conseil général élu par les membres de l'assemblée générale, et formé d'un coordonnateur général, d'un responsable de la machinerie et de l'équipement, d'un responsable des bâtiments et d'un responsable de la formation et de l'assistance sociale.<sup>202</sup> Vers le milieu de l'année 1963, il existait 527 CCS avec 46 000 membres et couvrant une superficie de 433 000 hectares. Un an après, on comptait déjà 899 CCS couvrant une superficie de 527 000 hectares avec environ 56 000 membres. En 1967, on comptait 1119 CCS avec 78 000 membres et 697 000 hectares. Vers le milieu des années 1970, presque la totalité des petits exploitants ont rejoint les rangs des CCS sous l'initiative de l'ANAP.<sup>203</sup> Jusqu'en 1982, le nombre de CCS a atteint 2181.<sup>204</sup>

Quant aux CPA qui ont été établies suite au Premier congrès du PCC, ces coopératives réunissaient des familles petites paysannes, et leur fournissaient un meilleur accès à l'électricité, au logement, à l'éducation et aux soins médicaux. Les CPA offraient aussi des congés payés et des pensions de retraites qui fournissaient, avec les mots de Royce, « des avantages tels que les petits agriculteurs n'en avait jamais connu auparavant ».<sup>205</sup> Ayant une structure organisationnelle similaire à celle des sociétés agraires, la taille des CPA était toutefois plus grande, réunissant en son sein une communauté de moins de 50 membres qui provenaient de divers rangs sociaux tels les travailleurs agricoles sans-terre et les travailleurs qualifiés.<sup>206</sup> Tandis qu'en 1977, il existait

---

<sup>201</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 23.

<sup>202</sup> Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 84.

<sup>203</sup> Forster. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.», 188.

<sup>204</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 43, Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 84.

<sup>205</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 23.

<sup>206</sup> Ibid., 23-24.



seulement 83 CPA couvrant une superficie de 12 900 hectares et avec 2361 membres; ce nombre a atteint 363 en 1978, couvrant une superficie de 53 200 hectares avec 9801 membres. Les CPA ont gardé la même tendance à l'expansion jusqu'à la fin des années 1970 où le nombre de CPA a abouti à plus de 1000. Jusqu'en 1984, il existait 1414 de CPA avec 72 297 de membres couvrant une superficie de 988 300 hectares.<sup>207</sup> La superficie occupée par les CPA a dépassé un million d'hectares dans la seconde moitié des années 1980.<sup>208</sup> Cependant, 90 % des membres des CPA ont disparu lors des années 1990, à cause du retrait des membres âgés,<sup>209</sup> de même qu'à l'accent des nouvelles politiques de souveraineté alimentaire sur les UBPC suite à la troisième réforme agraire en 1993.

En termes de développement communautaire, jusqu'en 1985, la construction des CPA a contribué à celle des 19 156 maisons individuelles et à l'approvisionnement de l'électricité pour 882 communautés.<sup>210</sup> 40-50% des revenus nets des CPA à la fin de l'année étaient répartis parmi les membres en fonction de la quantité de travail accompli, tandis que 25-30% étaient utilisés pour rembourser la contribution des membres lors de la création de la coopérative en termes de terres et d'équipement. De même, 10 % des revenus nets étaient réservés à un fonds d'investissement, et 5 % étaient consacrés au développement culturel de la communauté.<sup>211</sup>

Certes, le développement du mouvement coopératif posait de nouveaux défis à la campagne cubaine. Afin d'augmenter la productivité petite paysanne, de miner le marché noir

---

<sup>207</sup> Valdés. *La socialización de la tierra en Cuba*, 90.

<sup>208</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 42.

<sup>209</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 24.

<sup>210</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 42.

<sup>211</sup> Ibid.

dans le secteur agricole et de pouvoir répondre aux pressions croissantes des consommateurs, en 1980, le gouvernement a établi un marché libre paysan où les petits paysans pouvaient vendre leur surplus au public à des prix déterminés selon la logique de l'offre et de la demande.<sup>212</sup> Les prix étaient plus élevés qu'ils ne l'étaient sur les marchés étatiques, mais aussi plus bas qu'ils ne l'étaient sur le marché noir.<sup>213</sup>

Les marchés petits paysans n'étaient pas cependant exemptés de certaines régulations. Les paysans privés qui étaient directement liés à la production avaient le droit de vendre leurs produits au marché, ce qui interdisait la présence des intermédiaires dans les marchés.<sup>214</sup> En outre, les producteurs ne pouvaient pas vendre leurs produits dans un autre marché que leur marché local, et ils devaient y participer à travers leurs propres moyens de transport. Leur participation était aussi régulée selon certaines lignes directrices concernant l'octroi de permis, l'allocation de l'espace et la taxation.<sup>215</sup>

Bien que les marchés libres aient prouvé leur efficacité dans l'augmentation de la productivité, ils n'ont pas pu éviter la montée de la corruption, de la spéculation et de l'inégalité rurale.<sup>216</sup> Les prix étaient plus élevés qu'estimés au début, ce qui a donné lieu aux inégalités quant à la consommation alimentaire. Due au manque de motivation économique, la participation des membres de coopérative était restée considérablement faible face à celle des paysans privés,

---

<sup>212</sup> Jennifer Abbassi. 1998. «The Role of the 1990s Food Markets in the Decentralization of Cuban Agriculture.» *Cuban Studies* (27): 23, Forster. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.», 189, Jonathan Rosenberg. 1992. «Cuba's Free Market Experiment: Los Mercados Libres Campesinos, 1980-1986.» *Latin American Research Review* 27 (3): 51, 60-61.

<sup>213</sup> Forster. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.», 189.

<sup>214</sup> Abbassi. «The Role of the 1990s Food Markets in the Decentralization of Cuban Agriculture.», 24.

<sup>215</sup> Ibid.

<sup>216</sup> Ibid., 24-25.

car les membres de coopératives devaient partager le profit de ventes d'après le principe d'égalité. En conséquence, les producteurs individuels et les intermédiaires illégaux prédominaient dans les marchés libres, résultant en l'émergence d'inégalités de revenu chez les membres de coopératives.<sup>217</sup> Malgré l'opposition des paysans privés et toutes les mesures prises sous l'initiative de l'ANAP contre la corruption, la spéculation et les inégalités rurales, les membres de l'ANAP ont voté en faveur de la fermeture des marchés libres en 1986, après six ans d'existence.<sup>218</sup>

En somme, la réforme socialiste a su éliminer la malnutrition grâce à la distribution des réserves alimentaires de façon plus équitable, tout en augmentant le pouvoir d'achat et en établissant un système de rationnement alimentaire.<sup>219</sup> Selon les estimations de 1979, 44 % de toutes les familles cubaines mangeaient du poisson au moins une fois par semaine, et 43 % en mangeant au moins deux fois par mois. En parallèle, 69 % de la population cubaine mangeait des œufs au moins une fois par semaine, dont 33 % en consommait quotidiennement et 50 % en mangeait deux ou trois fois par semaine.<sup>220</sup> On peut mieux comprendre le succès de Cuba dans l'éradication de la malnutrition associée à la pauvreté lorsque l'on compare sa performance aux données des années 1950 pendant lesquelles seulement 2,2 % de la population rurale du pays mangeait des œufs une fois par semaine. Il convient de remarquer que, d'après les estimations de 1950, 30-40 % de la population de Cuba et plus de 60 % de sa population rurale demeuraient

---

<sup>217</sup> Ibid.

<sup>218</sup> Ibid., 25-26.

<sup>219</sup> Forster. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.», 194.

<sup>220</sup> Ibid., 195.

sous-alimentés, tandis qu'en 1979, la malnutrition avait été abaissée à 5 %.<sup>221</sup> En s'appuyant sur ces données, Forster et Handelman soutiennent qu'« aucune autre nation d'Amérique latine, y compris les plus élevés en termes de niveaux de consommation alimentaire ne peut égaler pratiquement ce record ». <sup>222</sup>

Toutefois, l'expérience des marchés libres elle-même démontre qu'en dépit des acquis de la réforme socialiste, cette réforme restait loin de la perfection. En conséquence de la réforme agraire socialiste, Cuba était devenu un pays mono-exportateur et multi-importateur avec un système alimentaire vulnérable et extrêmement dépendant du système socialiste international.<sup>223</sup> D'un côté, grâce à l'alliance avec l'Union soviétique ayant offert des termes de commerce profitables, Cuba avait connu les taux de développement les plus élevés de l'Amérique latine.<sup>224</sup> D'un autre côté, la dépendance alimentaire cubaine avait expérimenté une hausse considérable lors des années 1980 pendant lesquelles 50 % de l'énergie alimentaire et 55 % de la consommation des protéines dépendaient de l'importation.<sup>225</sup> Avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et la consolidation du blocage économique des États-Unis contre Cuba vers la fin de la seconde moitié des années 1990, l'insécurité alimentaire croissante de Cuba avait donc généré le besoin d'une troisième réforme agraire dans le pays.

---

<sup>221</sup> Ibid.

<sup>222</sup> Ibid.

<sup>223</sup> Laura J. Enríquez. 2010. *Reactions to the Market: Small Farmers in the Economic Reshaping of Nicaragua, Cuba, Russia, and China*. Gainesville: The Pennsylvania State University Press, 126, M. Benjamin, & Rosset, P. 1994. *The greening of the revolution: Cuba's experiment with organic agriculture*. Melbourne: Ocean Press, 3-4.

<sup>224</sup> Peter M. Rosset. 2000. «Cuba: A Successful Case Study of Sustainable Agriculture.» John Bellamy Foster & Fred Magdoff Frederick H. Buttel, dir. *Hungry for Profit: The Agribusiness Threat to Farmers, Food and the Environment*. New York: Monthly Review, 204.

<sup>225</sup> Anicia Garcia Alvarez. 2006. «Sustitución de importaciones de alimentos en Cuba: ¿necesidad o posibilidad?» Omar Pérez Villanueva, dir. *Reflexiones sobre economía cubana*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales, 161

C'est essentiellement la crise économique et alimentaire des années 1990 qui a dévoilé les grandes erreurs commises lors de la réforme socialiste. En termes plus précis, l'effondrement du système socialiste international et la disparition de l'Union soviétique en 1991 ont finalement mis en évidence la dépendance excessive et la vulnérabilité du système alimentaire cubain. Avant la disparition de l'Union soviétique, 69 % des céréales, 99 % des grains, 21 % de la viande, 38 % du lait et de ses dérivés consommés par Cuba provenaient des relations financières et commerciales avec le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAÉM).<sup>226</sup> Avec l'effondrement du système socialiste, 80 % des exportations de Cuba, dont 66 % du sucre, 73 % de l'exportation du nickel et 98 % de l'exportation du pétrole ont disparu.<sup>227</sup> La structure agraire cubaine a donc été ébranlée jusque dans ses fondements suite à la baisse du niveau du commerce étranger de 30 %, à la chute des importations des pesticides de plus de 60 %, des engrais de 77 %, de la disponibilité du pétrole pour l'agriculture de 50 % et de l'importation alimentaire de plus de 50 %, sans mentionner aussi la hausse spectaculaire de la dette extérieure et de la malnutrition.<sup>228</sup> Juste après la disparition du système socialiste, les États-Unis ont aussi renforcé le blocus économique contre Cuba avec la promulgation de la loi de Torricelli en 1992, ce qui a empêché les filiales américaines de faire des affaires avec Cuba. Or, seulement en 1991, Cuba avait établi des relations commerciales avec plus d'une centaine de filiales américaines dont le

---

<sup>226</sup> Delia Luisa Lopez Garcia. 1999. «Economic Crisis, Adjustments and Democracy in Cuba.» José Bell Lara, dir. *Cuba in the 1990s*. La Habana: Editorial José Martí, 23.

<sup>227</sup> Eugenio Espinosa Martinez. 1999. «The Cuban Economy in the 1990s: From Crisis to Recovery.» José Bell Lara, dir. *Cuba in the 1990s*. La Habana: Editorial José Martí, 76.

<sup>228</sup> Benjamin. *The greening of the revolution: Cuba's experiment with organic agriculture*, 3-4, 20.

volume valait 718 millions de dollars. Conséquemment, entre 1989 et 1993, le PIB de Cuba a chuté de 50,2 %.<sup>229</sup>

### **2.3.La réforme agraire collectiviste et agroécologique (1993-2010)**

Antérieurement à la troisième réforme agraire, la structure agraire cubaine reposait sur une agriculture de grande échelle à forte intensité de capital,<sup>230</sup> ce qui causait de sévères problèmes socioéconomiques et écologiques tels l'hyperspécialisation, la monoculture et l'intensification excessive, la déforestation, la migration rurale-urbaine, la salinisation, l'érosion, le compactage et la perte de fertilité de la terre, l'hyper-dépendance aux apports externes comme les engrais, les pesticides et les machines agricoles<sup>231</sup>. Il faut mentionner que 57 % de la consommation totale de calories provenaient de l'importation des combustibles fossiles, de l'équipement, des intrants, des pesticides et des denrées alimentaires.<sup>232</sup> Comme étudié dans la section précédente, le modèle agraire cubain d'autrefois dépendait aussi de l'importation alimentaire et de la monoculture. Parallèlement, le fait que plus de 30 % des terres arables étaient réservés à la production du sucre de canne<sup>233</sup> a entraîné non seulement la réduction de la diversité agricole, mais encore a accru la dépendance alimentaire de Cuba.

Donc, la troisième réforme agraire pourrait être considérée comme une réponse directe aux problèmes posés par l'inefficacité et l'hyper-dépendance de la structure agraire cubaine,

---

<sup>229</sup> Enríquez. *Reactions to the Market: Small Farmers in the Economic Reshaping of Nicaragua, Cuba, Russia, and China*, 126-127.

<sup>230</sup> Benjamin. *The greening of the revolution: Cuba's experiment with organic agriculture*, 3.

<sup>231</sup> Bharat Mansata. 2008. *Organic Revolution!*. Kolkata: Earthcare Books, 10.

<sup>232</sup> Benjamin. *The greening of the revolution: Cuba's experiment with organic agriculture*, 3.

<sup>233</sup> Maria Caridad Cruz, et Roberto Sánchez Medina. 2003. *Agriculture in the City: A Key to Sustainability in Havana*. Kingston: Ian Randle Publishers, 3.

issue d'une réorientation vers un paradigme agroécologique et les politiques de substitution des importations. Avec l'introduction de la troisième réforme agraire en 1993, Cuba a expérimenté la transition la plus large de l'agriculture conventionnelle et industrielle vers l'agriculture biologique et semi-biologique dans l'histoire de l'humanité.<sup>234</sup> De nos jours, l'agriculture à faible niveau d'intrants est pratiquée dans 92-94 % de la production agricole cubaine, ce qui assure la souveraineté alimentaire des communautés paysannes cubaines vis-à-vis de la contamination environnementale et de l'augmentation des prix de pétrole, des aliments de base et des matières premières.<sup>235</sup>

### **2.3.1. La collectivisation des terres et la construction des UBPC**

Antérieurement à la troisième réforme agraire, la structure agraire cubaine était dominée par le secteur étatique qui dépendait en grande partie des activités de grandes fermes étatiques contrôlant 74,3 % des terres agricoles, face à 11,4 % de contrôle des CPA et à 10,9 % de contrôle des CCS, sans aussi mentionner 3,4 % de contrôle exercé par les petits paysans privés et dispersés.<sup>236</sup> L'introduction de la troisième réforme agraire avec la promulgation du « Décret-loi no. 142 » et la construction des UBPC ont cependant bouleversé les balances établies en faveur du secteur étatique d'une manière définitive, tout en établissant les bases pour la formation des politiques de souveraineté alimentaire.

Selon les termes de Gonzales, les UBPC sont des micro-organisations agricoles et autonomes qui fonctionnent selon le principe d'autoadministration et qui survivent grâce à leurs

---

<sup>234</sup> Benjamin. *The greening of the revolution: Cuba's experiment with organic agriculture*, 5.

<sup>235</sup> Elisa Botella-Rodríguez. 2010. «Cuba's Alternative/Inward-Looking Development Policies. Changing Production Patterns and Land Decentralisation: Towards Sustainable Small Farming (1990-2008).» *DT-SEHA n. 10-11* Sociedad Española de Historia Agraria: 28.

<sup>236</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 44.

propres profits.<sup>237</sup> La taille moyenne d'une UBPC correspond à 1125 hectares avec une moyenne de 97 membres.<sup>238</sup>

L'article 1 du décret-loi avait établi les activités principales des UBPC comme telles :

- Relier les paysans à la terre,
- Assurer l'autosuffisance et le bien-être des travailleurs et de leurs familles,
- Établir une relation étroite entre les gains des travailleurs et les résultats de production atteints,
- Assurer l'autonomie de gestion et d'administration des ressources des coopératives dans le but d'atteindre l'autosuffisance dans le processus de production.<sup>239</sup>

Comme Gonzales le soutient, « la création des UBPC constitue une forme supérieure de la diversification de la société civile cubaine, tout en promouvant le développement rural durable, en décentralisant l'économie au niveau local et en augmentant la participation des producteurs à la prise de décisions. »<sup>240</sup> Les UBPC sont non seulement chargées de la production agricole, mais aussi du développement communautaire. En guise d'exemple du rôle des UBPC dans le développement communautaire, ces coopératives possèdent présentement des ressources financières et matérielles pour construire des maisons dans leur communauté locale.<sup>241</sup> Parallèlement, il est intéressant de noter qu'en 1996, 73 % de la création des nouveaux emplois provenaient de l'expansion des UBPC.<sup>242</sup>

---

<sup>237</sup> Gonzales. «Collectivization of Cuban State Farms: A Case Study.», 118.

<sup>238</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 76.

<sup>239</sup> Ibid.

<sup>240</sup> Gonzales. «Collectivization of Cuban State Farms: A Case Study.», 111.

<sup>241</sup> Evelio Vilarino Ruiz. 1998. *Cuba: Socialist Reform and Modernization*. La Habana: Editorial José Martí, 121.

<sup>242</sup> Martinez. «The Cuban Economy in the 1990s: From Crisis to Recovery.», 97.



Comme Raymond<sup>243</sup> l'admet, la création des UBPC s'est faite à un rythme impressionnant. Entre septembre et décembre 1993, juste avant la récolte 1993-1994, 1576 UBPC sucrières ont été créées, avec la participation de 146 524 membres sur 87 % des terres en possession de l'État. En août 1994, 2643 UBPC ont été établies sur 2,96 millions d'hectares (50 % des terres qui étaient antérieurement sous le contrôle étatique) avec plus de 257 000 membres.<sup>244</sup> De plus, en février 1995, 1440 UBPC non sucrières ont été établies avec la participation de 126 723 membres. Les UBPC sont ainsi devenues responsables de 33 % de la production de la viande, de 80 % de la production sucrière, de 13 % de la production des légumes, de 24 % de la production du café, de 8 % de la production du tabac, et de 46 % de la production du lait.<sup>245</sup>

En effet, les UBPC avaient été développées à partir de l'expérience des CPA,<sup>246</sup> notamment en ce qui concerne le domaine de l'organisation économique et des rémunérations<sup>247</sup>. Tel qu'observé dans les CPA, les directeurs des UBPC y compris l'administrateur général sont élus pour un mandat de 5 ans par l'assemblée générale qui est considérée comme l'organe supérieur de la coopérative.<sup>248</sup> La gestion des UBPC est répartie entre les neuf membres du « Conseil administratif » élus par les membres de l'UBPC. Normalement, le conseil se compose

---

<sup>243</sup> Pierre Raymond. 2002. «¿Hacia una nueva orientación para la agricultura cubana?» *Análisis Político* (47): 15.

<sup>244</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 76.

<sup>245</sup> Raymond. «¿Hacia una nueva orientación para la agricultura cubana?», 15.

<sup>246</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 24.

<sup>247</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 80, Enríquez. *Reactions to the Market: Small Farmers in the Economic Reshaping of Nicaragua, Cuba, Russia, and China*, 129.

<sup>248</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 30.

du gestionnaire général, de l'ingénieur principal, des chefs de l'économie, de la production, des services, de la machinerie et de la terre, et des deux autres membres de l'UBPC.<sup>249</sup>

Quant aux questions de rémunérations, similairement à ce qui est observé dans les CPA, 50 % du surplus sont partagés parmi les membres de l'UBPC, tandis que l'autre moitié du surplus est utilisée principalement pour le remboursement des prêts d'équipement et d'autres dépenses liées à la production tel l'achat d'intrants. Ce qui reste après ces dépenses est réservé au développement de services tels le logement, les loisirs, les soins de santé et la formation technique.<sup>250</sup> Cependant, il va sans dire que les surplus dépendent en grande partie de la performance des UBPC. Bien qu'au début de la troisième réforme agraire, la performance des UBPC restait au-dessous des premières attentes en raison d'un contexte macroéconomique difficile, Cuba a insisté sur l'approfondissement des politiques de souveraineté alimentaire à travers la consolidation des UBPC lors de la seconde moitié des années 1990 où l'on a assisté à l'augmentation des prix et des profits. Dans ce contexte, entre 1996 et 2001, le pourcentage des UBPC rentables a augmenté d'environ 30 % à 70 %.<sup>251</sup>

Certes, la durabilité de la production et l'investissement des UBPC ne sont pas assurés uniquement à travers les surplus, mais les crédits jouent un rôle aussi important dans l'amélioration de la portée des UBPC. C'est principalement la Banque nationale de Cuba (BNC) qui fournit du crédit aux UBPC pour leurs activités fondamentales tels la production et l'investissement. Quelque soit le type de crédit, le montant maximal ne peut pas excéder 80 % de la valeur estimée du collatéral. Les intérêts correspondent à 4 % pour les prêts en cours, à 5 %

---

<sup>249</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 77.

<sup>250</sup> Ibid., 80.

<sup>251</sup> Enríquez. *Reactions to the Market: Small Farmers in the Economic Reshaping of Nicaragua, Cuba, Russia, and China*, 130-131.

pour les prêts accordés, et à 6 % pour les prêts en souffrance. Tandis que les crédits de production ont une durée maximale de remboursement de dix-huit mois, la période de remboursement des prêts d'investissement ne peut pas dépasser la durée de vie utile de l'actif, ainsi qu'un certain nombre d'années fixés selon la vie de la récolte ou les activités performées.<sup>252</sup> En outre, puisque les UBPC sont envisagées comme des moyens de développement communautaire, la BNC fournit du crédit pour des activités communautaires tel le logement. Dans le cas des crédits de logement, la Banque accorde un taux d'intérêt de 2 % dans les zones montagneuses et 3 % dans d'autres zones du pays.<sup>253</sup>

Cependant, nous pouvons observer certaines distinctions importantes entre les CPA et les UBPC. En premier lieu, tandis que les CPA étaient issues d'un processus d'évolution naturelle parmi les petits paysans privés, les UBPC sont apparues avec la collaboration du gouvernement et des anciens travailleurs agricoles des fermes étatiques. La seconde distinction porte sur l'affiliation des membres de coopérative. À la différence des membres des CPA, les associés des UBPC ne font pas partie de l'ANAP. En troisième lieu, dans le cas des UBPC, la propriété de la terre reste sous la propriété étatique, contrairement à celle des CPA. Finalement, la dernière distinction se rapporte à la question d'autonomie des coopératives.<sup>254</sup> Selon Alvarez, en comparaison avec les CPA, le fait que les terres occupées par les UBPC restent sous la propriété étatique limite le degré d'autonomie des UBPC.<sup>255</sup> Toutefois, comme Royce le souligne, la décentralisation et la prise de décision individuelle correspondent à un processus graduel qui

---

<sup>252</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 77.

<sup>253</sup> Ibid., 78.

<sup>254</sup> Ibid., 80-81.

<sup>255</sup> Ibid.

continue perpétuellement, et la propriété étatique ne présente nécessairement ni une entrave à l'accès à une plus grande autonomie ni à une participation plus élevée.<sup>256</sup>

Il faut mentionner que la nouvelle réforme agraire ne s'est pas bornée à la création des UBPC. Outre les UBPC, les Fermes étatiques de nouveau type (GENT) ont aussi été introduites, possédant plus d'autonomie administrative que les fermes étatiques traditionnelles. Les GENT sont présentement gérées par des coopératives ouvrières et 50 % des profits y sont partagés entre les ouvriers eux-mêmes, bien qu'elles restent sous la propriété étatique.<sup>257</sup> L'expérience des GENT constitue une étape importante dans la création des UBPC sous l'aide gouvernementale, ce qui facilite le processus de transition vers la création de nouvelles UBPC. Autrement dit, les GENT réussies gagnent l'opportunité d'être transformées en des UBPC.<sup>258</sup>

Pareillement, la troisième réforme agraire a consolidé les CCS en fusionnant les petites coopératives pour assurer une meilleure efficacité. Comme mentionné dans la partie sur la réforme agraire socialiste, les CCS correspondent aux associations petites paysannes facilitant l'organisation des prêts et des services de vulgarisation agricole.<sup>259</sup> En 1995, l'ANAP a décidé de renforcer les CCS en améliorant leur gestion et en leur fournissant un plus grand nombre de services.<sup>260</sup> Différemment de l'ancien modèle des CCS, les nouvelles CCS se réjouissent

---

<sup>256</sup> Royce. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?», 47.

<sup>257</sup> Julia Wright. 2009. *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity: Lessons from Cuba*. London & Sterling: Earthscan, 140.

<sup>258</sup> Alvarez. «Surviving Crisis in Cuba: The Second Agrarian Reform and Sustainable Agriculture.», 235, Wright. *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity: Lessons from Cuba*, 139.

<sup>259</sup> Mansata. *Organic Revolution!*, 21.

<sup>260</sup> Adilén María Roque Jaime, Dana Rocío Ávila Lozano, Peter Michael Rosset, et Braulio Machín Sosa. 2011. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*. La Habana: Asociación Nacional de Agricultores Pequeños et La Vía Campesina, 58.

actuellement de meilleurs services professionnels, et sont devenues capables d'élaborer des plans de production avec l'ACOPIO, l'agence étatique de collection et distribution.<sup>261</sup>

De nos jours, le nombre de fermes non étatiques, y compris les UBPC, les CPA et les CCS, a atteint 6398, les UBPC couvrant 37 % de la superficie agricole sur 2448,3 millions d'hectares.<sup>262</sup> D'après les estimations les plus récentes, le nombre de CCS a atteint 3037, couvrant une superficie de 818,5 millions d'hectares, tandis que l'on compte 1078 CPA, occupant une superficie de 585,8 millions d'hectares.<sup>263</sup> Les figures ci-dessous illustrent ainsi la structure la plus récente de la distribution des terres sous la réforme agraire collectiviste et agroécologique<sup>264</sup> :

---

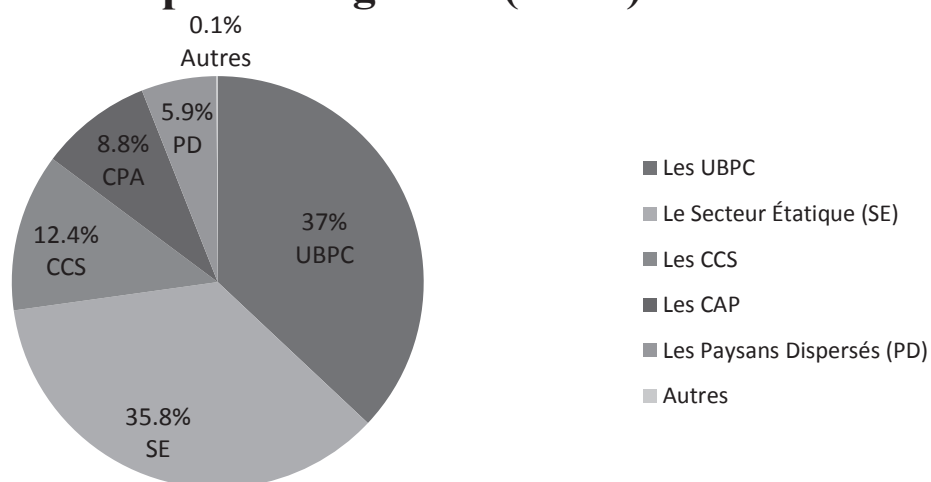
<sup>261</sup> Wright. *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity: Lessons from Cuba*, 140.

<sup>262</sup> La Oficina Nacional de Estadísticas de Cuba. 2009. «Panorama económico y social: Cuba 2009.» Le Gouvernement de Cuba: 14, Ibid. 2008. «Panorama uso de la tierra 2007 (Edición Junio de 2008).» Le Gouvernement de Cuba: 5.

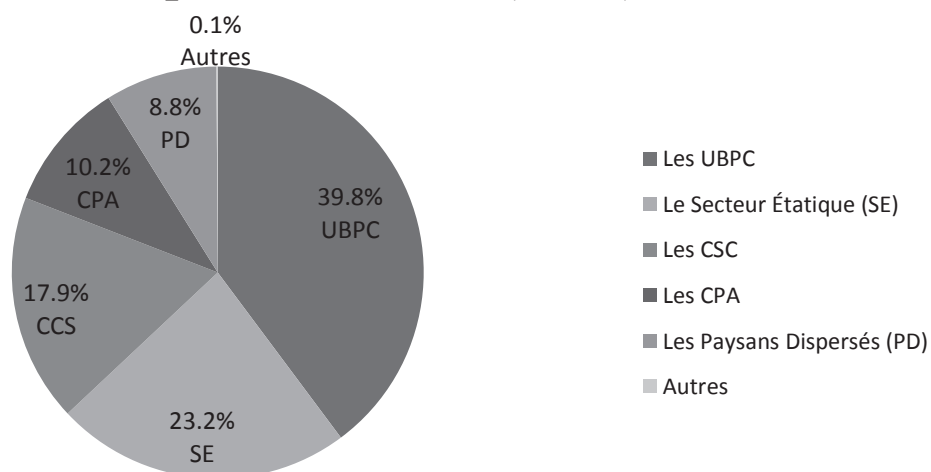
<sup>263</sup> Ibid. «Panorama económico y social: Cuba 2009.», 14, Ibid. «Panorama uso de la tierra 2007 (Edición Junio de 2008).», 5.

<sup>264</sup> Ibid. «Panorama uso de la tierra 2007 (Edición Junio de 2008).», 5.

**Figure 4. La distribution des terres selon la superficie agricole (en %)**



**Figure 5. La distribution des terres selon la superficie cultivée (en %)**



**Figure 6. Pourcentage des terres arables à Cuba (selon la forme de propriété foncière)<sup>265</sup>**

<b>Forme de Propriété</b>	<b>1989-1992</b>	<b>1993</b>	<b>2000</b>	<b>2008</b>
<b>État</b>	83	56.5	33.1	23.2
<b>UBPC</b>	-	26.5	40.6	39.8
<b>CPA+CCS+Producteurs individuels</b>	12	17	26.3	37

Nous pouvons toutefois mieux jauger les résultats de la nouvelle réforme agraire en examinant l'augmentation des revenus paysans, de la participation petite paysanne à la production agricole et de la diversité agricole. Présentement, la petite paysannerie contribue à presque 60 % de la production des légumes, à plus de 75 % de maïs, à presque 95 % d'haricots, à environ 30 % de la production du riz, à plus de 95 % de la production des fruits, à plus de 50 % de la production du lait de vache, à plus de 60 % de la production de la viande, à 75 % de viande de porc et à plus de 50 % de cheptel bovin.<sup>266</sup> Entre 1988 et 2009, la production de la petite paysannerie cubaine a augmenté d'environ 200 %.<sup>267</sup> En termes de capacité productive, le tableau ci-dessous décrit l'accomplissement des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba.

<sup>265</sup> Tiré de Fernando R. Funes-Monzote. 2008. *Farming Like We're Here to Stay: The Mixed Farming Alternative for Cuba*. Wageningen University, 27.

<sup>266</sup> Jaime. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*, 93.

<sup>267</sup> Ibid., 94.

**Figure 7. La capacité productive de Cuba en produits sélectionnés (en tonnes)<sup>268</sup>**

Produits	1993	2005	La hausse de capacité productive en %
Plantes racines	568 727	1 801 800	217 %
Plantains/bananes	400 018	773 500	93 %
Légumes	392 883	3 203 500	715 %
Maïs	49 449	362 500	633 %
Haricots	8819	106 200	1104 %
Citrus	644 466	554 600	- 14 %
Autres Fruits	68 345	819 000	1098 %

En parallèle avec la participation petite paysanne croissante à la production agricole, les revenus des paysans « campesino » (les paysans qui travaillent dans le secteur non étatique) se sont élevés considérablement de 42 % entre 2001 et 2006, sans oublier aussi l'augmentation du salaire agricole mensuel moyen de 62 %.<sup>269</sup> La profession agricole est ainsi devenue l'une des professions les plus payantes dans le pays.<sup>270</sup> En termes de diversité agricole, la première moitié des années 2000 a connu une baisse d'un tiers dans la production de la canne à sucre, suivie de la réduction des terres réservées à la production de la canne à sucre, de 1,3 millions d'hectares au début des années 1980, à 397 000 d'hectares en 2006.<sup>271</sup>

<sup>268</sup> Enríquez. *Reactions to the Market: Small Farmers in the Economic Reshaping of Nicaragua, Cuba, Russia, and China*, 140-141.

<sup>269</sup> Wright. *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity: Lessons from Cuba*, 233.

<sup>270</sup> Ibid.

<sup>271</sup> Ibid., 232.



### 2.3.2. La socialisation de l'agriculture urbaine participative

La réforme collectiviste et agroécologique a aussi engendré la socialisation de l'agriculture urbaine cubaine. L'agriculture urbaine est apparue en 1989 en tant que mouvement de base à Cuba.<sup>272</sup> Cette pratique a connu un grand essor suite à l'effondrement de l'Union soviétique qui avait paralysé les villes cubaines en termes économiques et alimentaires, avec l'interruption des services sociaux telle la collecte des ordures ménagères, ou la suspension de programmes comme la construction de logements, d'industries et de routes.<sup>273</sup>

L'agriculture urbaine cubaine est présentement organisée en six catégories<sup>274</sup> :

- « Huertos populares » (jardins populaires) sont les jardins potagers les plus populaires, initiés spontanément par les citoyens sur les balcons et les toits, dans les patios et les cours.
- « Huertos intensivos » (jardins intensifs) reposent sur le jardinage de lit surélevé (« raised bed gardening ») et sur l'utilisation de compost au sol à ratio élevé. Bien que la majorité des huertos intensivos soient cultivées par des individus, certaines sont gérées par des coopératives et des collectifs.
- « Autoconsumos » sont des jardins d'autoapprovisionnement alloués aux institutions tels les écoles, les usines, les hôpitaux, les centres de recherches et les lieux de travail. Chaque institution détermine son programme de production et de distribution selon ses propres besoins. Les lieux de travail priorisent

---

<sup>272</sup> Cruz. *Agriculture in the City: A Key to Sustainability in Havana*, 24, Mansata. *Organic Revolution!*, 45.

<sup>273</sup> Cruz. *Agriculture in the City: A Key to Sustainability in Havana*, 4.

<sup>274</sup> Mansata. *Organic Revolution!*, 48-50.

l'alimentation du personnel, mais le surplus de production est en général vendu aux prix du marché.

- « Campesinos particulares » sont des petites fermes péri-urbaines, généralement cultivées par des paysans individuels.
- « Empresas estatales » sont des fermes urbaines ou péri-urbaines semi-privées, organisées en des unités plus petites, plus autonomes et plus décentralisées que les organismes étatiques traditionnels.
- « Organopónicos » (jardins organoponiques) correspondent plutôt à une stratégie agricole. Selon les termes de Douzant-Rosenfeld<sup>275</sup>, les organopónicos sont « des jardins à sols rapportés en bandes de 1,2 m de large, installés sur des terrains incultes aux sorties des villes ou dans les quartiers peuplés ». Ces jardins sont donc établis sur des terres infertiles ou des surfaces pavées tels les parcs de stationnement et les sites de construction.

Bien qu'il soit très difficile de préciser le nombre de jardins urbains en raison de leur décentralisation excessive, le nombre de certains types de jardin tels les organopónicos et les huertos intensivos qui sont plus répandus et larges est relativement mieux documenté. D'après les données de 2007, il existe 3861 unités d'organopónico sur 170 053 hectares, face à 7070 d'unités de huerto intensivo sur 9171 hectares.<sup>276</sup>

---

<sup>275</sup> Denise Douzant-Rosenfeld. 1999. «Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine.» *Cahiers des Amériques latines* 2-3 (31-32): 172.

<sup>276</sup> Evelyn R. Gueishman Luis. 2007. *La capacitación, una estrategia posible para elevar producciones organicas en cooperativas agricolas*. Universidad de La Habana, 27-28.

La pratique de l'agriculture urbaine cubaine repose sur trois principes fondamentaux : L'utilisation de méthodes biologiques qui ne contaminent pas l'environnement, l'utilisation des ressources locales de manière rationnelle, et la commercialisation des produits aux consommateurs de manière directe.<sup>277</sup> En tenant compte de ces principes, le Département d'agriculture urbaine (DAU) a tout d'abord organisé de nombreux ateliers et des programmes pédagogiques sur le jardinage biologique.<sup>278</sup> À leur tour, les paysans urbains ont établi des « Clubs d'horticulture », des organisations bénévoles et informelles dans les communautés urbaines ayant pour but d'encourager le partage d'expériences et de connaissances, et organisant des visites dans les régions rurales avec la devise « produit en apprenant, enseigne en produisant, et apprend en enseignant! ».<sup>279</sup> Ces organisations fournissent l'accès aux ateliers de travail, aux larges réseaux avec d'autres paysans, aux marchés payants et à certaines récompenses de la part du Ministère de l'agriculture de Cuba (MINAG).<sup>280</sup>

La socialisation de l'agriculture urbaine a aussi été facilitée par les services de vulgarisation agricole. Les services de vulgarisation sont fournis par des « vulgarisateurs » qui sont des organisateurs, des enseignants et des spécialistes aidant les paysans à assurer une meilleure communication entre eux-mêmes et leur participation aux ateliers, de même qu'à accéder à l'information nécessaire et à d'autres ressources.<sup>281</sup> Jusqu'en 1998, plus de 30 000

---

<sup>277</sup> Nelso Companioni, Yanet Ojeda Hernandez, Egidio Paez, et Catherine Murphy. 2002. «The Growth of Urban Agriculture.» Fernando Funes Martín Bourque, Luis García, Nilda Pérez & Peter Rosset, dir. *Sustainable Agriculture and Resistance: Transforming Food Production in Cuba*. Oakland: Food First Books, 220.

<sup>278</sup> Mansata. *Organic Revolution!*, 47.

<sup>279</sup> Ibid., 47-48.

<sup>280</sup> Catherine Murphy. 2008. «Cultivating Havana: Urban Agriculture and Food Security in the Years of Crisis.» Bharat Mansata, dir. *Organic Revolution!* Kolkata: Earthcare Books, 116.

<sup>281</sup> Ibid., 117.

personnes ont participé aux sessions de formation et aux séminaires organisés par les services de vulgarisation et les institutions de recherche à la ville de La Havane.<sup>282</sup> Similairement aux services de vulgarisation, Cuba a construit des maisons de semences afin d'approfondir le processus de socialisation de l'agriculture urbaine. Ces organismes sont issus du partenariat du secteur privé et public, et se sont spécialisés dans la vente d'intrants de jardinage tels que les semences, les outils et les bioengrais. Jusqu'en 1998, douze maisons de semences ont été établies dans la ville de La Havane.<sup>283</sup>

La propagation des pratiques participatives de l'agriculture urbaine s'est développée en parallèle avec la consolidation de la société civile cubaine.<sup>284</sup> Les Conseils populaires, en tant que mouvements de base, ont offert l'espace nécessaire pour l'émergence des initiatives locales telle l'agriculture urbaine sur la base de la participation citoyenne visant la résolution des problèmes communautaires.<sup>285</sup> La Fondation Antonio Núñez Jiménez pour la nature et l'homme (FANJ) a émergé comme un acteur clef de la société civile cubaine, fournissant de l'assistance aux paysans urbains pour le développement des techniques de production et l'accès à l'information.<sup>286</sup>

C'est ainsi que l'agriculture urbaine est devenue une pratique extensive durant les années 1990 et 2000. Entre 1995 et 1999, la participation populaire à l'agriculture urbaine a connu une

---

<sup>282</sup> Ibid., 118.

<sup>283</sup> Ibid., 118-120.

<sup>284</sup> Cruz. *Agriculture in the City: A Key to Sustainability in Havana*, 24.

<sup>285</sup> Ibid., 6-7.

<sup>286</sup> Adriana Premat. 2009. «State Power, Private Plots and the Greening of Havana's Urban Agriculture Movement.» *City & Society* 21 (1): 34.

hausse considérable, de 3966 à 26 604 personnes.<sup>287</sup> Au début des années 2000, l'agriculture urbaine occupait 12 % de la base du sol de Havane et associait plus de 22 000 producteurs urbains et périurbains, tout en évoluant de la production de subsistance vers la production commerciale.<sup>288</sup> Jusqu'en 2003, l'agriculture urbaine a créé plus de 326 000 postes à l'échelle nationale. D'après les données de 2006, environ 90 % des produits agricoles consommés dans la ville de La Havane provenaient des pratiques de l'agriculture urbaine.<sup>289</sup>

### 2.3.3. La réouverture des marchés agricoles libres

Les efforts pour la décentralisation du secteur agricole et la démocratisation de la prise de décision de la réforme collectiviste et agroécologique ont finalement abouti à la réouverture des marchés libres petits paysans dans le pays en 1994 avec la promulgation du « Projet de loi no. 191 », autorisant la vente de surplus des paysans à des prix déterminés selon la logique de la vente et de la demande, similairement à l'expérience de 1980-1986.<sup>290</sup>

Identiquement à la première expérience de marché libre, la réouverture des marchés libres visait à miner le marché noir, encourager la productivité paysanne, mais aussi à réduire les hauts niveaux de liquidité dans l'économie.<sup>291</sup> Les marchés libres constituaient une grande opportunité pour absorber l'argent que les Cubains ne pouvaient pas dépenser à cause du manque

---

<sup>287</sup> Stricker. *Toward a Culture of Nature: Environmental Policy and Sustainable Development in Cuba*, 42.

<sup>288</sup> Cruz. *Agriculture in the City: A Key to Sustainability in Havana*, 4-5.

<sup>289</sup> Stricker. *Toward a Culture of Nature: Environmental Policy and Sustainable Development in Cuba*, 42.

<sup>290</sup> Botella-Rodríguez. «Cuba's Alternative/Inward-Looking Development Policies. Changing Production Patterns and Land Decentralisation: Towards Sustainable Small Farming (1990-2008).», 11.

<sup>291</sup> Japji Anna Bas. 2006. «Reorientation in Agriculture.» Mauricio A. Font, dir. *Adjusting to New Rules for the Old Game. Cuba in Transition?: Pathways to Renewal, Long-term Development and Re-integration*. New York: City University of New York, 58, Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 134.

d'offre. Le gouvernement a aussi voulu réduire le déficit budgétaire provenant des dépenses sociales grâce aux taxes collectées auprès des petits paysans qui avaient pris leur place sur les marchés libres.<sup>292</sup>

L'expérience de 1994 différait de la précédente en quatre points. En premier lieu, les nouveaux marchés libres ne sont ni exclus de la participation des fermes étatiques et des fermes militaires, ni de celle des paysans privés, des CPA et des UBPC.<sup>293</sup> En second lieu, les UBPC ont émergé comme un joueur important sur les marchés libres face aux paysans privés et aux CPA, ce qui a stimulé la participation petite paysanne sur ces marchés.<sup>294</sup> Les UBPC sont autorisées à vendre 20 % de leurs objectifs de production globaux et 20 % de leur surplus sur les marchés libres à condition qu'ils respectent au minimum 80 % de leurs objectifs de production globaux, divisés en niveaux d'engagement mensuels.<sup>295</sup> En troisième lieu, la nouvelle vague de libéralisation des marchés agricoles a affecté une plus grande diversité de produits agricoles en comparaison avec la première expérience de marché libre, incluant les aliments transformés.<sup>296</sup> En quatrième lieu, contrairement aux régulations de marché libre des années 1980, les activités commerciales des petits producteurs ne sont pas limitées à la vente des produits agricoles dans leur marché local, ces derniers étant autorisés à exposer leurs produits sur les marchés qu'ils désirent. Par exemple, les UBPC, qui trouvaient les prix de leur marché local considérablement bas, sont libres d'aller exposer leurs produits à la ville de La Havane, malgré les charges de

---

<sup>292</sup> Bas. «Reorientation in Agriculture.», 58.

<sup>293</sup> Abbassi. «The Role of the 1990s Food Markets in the Decentralization of Cuban Agriculture.», 33.

<sup>294</sup> Ibid.

<sup>295</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 78-79.

<sup>296</sup> Ibid., 100, Enriquez. *Reactions to the Market: Small Farmers in the Economic Reshaping of Nicaragua, Cuba, Russia, and China*, 134.

transport supplémentaires. De plus, le gouvernement encourage la vente des produits dans les espaces urbains en réduisant les taxes.<sup>297</sup>

Jusqu'en décembre 1994, plus de 200 marchés ont été établis, tout en suscitant un large soutien populaire dans le pays.<sup>298</sup> Dès la première année de leur établissement, les ventes sur les marchés libres ont atteint plus de 20 000 tonnes de produits agricoles et de viande, ce qui correspond à 25-30 % de la production totale vendue à la population, tout en fournissant une quantité entre un quart et un tiers de l'apport calorique total de la population cubaine. Jusqu'en 1999, le volume de ventes a triplé, et les taxes annuelles collectées par le gouvernement ont atteint une somme de plus de 5 millions de pesos.<sup>299</sup> Au bout du compte, comme Bas l'admet, les marchés libres ont été très utiles pour offrir des prix plus bas qu'ils ne l'étaient sur les marchés noirs, de même que pour augmenter l'accès à l'alimentation, mais ils demeurent toujours l'objet de sérieuses controverses puisqu'ils offrent des produits à des personnes à revenus relativement élevés.<sup>300</sup>

---

<sup>297</sup> Alvarez. *Cuba's Agricultural Sector*, 79.

<sup>298</sup> Abbassi. «The Role of the 1990s Food Markets in the Decentralization of Cuban Agriculture.», 32.

<sup>299</sup> Bas. «Reorientation in Agriculture.», 59.

<sup>300</sup> Ibid., 58-59.

### 2.3.4. La consolidation et la transnationalisation de la société civile cubaine :

#### Le cas de l'ANAP et de l'ALBA

La troisième réforme agraire a aussi engendré l'expansion et la transnationalisation de la société civile agraire cubaine à la lumière des politiques de souveraineté alimentaire. Celles-ci ont été conduites principalement par la régénération de l'ANAP et la montée du mouvement de CaC. Tout d'abord, suite à l'introduction de la troisième réforme agraire, l'ANAP a officiellement déclaré son support en faveur de la transformation agroécologique du pays. L'objectif primordial de l'ANAP s'est ainsi élargi pour comprendre « l'encouragement et le développement de l'utilisation des techniques agricoles agroécologiques ».<sup>301</sup> Par conséquent, ayant adopté l'encouragement des méthodes agroécologiques parmi les paysans comme une tâche principale, elle a redéfini ses buts fondamentaux selon les principes agroécologiques : Restaurer et promouvoir les pratiques des petits paysans à travers des échanges entre paysans; supporter les transferts de technologies horizontaux par le biais des méthodes participatives qui encouragent l'utilisation de technologies durables; diriger des recherches nécessaires pour la vulgarisation agroécologique, l'éducation publique et le transfert de technologies durables.<sup>302</sup> Il est donc à préciser que le rôle de l'ANAP a été crucial dans l'approfondissement de la troisième réforme agraire à Cuba.

L'ANAP réunit présentement en son sein environ 400 000 paysans du secteur non étatique cubain, y compris les coopératives comme les CCS, les CPA, et les paysans

---

<sup>301</sup> Mavis D. Alvarez. 2002. «Social Organization and Sustainability of Small Farm Agriculture in Cuba.» Fernando Funes Martin Bourque, Luis Garcia, Nilda Pérez, & Peter Rosset, dir. *Sustainable Agriculture and Resistance*. Oakland: Food First Books, 85.

<sup>302</sup> Ibid.



individuels.<sup>303</sup> Il faut ajouter que la majorité des activités de l'ANAP sont décentralisées à travers ses offices provinciaux et régionaux, et que cette structure décentralisée a été très efficace dans le maintien des relations étroites avec les membres et dans la distribution équitable de l'information agricole.<sup>304</sup> Parmi les activités les plus importantes de l'ANAP, on peut énumérer l'élaboration des programmes agricoles pour renforcer les capacités des petits paysans, le développement des programmes de CaC, la réorientation des programmes de formation agricole sur la base de l'agroécologie et l'organisation des débats sur la sécurité alimentaire et le développement durable.<sup>305</sup> En ce qui concerne les activités pédagogiques de l'ANAP, celles-ci sont encouragées par plusieurs acteurs internationaux telle la FAO qui soutient un projet de coopération technique pour la formation en agriculture durable, sans oublier le soutien des techniciens du Programme de CaC nicaraguayen, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), du Consortium latino-américain sur l'agroécologie et le développement (CLAD), de l'Institut pour les politiques alimentaires et le développement (FoodFirst!), et du PpM, une organisation non gouvernementale (ONG) allemande.<sup>306</sup>

Suite à la Septième rencontre régionale du programme de CaC qui a eu lieu au Centre national de formation de l'ANAP en novembre 1996, l'ANAP a établi un mouvement de CaC afin d'encourager la pratique de l'agroécologie et la mise en place des politiques de souveraineté

---

<sup>303</sup> Fernando R. Funes-Monzote. 2009. «Agricultura sustentavel/agroecologia: Cuba hacia la ruptura del monocultivo.» Dans *Seminario Internacional "Experiencias de Agendas 21: Os Desafios do Nosso Tempo"*. Ponta Grassa, Brasil.

<sup>304</sup> Alvarez. «Surviving Crisis in Cuba: The Second Agrarian Reform and Sustainable Agriculture.», 243.

<sup>305</sup> Ibid., 242-243.

<sup>306</sup> Luis García. 2002. «Agroecological Education and Training.» Fernando Funes Martín Bourque, Luis García, Nilda Pérez, & Peter Rosset, dir. *Sustainable Agriculture and Resistance*. Oakland: Food First, 106, Eric Holt-Giménez. 2006. *Campesino a Campesino: Voices from Latin America's Farmer to Farmer Movement for Sustainable Agriculture*. Oakland: Food First Books, 33.

alimentaire.<sup>307</sup> En parallèle, l'ANAP est devenue membre de la Coordination régionale du programme de CaC du Réseau interaméricain pour l'agriculture et la démocratie (RIAD), associant plusieurs mouvements paysans des pays latino-américains et caribéens.<sup>308</sup>

Le mouvement de CaC est un mouvement de base paysan qui est apparu durant les années 1970 et 1980 dans des pays tels le Mexique et le Guatemala, et qui a connu son ascension suite aux expériences de l'Association nationale des agriculteurs et des éleveurs du Nicaragua (UNAG) et de l'ANAP à Cuba. En tant que réaction de base à l'imposition du projet de mondialisation néolibérale aux paysans du monde, ce mouvement encourage l'expansion des techniques agroécologiques et de la solidarité paysanne à travers les échanges entre paysans de manière à permettre le partage et l'apprentissage horizontal du savoir-faire à partir des principes de développement agricole durable.<sup>309</sup> Ce mouvement propose une méthodologie particulière de CaC qui correspond à « une forme de promotion et d'amélioration des systèmes de production qui vise à obtenir une meilleure durabilité à partir du principe de la participation et de l'autonomisation, en valorisant l'initiative paysanne ».<sup>310</sup> Soutenu financièrement par des ONG nationales et transnationales tels le Pain pour le monde (PpM), le Centre catholique français pour le développement (CCFPD) et le Conseil des églises de Cuba (CEC)<sup>311</sup>, le programme de CaC de l'ANAP repose sur cinq principes :

---

<sup>307</sup> Alvarez. «Social Organization and Sustainability of Small Farm Agriculture in Cuba.», 85.

<sup>308</sup> Ibid., 87.

<sup>309</sup> Holt-Giménez. *Campesino a Campesino: Voices from Latin America's Farmer to Farmer Movement for Sustainable Agriculture*, xvii, xxi.

<sup>310</sup> Jaime. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*, 66.

<sup>311</sup> Ibid., 64, Alvarez. «Social Organization and Sustainability of Small Farm Agriculture in Cuba.», 86.

- 1- Commencer lentement et petit à petit pour faciliter la propre évaluation, la réflexion saine, la correction des erreurs, de même que pour réduire l'ampleur des risques potentiels,
- 2- Limiter l'introduction des technologies pour un meilleur apprentissage technique, en commençant par les moins complexes et les plus indispensables,
- 3- Obtenir un succès rapide et reconnaissable de manière à ce que l'on accroisse la motivation pour la participation aux processus agroécologiques,
- 4- Expérimenter à petite échelle afin d'assurer la sécurité de production et la confiance dans les nouvelles technologies,
- 5- Développer un effet multiplicateur entre les groupes paysans pour propager les techniques agroécologiques.<sup>312</sup>

Les activités du programme de CaC de l'ANAP sont diverses. L'activité principale du programme consiste en la réunion de l'assemblée générale des coopératives où les facilitateurs, les promoteurs et les coordonnateurs de CaC discutent et prônent les techniques agroécologiques. Une autre activité importante du programme de CaC est les ateliers dont le but est « de socialiser les expériences et de construire collectivement de nouvelles connaissances ». L'« évaluation participative rapide » sert à révéler les problèmes qui affectent ou limitent la production, ainsi qu'à déterminer les mesures à entreprendre. Les visites et les échanges sont aussi une activité très courante chez les membres du programme de CaC qui valorisent les échanges entre communautés. Les rencontres aux niveaux régional, municipal, provincial et national qui accueillent les promoteurs, les facilitateurs, les coordonnateurs et d'autres acteurs pertinents constituent un autre moyen de socialisation de la conscience, de l'organisation et des pratiques

---

<sup>312</sup> Jaime. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*, 69-70.

agroécologiques.<sup>313</sup> Finalement, il convient d'ajouter que la socialisation de l'agroécologie ne se borne pas aux rencontres purement techniques, mais sert aussi de l'utilisation des moyens didactiques et culturels tels les témoignages, les démonstrations didactiques, les chansons, les poèmes, les sociodrames, la propagation des affiches, les exhibitions de photographes et les exhibitions de produits, de semences, de matériaux et d'innovations.<sup>314</sup>

Les cadres du mouvement de CaC cubains se composent de promoteurs, de facilitateurs et de coordonnateurs.<sup>315</sup> Les promoteurs sont les cadres de base du mouvement de CaC cubain, des bénévoles dédiés au développement de leur communauté et à la protection de l'environnement et de la nature. D'un autre côté, les facilitateurs sont membres de coopératives et/ou travaillent sous un contrat pour leur coopérative, et ont pour but de faciliter la promotion et la propagation des techniques agroécologiques en planifiant la formation agroécologique et en organisant des ateliers. Ils sont choisis selon leur vocation, leurs compétences en communication et leur disponibilité, mais à la différence des promoteurs, certains facilitateurs sont aussi payés par leur coopérative. Les coordonnateurs sont des cadres qualifiés liés à la direction de l'ANAP et chargés de la formation des groupes de travail de CaC dans les municipalités et les provinces. À la différence des facilitateurs qui travaillent dans le cadre des coopératives, le travail des coordonnateurs ne se borne pas au cadre local, mais contribue également à l'établissement de liens entre divers organismes alliés.<sup>316</sup>

---

<sup>313</sup> Ibid., 70-74.

<sup>314</sup> Ibid., 71.

<sup>315</sup> Ibid.

<sup>316</sup> Ibid., 85-86, 88-89.

Le programme de CaC de l'ANAP est devenu un mouvement de masse au niveau national suite à la Première rencontre nationale du programme de CaC qui a eu lieu en février 2001 avec la participation d'environ 5800 familles paysannes, 200 promoteurs, facilitateurs et autres dirigeants de l'ANAP.<sup>317</sup> D'après les données de 2008, le programme est présent dans 155 municipalités (85 % du pays) avec 3052 facilitateurs et 9211 promoteurs.<sup>318</sup> Selon les données les plus récentes, tandis que le nombre de facilitateurs a régressé à 3031, celui des promoteurs a atteint 11 935. De même, le nombre de coordonnateurs a atteint 170, et la participation des familles paysannes est montée jusqu'à 110 000.<sup>319</sup> La portée du succès du mouvement de CaC cubain est même plus élevée que celle du succès de l'ensemble du mouvement de CaC mésoaméricain. Tandis que le mouvement de CaC méso-américain avait gagné seulement 30 000 membres en 30 ans, le mouvement de CaC cubain a réuni plus de 100 000 membres en une seule décennie.<sup>320</sup>

En dernière analyse, à partir du cas des programmes de CaC, nous pouvons affirmer que les politiques de souveraineté alimentaire défendues par l'ANAP reposent sur le maintien d'un vaste réseau de coopération et d'interactions nationales et transnationales. Au niveau national, le réseau d'alliance de l'ANAP se compose de plusieurs institutions universitaires et gouvernementales, de même que d'organisations de base et non gouvernementales tels les Conseils populaires, le CEC et la FANJ. Parmi les institutions universitaires, on compte le CEAD, l'Association cubaine des techniciens agricoles et forestiers (ACTAF), l'Institut

---

<sup>317</sup> Ibid., 17, 75-76.

<sup>318</sup> Funes-Monzote. *Farming Like We're Here to Stay: The Mixed Farming Alternative for Cuba*, 31.

<sup>319</sup> Jaime. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*, 92.

<sup>320</sup> Ibid., 61.

d'investigations fondamentales sur l'agriculture tropicale (INIFAT), l'Institut de sols (IIS), le Centre national de santé végétale (CNSV), l'Institut d'horticulture « Liliana Dimitrova » (IIHLD) et l'Institut de mécanisation agricole (IIMA).<sup>321</sup> Quant aux institutions gouvernementales, l'ANAP continue de maintenir des relations étroites avec les ministères de l'Agriculture, du Sucre, du Commerce extérieur, des Sciences, de la Technologie et de l'Environnement, ainsi qu'avec les universités nationales.<sup>322</sup> D'un côté, la FAO et le PNUD comptent parmi les plus importantes institutions internationales qui soutiennent les politiques de souveraineté alimentaire à Cuba, et d'un autre côté, les institutions non gouvernementales incluent le PpM, La Vía Campesina, le FoodFirst!, le CLAD, l'Institut syndical de coopération au développement (ISCOD), le Centre d'études rurales de polytechnique de Valencia (CERAI), le Comité d'Oxford pour le soulagement de famine (OXFAM), le Groupe de bénévoles civils de l'Italie (GBCI), le RIAD, le Soutien du peuple norvégien (SPN), la Terre des hommes (TdH) et l'Association pour la coopération avec le Sud (ACSUR).<sup>323</sup>

En effet, la transnationalisation de l'ANAP elle-même date de l'année 1993 où quelques coopératives de l'ANAP ont établi des contacts et des échanges avec les mouvements de CaC mexicains et nicaraguayens. Pendant l'été 1995, l'ANAP a accueilli Bairon Corrales et Marcial López, deux leaders de l'UNAG afin de discuter de l'amélioration des méthodes agroécologique et d'accroître l'efficacité de l'agriculture durable. Lors de cette visite, l'ANAP a été invitée à la Sixième réunion régionale de CaC qui a eu lieu au Honduras en novembre 1995. En novembre 1996, Cuba était le pays d'accueil de la Septième réunion régionale de CaC, accueillant environ

---

<sup>321</sup> Alvarez. «Social Organization and Sustainability of Small Farm Agriculture in Cuba.», 86.

<sup>322</sup> Jaime. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*, 141.

<sup>323</sup> Alvarez. «Social Organization and Sustainability of Small Farm Agriculture in Cuba.», 87.

90 délégués de la région de l'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes. Lors de la réunion, l'ANAP a été élu au Comité de liaison et de surveillance du mouvement de CAC.<sup>324</sup>

En tant que membre de La Vía Campesina, l'ANAP y occupe aussi une position clé qui est celle de la coordination de la Commission internationale de travail sur l'agriculture paysanne durable. Elle est également chargée de l'élaboration des stratégies de résistance et de défense de l'agriculture paysanne et familiale, ainsi que de la construction des alternatives tangibles pour la propagation de la souveraineté alimentaire. La Commission s'efforce de créer une synergie parmi les membres de La Vía Campesina pour établir une technologie de base agroécologique qui respecte aussi les connaissances traditionnelles des paysans et des autochtones. À cette fin, la Commission a pris l'habitude de documenter et de systématiser les expériences agroécologiques entre les membres de La Vía Campesina pour ensuite socialiser et faciliter la mise en place de processus d'apprentissage horizontal entre les pays.<sup>325</sup>

Finalement, en ce qui concerne La Vía Campesina, il convient d'ajouter que le succès de l'ANAP dans le développement du mouvement de CaC est présentement reconnu au plan transnational. D'après les documents politiques de La Vía Campesina adoptés lors de la Cinquième conférence qui s'est tenue en Mozambique en octobre 2008, « l'expérience de beaucoup d'organisations membres de La Vía Campesina, plus particulièrement celle de l'ANAP à Cuba, ont démontré que la méthode de CaC est le meilleur moyen pour les paysans et les familles agricoles de développer et de partager leurs propres moyens de cultures, systèmes et technologies agroécologiques »<sup>326</sup>.

---

<sup>324</sup> Jaime. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*, 62-63.

<sup>325</sup> Ibid., 27.

<sup>326</sup> La Via Campesina. 2008. «Documents politiques de La Vía Campesina.». Indonésie: Secrétariat opérationnel international., 200.

Dans ses relations transnationales, l'ANAP accorde également une attention particulière aux mouvements paysans vénézuéliens. Dans le cadre du « Projet de formation intégrale pour les paysans et les peuples autochtones avec une approche agroécologique », 34 cadres de l'ANAP travaillent de façon permanente dans 22 États et 205 municipalités du Venezuela. Ils ont ouvert 565 salles de classe en agroécologie avec la participation de 10 744 personnes, de même que sept écoles régionales d'agroécologie. L'ANAP a aussi éduqué 641 leaders paysans vénézuéliens dans son « Centre de formation Niceto Pérez » à Cuba.<sup>327</sup>

Il convient de mentionner que la transnationalisation des politiques cubaines de la souveraineté alimentaire ne se borne pas aux activités de l'ANAP. L'ALBA, dont Cuba et le Venezuela sont parmi les membres-fondateurs, représente le moyen le plus puissant pour la transnationalisation de la souveraineté alimentaire en Amérique latine. Comme Barra et Bruno<sup>328</sup> le remarquent, assurer la distribution des terres et la sécurité alimentaire constitue un but fondamental déclaré par l'ALBA elle-même. De plus, le Conseil des mouvements sociaux, l'un des trois organes majeurs de l'ALBA, comprend de larges mouvements sociaux latino-américains.<sup>329</sup> À ce point, il importe de préciser que l'ALBA constitue la première organisation internationale qui a su normaliser une conception critique de sécurité alimentaire priorisant la souveraineté alimentaire.<sup>330</sup>

---

<sup>327</sup> Jaime. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*, 115.

<sup>328</sup> Ximena De La Barra, et Richard A. Dello Bruno. 2009. *Latin America After the Neo-liberal Debacle*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, 255.

<sup>329</sup> Thomas Muhr. 2010. «Counter-Hegemonic Regionalism and Higher Education for All: Venezuela and the ALBA.» *Globalization, Societies and Education* 8 (1): 8, 21.

<sup>330</sup> ALBA-TCP. *Acuerdo de seguridad y soberanía alimentaria de los países miembros de Petrocaribe y el ALBA. Alba Alimentos*, Ibid. 2011. *Acuerdo para la implementación de programas de cooperación en materia de soberanía y seguridad alimentaria*. En ligne. <http://www.alba-tcp.org/contenido/acuerdo-para-la-implementación-de-programas-de-cooperación-en-materia-de-soberanía-y-seguri> (page consultée le 26 Janvier 2011).



Comme Williams<sup>331</sup> le décrit, la structure interne de l'ALBA est issue de trois composants fondamentaux : les Grannacionales, les Accords de commerce des peuples (ACP) et la Banque de l'ALBA. Les Grannacionales sont des joint-ventures entre les États-membres de l'ALBA dont les activités se concentrent sur la provision des services humains fondamentaux comme la santé, la pétrochimie et l'alimentation.<sup>332</sup> Les ACP réfèrent aux initiatives commerciales qui fournissent des termes avantageux pour les nations sous-développées.<sup>333</sup> D'un autre côté, la Banque de l'ALBA est chargée d'assurer une structure financière plus équitable et de supporter les ACP et les activités des Grannacionales.<sup>334</sup> Cette structure tripolaire prépare le terrain pour l'élaboration des politiques de souveraineté alimentaire en Amérique latine, de même que pour la consolidation de ces politiques à Cuba à travers des outils comme la Banque alimentaire, l'initiative d'ALBA Alimentos et le Fonds de sécurité alimentaire (FSA).<sup>335</sup>

Il convient de souligner que, suite à la crise alimentaire mondiale de la seconde moitié des années 2000, la souveraineté alimentaire est devenue à la fois une règle formelle et informelle parmi les nations de l'ALBA. En 2008, l'ALBA a annoncé la construction d'une alliance régionale contre la crise alimentaire avec un FSA de 100 millions de dollars, ainsi que la signature de « l'Accord pour les programmes de coopération dans les domaines de sécurité et de souveraineté alimentaires » afin de consolider les industries agroalimentaires latino-

---

<sup>331</sup> Shannon D. Williams. 2009. *The Bolivarian Alternative for the Americas: Rethinking economic integration after the failures of neoliberalism*. The University of Tennessee, 59.

<sup>332</sup> Ibid., 60.

<sup>333</sup> Ibid., 74.

<sup>334</sup> Ibid., 67.

<sup>335</sup> SELA. 2010. «La Seguridad Alimentaria y el precio de los Alimentos en America Latina y el Caribe: Situacion Actual y Perspectivas.» Secretaría Permanente del SELA: 17.

américaines.<sup>336</sup> Tout ceci a officiellement normalisé le fait que la souveraineté alimentaire est la condition sine qua non de la sécurité alimentaire.<sup>337</sup> En outre, le Programme alimentaire de l'ALBA a initié un projet agricole de 9 millions de dollars à Haïti, et a développé dix projets de 13 millions de dollars dans différents pays du continent.<sup>338</sup> En février 2009, les pays membres de l'ALBA ont signé un « Accord de sécurité et de souveraineté alimentaires », et ont décidé de créer une entreprise alimentaire supranationale, ALBA Alimentos, ayant pour but d'« assurer la souveraineté alimentaire » en Amérique latine, avec un investissement initial de 49 millions de dollars.<sup>339</sup> En 2010, l'ALBA a investi plus de 831 000 de dollars à Cuba pour la réalisation du « Proyecto endógeno » qui vise l'installation d'un mécanisme d'irrigation et des unités pour l'élevage porcin, à la construction des ateliers de réparation et à la distribution des outils et des pièces pour les camions et les tracteurs.<sup>340</sup>

---

<sup>336</sup> ALBA-TCP. *Acuerdo para la implementación de programas de cooperación en materia de soberanía y seguridad alimentaria.*; SELA. 2008. «The Increase in Food Prices: SELA's Response.»: 4.

<sup>337</sup> ALBA-TCP. *Acuerdo para la implementación de programas de cooperación en materia de soberanía y seguridad alimentaria.*

<sup>338</sup> Humberto Marquez. 2010. *Latin America: Stemming Food Crisis Must Be Regional Priority.* En ligne. <http://www.allbusiness.com/government/international-organizations-bodies/13028290-1.html> (page consultée le 8 Juin 2010).

<sup>339</sup> ALBA-TCP. *Acuerdo de seguridad y soberanía alimentaria de los países miembros de Petrocaribe y el ALBA. Alba Alimentos*, James Suggett. 2010. *ALBA Trade Bloc Forms Joint Food Company at Summit in Venezuela.* En ligne. <http://venezuelanalysis.com/news/4165> (page consultée le 8 Juin 2010).

<sup>340</sup> RadioRebelde. 2010. «Cuban Farmers Benefit From ALBA Project.» (24 Janvier 2011). En ligne. <http://www.radiorebelde.cu/english/news/cuban-farmers-benefit-from-alba-project-20100507/> (page consultée le 1 Janvier 2011).

## **Conclusion**

La structure agraire cubaine est donc marquée par trois réformes agraires. La première réforme était d'une nature nationale-démocratique et visait à éliminer la prédominance de la bourgeoisie sucrière et la domination impérialiste des États-Unis dans le secteur agricole, de même que les disparités rurales croissantes sous la dictature du général Batista, sans rompre toutefois avec la paysannerie moyenne cubaine. D'autre part, la réforme accordait une attention particulière à la petite paysannerie, d'où l'établissement de l'ANAP en 1961 et l'émergence d'un mouvement coopératiste. Cependant, l'hostilité croissante des États-Unis contre la Révolution et la montée des mouvements contre-révolutionnaires menés par la bourgeoisie rurale ont eu comme conséquence la radicalisation de la Révolution cubaine et l'introduction d'une deuxième réforme agraire de nature socialiste en 1963 suite à laquelle le secteur étatique est devenu l'acteur dominant dans le secteur agricole cubain. Cependant, cette transformation n'a pas réduit l'importance de la petite paysannerie dans le secteur agricole cubain, puisque les petits paysans détenaient plus de 30 % des terres arables de meilleure qualité que celles du secteur étatique. Parallèlement, le mouvement coopératiste a connu un essor significatif suite au Premier congrès du PCC en 1975 avec l'établissement des CCS et des CPA sous l'initiative de l'ANAP. L'essor du mouvement coopératiste a connu un tel succès que le début des années 1980 a vu l'ouverture des marchés agricoles libres pour augmenter la productivité petite paysanne, entraver le marché noir et répondre aux besoins croissants des consommateurs. Toutefois, au vue de leur incapacité de combattre efficacement la corruption, la montée des prix, la spéculation et l'inégalité croissante des revenus des paysans privés vis-à-vis des paysans coopératifs, l'ANAP a décidé de liquider les marchés libres.

Bien que la réforme socialiste ait réussi à éliminer la malnutrition, augmenter le pouvoir d'achat de la population, distribuer les aliments de façon équitable et améliorer les conditions de la petite paysannerie, elle a aussi de sévères répercussions sur les plans socioéconomique et écologique, qui se sont révélées suite à l'effondrement du système socialiste international et à l'éclatement d'une crise économique et alimentaire au début des années 1990. En conséquence de la réforme agraire socialiste, Cuba a connu les taux de développement les plus élevés de l'Amérique latine, mais en a payé le prix en devenant un pays mono-exportateur et multi-importateur extrêmement dépendant des privilèges commerciaux offerts par le système socialiste international, sans aussi mentionner d'autres problèmes socioéconomiques et écologiques tels l'hyperspécialisation, la monoculture et l'intensification excessive, la déforestation, la migration rurale-urbaine, la salinisation, l'érosion, le compactage et la perte de fertilité de la terre, ainsi que l'hyper-dépendance envers les intrants externes.

Ainsi, la crise économique et alimentaire de Cuba a conduit à une troisième réforme agraire de nature collectiviste et agroécologique, ce qui a engendré la transition la plus large de l'agriculture conventionnelle et industrielle vers l'agriculture biologique et semi-biologique dans l'histoire de l'humanité. Cette reconfiguration collectiviste et agroécologique reposait sur l'introduction des politiques de souveraineté alimentaire dans le secteur agricole de façon à révolutionner la structure agraire cubaine de bas en haut. La conséquence la plus tangible de ce processus a été celle de la re-paysannisation de la société cubaine à travers la multiplication des coopératives agraires même dans les zones urbaines, l'augmentation des emplois agricoles et des revenus paysans.

Notre étude a donc démontré que les politiques de souveraineté alimentaire introduites par cette réforme reposent sur quatre piliers fondamentaux : la collectivisation des terres avec

l'établissement des UBPC, la socialisation de l'agriculture urbaine participative, la réouverture des marchés agricoles libres, et la consolidation et la transnationalisation de la société civile agraire cubaine grâce aux expériences du mouvement agroécologique de CaC et de l'ALBA.

Modelées sur l'expérience des CPA, les UBPC ont été établies selon les principes de l'autoadministration et de l'autosuffisance avec la collectivisation des terres en possession de l'État. Les GENT ont été aussi introduites pour faciliter la transition des anciennes fermes étatiques vers la vie de coopérative. Sous l'initiative de l'ANAP, le mouvement coopératif a connu une hausse considérable chez les paysans privés en faveur de la consolidation des CCS. Ainsi, non seulement la contribution de la petite paysannerie cubaine à la production alimentaire a augmenté, mais les revenus petits paysans se sont tellement élevés que la paysannerie est devenue l'une des professions les plus payantes du pays.

En parallèle avec l'essor du mouvement coopératiste, l'agriculture urbaine participative et agroécologique est devenue une pratique populaire reposant sur les principes de la production biologique, de l'utilisation des ressources locales de manière rationnelle, et de la commercialisation directe. Ce mouvement de base a été consolidé avec l'établissement des Clubs d'horticulture sous l'initiative citoyenne, l'émergence des Conseils populaires cherchant à trouver des solutions locales aux problèmes des communautés, l'introduction des services de vulgarisation facilitant l'accès à l'information, la formation des maisons de semences fournissant les matériaux nécessaires pour l'agriculture urbaine et l'apparition de nouveaux acteurs au sein de la société civile cubaine, telle la FANJ, qui encouragent les pratiques agroécologiques.

De la même façon, la réouverture des marchés agricoles libres constitue une autre instance de décentralisation du secteur agricole et de démocratisation de la prise de décision dans le cadre de la réforme agraire. Ceux-ci ont contribué à l'absorption de l'argent non dépensé dû au

manque d'offre, à la réduction du marché noir, à l'augmentation de l'accès à l'alimentation, à la réduction du déficit budgétaire grâce à la taxation et à l'incitation de la productivité petite paysanne.

Enfin, la troisième réforme agraire a engendré l'expansion et la transnationalisation du mouvement petit paysan cubain sous l'initiative de l'ANAP et grâce à l'expérience de l'ALBA. Tel qu'expliqué dans la partie précédente, le rôle de l'ANAP dans la socialisation des pratiques agroécologiques et collectivistes est incontestable. Suite à la troisième réforme agraire, l'ANAP a redéfini ses buts fondamentaux à la lumière des principes agroécologiques et a concentré ses efforts sur le développement du mouvement de CaC dans le pays en collaboration avec diverses institutions étatiques et civiles cubaines, de même qu'avec des institutions et programmes internationaux comme la FAO et le PNUD, et des acteurs transnationaux tels le CLAD, le FoodFirst!, l'OXFAM, le PpM, le CCFpD et La Vía Campesina. Le succès de l'ANAP dans la transformation du mouvement de CaC en un mouvement de masse à l'échelle nationale est aussi dû à la formation des promoteurs, des facilitateurs et des coordonnateurs, qui sont des cadres motivés, éduqués et disciplinés ayant consacré leurs efforts à la socialisation de l'agroécologie à Cuba.

Par conséquent, Cuba a émergé comme le promoteur transnational de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie en Amérique latine, tout en occupant des positions clés dans les organisations paysannes transnationales tels La Vía Campesina et le mouvement de CAC latino-américain. Nous pouvons affirmer que grâce à son support bilatéral au développement de l'agroécologie au Venezuela, le Venezuela a adopté la souveraineté alimentaire comme une

norme gouvernementale.<sup>341</sup> Comme Reardon le cite, le Venezuela est ainsi devenu « l'un des rares pays dans le monde à rendre le crédit disponible spécifiquement pour les agriculteurs engagés dans des projets agro-écologiques » grâce à l'assistance cubaine qui comprend aussi l'envoi de plus 2000 spécialistes agricoles dans le pays, de manière à remplacer « les produits agrochimiques toxiques de Bayer, Cargill, Monsanto et d'autres ».<sup>342</sup> Ces efforts ont finalement abouti à la transnationalisation des normes et des politiques de souveraineté alimentaire chez les nations de l'ALBA à travers des accords multilatéraux et des mesures pratiques tels l'établissement d'un fond, d'une banque, d'une multinationale et de programmes alimentaires. La spécificité de la position de l'ALBA sur les questions alimentaires consiste en son approche considérant la souveraineté alimentaire comme la condition préalable de la sécurité alimentaire, et qui inclut les mouvements sociaux agraires à la prise de décision dans la direction des politiques de souveraineté alimentaire.

En nous basant sur nos indicateurs élaborés dans la partie sur les concepts fondamentaux qui guident notre recherche, la présence des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba s'avère dans les domaines de production, de distribution et de consommation alimentaires. En premier lieu, la pratique de l'agriculture n'est pas seulement axée sur la quantité, mais vise aussi l'augmentation de la qualité et de la variété des aliments, conformément aux principes agroécologiques et de développement durable. Tandis que la montée du mouvement de CaC cubain sert à vulgariser les techniques agroécologiques, à augmenter la qualité des aliments et à

---

<sup>341</sup> Alan Broughton. 2011. *Moving Toward Land Reform, Food Sovereignty and Agroecology in Venezuela*. En ligne. <http://venezuelanalysis.com/analysis/5586> (page consultée le 12 Avril 2011), Juan Reardon. 2011. *From Agribusiness to Agroecology? An Analysis of Venezuela's Nationalization of AgroIsleña*. En ligne. <http://venezuelanalysis.com/analysis/5723> (page consultée le 12 Avril 2011).

<sup>342</sup> Ibid. *From Agribusiness to Agroecology? An Analysis of Venezuela's Nationalization of AgroIsleña*.

changer les habitudes alimentaires en faveur d'une alimentation biologique; l'adoption d'une politique agricole de substitution des importations, la réduction des terres réservées à la production des produits d'exportation telle la production sucrière (une réduction de 13 millions d'hectares à 397 000 hectares) et l'accent des politiques de souveraineté alimentaire sur la production des aliments pour la consommation quotidienne tels les légumes et les fruits contribuent largement à l'augmentation de la variété des aliments à Cuba. De même, la capacité des agriculteurs et de l'État à choisir ce qui sera produit sur leur territoire est considérablement élevée, étant donné l'exclusion de Cuba du système-alimentaire néolibéral et la décentralisation de la production agricole. En effet, la production agricole est orientée non vers l'exportation, mais plutôt vers les marchés locaux grâce à la décentralisation de l'accès à l'alimentation suite à la réouverture des marchés agricoles libres.

En second lieu, la présence des politiques alimentaires s'explique par l'absence de grandes chaînes de détaillants et l'augmentation de la variété et de la valeur de l'offre des produits alimentaires locaux à Cuba, de même que par la multiplication des petits agriculteurs et l'établissement des liens directs entre les petits producteurs et les consommateurs dans les communautés. Quant à la troisième catégorie des politiques de souveraineté alimentaire, il ne fait aucun doute que les consommateurs ont acquis une indépendance puissante envers l'industrie agroalimentaire qui domine présentement le système alimentaire mondial. Vu l'expansion de l'éducation agroécologique parmi les Cubains suite à la socialisation de l'agriculture urbaine et de la production agricole à petite échelle, nous pouvons aussi observer que ceux-ci ont gagné une conscience claire en faveur des pratiques agricoles saines et locales.

Donc, si nous revenons à l'analyse de la structure domestique agraire cubaine et à l'étude de nos variables à la lumière de ce que nous venons de dire, nous pouvons conclure que les



politiques de souveraineté alimentaire de Cuba sont issues en grande partie de la structure domestique du pays, et de l'absence de ressources et de mécanismes formels et informels pour la gouvernance et la réglementation du système agroalimentaire international dominé par les multinationales et régi par les normes néolibérales. La nature de la structure domestique agraire de Cuba peut être qualifiée comme populaire-démocratique convergeant vers l'idéal-type de structure domestique dominée par la société en raison de ses institutions et de ses processus décisionnels décentralisés et collectivisés, de sa structure sociétale politisée, mobilisée et cohérente, et de la prédominance des réseaux politiques consensuels dans le secteur agricole, d'où, enfin, la capacité transformative de la structure domestique agraire de Cuba. C'est ainsi qu'en dépit de l'absence d'un système agroalimentaire réglementé et régi selon les normes de la souveraineté alimentaire, les acteurs transnationaux peuvent contribuer largement à la construction et à l'élaboration des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba. De même, grâce à la puissance de la structure domestique agraire cubaine, Cuba est même capable de transnationaliser les normes et les politiques de souveraineté alimentaire en Amérique latine.

La décentralisation des institutions et des processus décisionnels de la structure politique agraire cubaine s'explique par le mouvement de collectivisation éclaté lors de la troisième réforme agraire à la lumière des principes de l'autosuffisance, de l'autoadministration et du développement communautaire. Tandis que la construction des UBPC, l'émergence des GENT, la consolidation des CCS et la socialisation de l'agriculture urbaine participative ont donné lieu à l'atomisation de la production agricole et de la prise de décision, l'expansion des marchés agricoles libres a suscité la décentralisation de l'accès à l'alimentation. Ces transformations ont eu de grandes répercussions dans la diversification de la société civile agraire cubaine, d'où la consolidation de la structure sociétale agraire de Cuba. En parallèle, nous pouvons avancer que la

montée du mouvement de CaC et la décentralisation au sein de l'ANAP ont largement contribué à la montée en puissance de la structure sociétale cubaine tout en politisant la société civile agraire cubaine dans la direction de l'agroécologie. La transformation agroécologique de Cuba a aussi engendré l'émergence de nouveaux acteurs civils tels la FANJ et l'Association cubaine pour l'agriculture biologique (ACAO) qui soutiennent l'approfondissement des politiques de souveraineté alimentaire.

Pour éviter toute sorte de réductionnisme pouvant aboutir à la surestimation du rôle de la société civile vis-à-vis de l'État, il convient de préciser que la puissance de la structure sociétale agraire a émergé grâce à une concertation établie par les institutions gouvernementales entre l'État et la société civile agraire, ce qui a donné lieu à la création d'un espace libre d'action politique pour la société civile agraire dont la cohérence et la centralisation sont assurées par la présence d'une association paysanne unique (celle de l'ANAP). Par conséquent, différemment du modèle soviétique, l'organisation sociétale de la campagne a assuré la pénétration sociétale dans l'État et l'organisation des intérêts sociaux en ligne avec la volonté des mouvements petits paysans. Les réseaux politiques agraires, qui concernent les acteurs de la structure sociétale cubaine tels l'ANAP, les UBPC et les institutions de formation, tendent ainsi à être consensuels, marqués par une culture politique agroécologique et collectiviste, tout en rendant les relations État-société de plus en plus étroites. Il importe de souligner que, dans le cas de Cuba, il est difficile de tracer des frontières précises qui séparent nettement le domaine des réseaux politiques de celui de la structure politique agraire et de la structure sociétale agraire, car la Révolution socialiste a brouillé ces frontières de façon à ce qu'il soit maintenant impossible de trouver une seule institution qui n'a pas été marquée par le Parti communiste (la structure politique) et diverses organisations de base issues de la Révolution socialiste (la structure

sociétale). En guise d'exemple, au premier abord, l'ANAP peut être considérée comme un acteur essentiel des réseaux politiques agraires qui lient la paysannerie et l'État l'un à l'autre, mais si l'on considère ses organisations de base tel le mouvement de CaC, il n'est pas erroné de la situer dans le domaine de la structure sociétale agraire. Ceci est aussi valable pour d'autres institutions tels les Conseils populaires et la FANJ qui appartiennent à la fois au domaine de la société civile et des réseaux politiques, mais ne peuvent néanmoins pas être conçues séparément de l'État.

Pour terminer, l'existence d'une telle structure domestique agraire décentralisée, consensuelle et puissante (politisée, mobilisée et cohérente) en termes sociétaux réside également dans le succès des acteurs transnationaux tels l'OXFAM, le PpM, le CCFpD, le FoodFirst! et La Via Campesina à assurer la consolidation des normes et des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba. D'autre part, étant donné l'absence d'une gouvernance et de régulations agroalimentaires à l'échelle internationale, la structure domestique populaire-démocratique de Cuba tend à transnationaliser ses normes et ses politiques de souveraineté alimentaire à travers l'expérience de l'ALBA qui a déjà abouti à la construction d'un fonds, d'une banque, de programmes et de nouvelles multinationales agroalimentaires qui respectent les nécessités immédiates des peuples latino-américains. Enfin, les contributions de Cuba à la transnationalisation des normes et des politiques de souveraineté alimentaire ne se bornent pas aux activités de l'ALBA, mais comprennent aussi les efforts de l'ANAP qui assume des tâches clé telle la coordination de la commission internationale de travail sur l'agriculture paysanne durable de La Via Campesina et du Comité de liaison et de surveillance du mouvement de CaC latino-américain.

### CHAPITRE III

#### L'ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE AGRAIRE MEXICAINE : DE LA RÉVOLUTION DE 1910 À LA CONTRE-RÉFORME NÉOLIBÉRALE

Ce chapitre se propose d'analyser le développement de la structure agraire mexicaine à partir de la Révolution mexicaine de 1910-1917 jusqu'à la restructuration néolibérale, en portant une attention toute particulière à la formulation et la mise en place des politiques agroalimentaires de cette période. À cette fin, nous examinerons tout d'abord l'essence non égalitaire de la première réforme agraire mexicaine pour ainsi comprendre les origines de la restructuration néolibérale de la structure agraire au Mexique vers la fin des années 1970 et au début des années 1980. Nous étudierons aussi toutes les étapes historiques telles la signature de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) par le Mexique et son adhésion à l'ALÉNA, de même que tous les événements majeurs tels le remplacement de la Compagnie nationale de ravitaillement populaire (CONASUPO) par les Services de soutien pour la commercialisation agricole (ASERCA) et le lancement du Programme de délimitation et de titularisation des parcelles du secteur social (PROCEDE). Suite à un aperçu détaillé des lourdes conséquences du néolibéralisme mexicain sur le secteur agraire, le chapitre se conclura par une mise en perspective critique de l'agrogouvernance néolibérale au Mexique, mettant l'accent sur la cooptation des mouvements agraires mexicains par le biais des principaux instruments néocorporatistes tels le Programme national de solidarité (PRONASOL), le Programme de soutien direct à la campagne (PROCAMPO) et les programmes d'Alliance y compris l'Armure agricole et l'Accord national sur l'agriculture (ANsA).

### 3.1. La réforme agraire non égalitaire (1910-1980)

La structure agraire mexicaine a été profondément marquée par deux étapes majeures. La première étape correspond à la Révolution mexicaine de 1910-1917 qui reposait sur la mobilisation paysanne contre la classe de « hacendados » (les barons fonciers), tandis que la seconde date de la restructuration néolibérale de l'économie mexicaine suite à la crise de 1982.

La réforme agraire mexicaine lancée au cours de la Révolution mexicaine était à la fois la première en date du vingtième siècle et la plus longue dans l'histoire de l'agriculture moderne, se poursuivant de 1910 jusque dans les années 1970 en dépit de toutes ses vicissitudes.<sup>343</sup> Comme Sobhan<sup>344</sup> le remarque, avant la Révolution de 1910-1917, les hacendados exerçaient un « contrôle total » sur les terres et la vie des « colonatos ». Ainsi, « 1 % des propriétaires terriens contrôlaient 97 % des terres agricoles, et 92 % de la population rurale demeuraient sans-terre »<sup>345</sup>. La réforme a dissous l'ancien système qui reposait sur la domination des hacendados, et a établi une nouvelle structure foncière dualiste se basant sur la propriété privée et sociale de la terre.<sup>346</sup>

La réforme agraire mexicaine a été poussée par trois différentes factions politiques dont les propositions ont fourni les bases pour l'article 27 de la Constitution de 1917, notamment le Plan d'Ayala des communautés indigènes réunies autour d'Emiliano Zapata, le décret d'expropriation en faveur des paysans qui supportaient Pancho Villa, et le décret de retour des

---

<sup>343</sup> Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 134.

<sup>344</sup> Sobhan. *Agrarian Reform and Social Transformation*, 35-36.

<sup>345</sup> Ibid., 36.

<sup>346</sup> Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 136.

terres des constitutionnalistes dirigés par Venustiano Carranza.<sup>347</sup> En 1911, les communautés paysannes de l'État central de Morelos qui avaient perdu leurs terres aux « hacendados » se sont soulevées sous la direction d'Emiliano Zapata avec le slogan « Terre et Liberté ». Leur Plan d'Alaya consistait en un appel pour le retour immédiat des terres aux communautés indigènes et la distribution des terres des hacendados aux paysans sans-terre. De la même façon, les paysans de l'État nord de Chihuahua se sont regroupés sous la direction de Francisco « Pancho » Villa qui a émis un décret d'expropriation en 1913, suivi par une loi agraire destinée à s'appliquer à l'échelle nationale en 1915. À la différence du soulèvement d'Emiliano Zapata, le regroupement de Pancho Villa ne visait pas à raviver la structure communale traditionnelle, mais plutôt à confisquer les grands domaines et les mettre sous le contrôle de l'État de Chihuahua en limitant la distribution des terres. Finalement, en 1915, les constitutionnalistes des États de Sonora, de Coahuila et de Nuevo León, dirigés par Venustiano Carranza, ont émis leur décret sur le retour des villages perdus et des terres communautaires.<sup>348</sup>

Tel qu'expliquée plus haut, l'essence de la réforme agraire mexicaine reposait sur le principe de coexistence de la propriété privée et sociale à la campagne, d'après lequel l'État poursuivait un rôle régulateur en promouvant et subventionnant la production agricole, et aussi, en distribuant lui-même les produits alimentaires aux consommateurs. La propriété sociale a été garantie par la Constitution de 1917 qui avait établi l' « ejido » en tant que personne légal. Ainsi, « les paysans profitant de la propriété sociale sous la garantie de la Constitution » ont été considérés comme des « éjidataires ».<sup>349</sup> Il est important d'indiquer que les éjidataires n'avaient

---

<sup>347</sup> Willem Assies. 2008. «Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview.» *Journal of Agrarian Change* 8 (1): 39-40.

<sup>348</sup> Ibid.

<sup>349</sup> James W. Wessman. 1984. «The Agrarian Question in Mexico.» *Latin American Research Review* 19 (2): 244.

ni le droit de louer ni celui de vendre leurs terres. En 1960, cinquante ans après la réforme, les ejidos contrôlaient 53 % des exploitations agricoles, « occupaient 43,4 % des terres labourables (41,6 % des terres irriguées) et fournissaient 40,8 % de la production agricole ». <sup>350</sup> En 1990, juste avant la contre-réforme agraire néolibérale, plus de trois millions d'éjidataires contrôlaient 94 millions d'hectares. <sup>351</sup> En un mot, la moitié de la population agricole avait bénéficié de cette réforme. <sup>352</sup>

Durant la réforme, le rythme des expropriations et des distributions dépendait en grande partie de la personnalité du président de l'époque. <sup>353</sup> Conséquemment, nous avons dû attendre jusque dans les années 1930 pour pouvoir observer l'introduction de la réforme agraire telle qu'annoncée dans la Constitution <sup>354</sup>. Le Président Cárdenas (1934-1940) était déjà conscient qu'il était impossible de préserver le pouvoir politique sans s'être assuré le soutien paysan. Face aux effets négatifs de la Grande dépression de 1929 qui avaient ébranlé le modèle de l'exportation agricole jusque dans ses fondations, Cárdenas a dû s'appuyer sur une politique « radicale » de réforme agraire afin d'arrêter les soulèvements dans le secteur rural. <sup>355</sup> Par conséquent, dans le but de désarmer et pacifier les groupes paysans armés, de même que pour assurer la représentation unique de la paysannerie mexicaine, Cárdenas a établi en 1938 la Confédération nationale paysanne (CNC), une organisation paysanne corporatiste chargée

---

<sup>350</sup> Gadille. *Les politiques agraires*, 76.

<sup>351</sup> David Yetman. 2000. «Ejidos, Land Sales, and Free Trade in Northwest Mexico: Will Globalization Affect the Commons?» *American Studies* 41 (2-3): 214.

<sup>352</sup> Teubal. «Agrarian Reform and Social Movements in the Age of Globalization: Latin America at the Dawn of the Twenty-first Century.», 13.

<sup>353</sup> Le Coz. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.*, 137.

<sup>354</sup> Kirston Johnson. «Peasant Struggles in Contemporary Mexico.», 43.

<sup>355</sup> Assies. «Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview.», 42.

principalement d'organiser les éjidataires<sup>356</sup> où le pouvoir de décision était extrêmement centralisé et concentré dans la direction nationale qui est cependant contrôlée par le ministère de la Réforme agraire et d'autres organismes de l'État<sup>357</sup>. Selon Bizberg<sup>358</sup>, le contrôle syndical était assuré par une forme très rigide dite « closed shop », ce qui imposait aux paysans « l'obligation d'appartenir à l'unique organisation syndicale existante ». Cela correspondait à un contrôle total sur la répartition des bénéfices, et notamment, à un contrôle absolu sur la distribution des terres et des produits subventionnés. Afin de consolider ce nouveau régime de contrôle corporatiste, à travers la loi agraire de 1934, Cárdenas avait déjà transformé l'assemblée éjidale, l'autorité la plus élevée de du système éjidal en un commissariat de l'ejido, formé de fonctionnaires gouvernementaux pouvant être destitués par les autorités politiques en tout temps.<sup>359</sup> Ce système de commissariat centraliste était aussi dominé par les « caciques » régionaux et locaux qui demeuraient loyaux à l'administration.<sup>360</sup>

En somme, l'administration Cárdenas a redistribué un total de 20 millions d'hectares au profit de près de 800 000 paysans. Jusqu'à 1940, 22,5 % des terres agricoles et 47,4 % des terres arables ont été transférées dans le secteur de l'ejido.<sup>361</sup> Néanmoins, il est à souligner que les bénéficiaires de la réforme agraire mexicaine n'étaient pas les paysans pauvres, mais plutôt les

---

<sup>356</sup> Bruno Lutz. 2002. «Notes sur la pratique successorale et le devoir démocratique dans trois organisations rurales mexicaines: CNC, CNPR, UNORCA.» *Cahiers des Amériques latines* (37).

<sup>357</sup> Hubert C. Grammont, et Horacio Mackinlay. 2009. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.» *Latin American Perspectives* 36 (4): 24.

<sup>358</sup> Ilán Bizberg. 2003. «La transformation politique du Mexique : Fin de l'ancien régime et apparition du nouveau ?» *Critique internationale* 19 (2): 119.

<sup>359</sup> Ibid.

<sup>360</sup> Lutz. «Notes sur la pratique successorale et le devoir démocratique dans trois organisations rurales mexicaines: CNC, CNPR, UNORCA.»

<sup>361</sup> Assies. «Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview.», 43.



paysans moyens qui représentaient toutefois juste une petite minorité parmi les couches paysannes.<sup>362</sup> En termes plus précis, la réforme « accélérée » de Cárdenas a donné lieu à la recomposition de la classe de propriétaires fonciers et à la montée de nouveaux groupes d'entrepreneurs qui ont su s'approprier les terres les plus productives, de même qu'à l'émergence d'un secteur majoritaire appauvri qui serait largement négligé par les administrations de la période qui suit les années 1930 accordant leur attention sur le développement industriel plutôt que sur celui rural.<sup>363</sup>

Dans ce contexte, il est pertinent de noter qu'entre 1950 et 1970, la période ayant suivi le « boom » historique des ejidos jusque dans les années 1940 pendant laquelle le Mexique avait acquis l'autosuffisance en produits alimentaires de base grâce à la croissance annuelle de la production agricole de 5,5 %, <sup>364</sup> la distribution des terres a été drastiquement réduite. Parallèlement à l'accentuation de la production agricole à grande échelle, le gouvernement a aussi encouragé la concentration de la propriété foncière dans des mains moins nombreuses<sup>365</sup>. Par conséquent, le nombre d'éjidataires a commencé à diminuer, de 2,5 millions à 2,1 millions, ces derniers ne pouvant même pas satisfaire leurs besoins quotidiens. Dans le même intervalle de temps, le nombre de paysans sans-terre qui était de 1,4 millions, a atteint 2,5 millions. Ces changements ont été accompagnés par une chute des taux de la productivité agricole.<sup>366</sup> Entre 1955 et 1972, la croissance annuelle de la production agricole égalait seulement 3 %, menant à l'éclatement d'une nouvelle crise agricole sous une pression inflationniste croissante. En

---

<sup>362</sup> Johnson. «Peasant Struggles in Contemporary Mexico.», 43.

<sup>363</sup> Assies. «Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview.», 44.

<sup>364</sup> Thomas J. Kelly. 2001. «Neoliberal Reforms and Rural Poverty.» *Latin American Perspectives* 28 (3): 86.

<sup>365</sup> Assies. «Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview.», 45.

<sup>366</sup> Johnson. «Peasant Struggles in Contemporary Mexico.», 45.

conséquence, le Mexique a dû adopter une nouvelle stratégie agricole, tout en augmentant l'investissement public et en laissant les prix des produits agricoles de base diminuer de près de 20 % en termes réels au risque de mettre en péril le développement de l'investissement privé.<sup>367</sup> Dès le début des années 1970, le Mexique n'était plus autosuffisant sur le plan alimentaire, ayant dû dépendre de l'importation de produits de base à grande échelle. Face à la stagnation économique, à la hausse des dépenses de l'importation agricole et à l'augmentation de la pression sociale pour réduire la pauvreté dans les zones rurales, le Mexique a dû s'appuyer sur une politique budgétaire expansionniste et sur l'augmentation des dépenses publiques. De 1973 à 1982, l'investissement public net dans le secteur agricole a ainsi dépassé de 20 % la production sectorielle. En 1981, plus d'un quart de tous les revenus agricoles émanait des transferts du secteur public.<sup>368</sup>

En somme, la réforme agraire mexicaine représente ainsi une réforme non égalitaire qui a engendré une grande transformation sociale<sup>369</sup> sans avoir néanmoins modifié la structure de classe<sup>370</sup>. La différenciation entre paysans est demeurée intacte, le noyau de la nouvelle classe agricole dominante se composant d'anciens hacendados.<sup>371</sup> Parallèlement, Wessman<sup>372</sup> observe que les relations rurales régulées selon le système de l'ejido n'ont jamais été stables en raison de leur vulnérabilité sociopolitique et économique. Outre l'inefficacité bureaucratique et la

---

<sup>367</sup> Kelly. «Neoliberal Reforms and Rural Poverty.», 87.

<sup>368</sup> Ibid.

<sup>369</sup> Sobhan. *Agrarian Reform and Social Transformation*, 36-37.

<sup>370</sup> Yetman. «Ejidos, Land Sales, and Free Trade in Northwest Mexico: Will Globalization Affect the Commons?», 214.

<sup>371</sup> Sobhan. *Agrarian Reform and Social Transformation*, 36.

<sup>372</sup> Wessman. «The Agrarian Question in Mexico.», 244.

corruption, ce modèle rural a souffert de l'influence négative de la spéculation entrepreneuriale, de la pression de la part des propriétaires fonciers sur les paysans pauvres et des fluctuations dans les marchés internationaux.<sup>373</sup> D'après Wessman<sup>374</sup>, ce type de relations rurales se trouve donc à l'origine de la question agraire du Mexique contemporain.

### **3.2. La fin du « miracle mexicain » et l'instauration du régime agroalimentaire néolibéral (1980-2010)**

On peut soutenir que l'arrière-plan de la désintégration du système de l'ejido se prolonge jusque dans les années 1970 durant lesquelles le Mexique s'est abandonné aux forces du néolibéralisme à cause de son « développement financé par l'endettement ».<sup>375</sup> En s'appuyant sur une stratégie de l'endettement multilatéral plutôt que sur une taxation nationale et progressive, l'État mexicain a su temporairement gérer à la fois un secteur agroalimentaire rentable et un système socio-rural qui se basait sur une agriculture « campesina », fournissant des denrées alimentaires pour les marchés nationaux.<sup>376</sup> D'autre part, l'augmentation des prix du pétrole dans la seconde moitié des années 1970 a également contribué à la continuation de cette stratégie d'industrialisation basée sur l'endettement. Malgré les récessions de l'économie entre 1971-1972 et 1975-1976 qui avaient signalé la fin du soi-disant « miracle économique mexicain »,<sup>377</sup>

---

<sup>373</sup> Ibid.

<sup>374</sup> Ibid., 245.

<sup>375</sup> Philip McMichael. 2000. *Development and Social Change: A Global Perspective*. Thousand Oaks: Pine Forge press, 120.

<sup>376</sup> Ibid., 141.

<sup>377</sup> Hart-Landsberg. «Challenging Neoliberal Myths: A Critical Look at the Mexican Experience ».

l'hyper-optimisme de la classe gouvernante mexicaine à l'égard des prix de pétrole a encouragé le Mexique à « souscrire des emprunts à l'étranger pour des montants dépassant largement la capacité de paiement », poussant l'économie nationale vers une crise profonde de production et d'inflation, « inconnue jusqu'alors par la majorité des Mexicains »<sup>378</sup>. Par le biais de l'endettement excessif à l'étranger, le nombre d'entreprises étatiques avait augmenté de 39 à 677 entre 1970 et 1982.<sup>379</sup> « Jusqu'en 1978, les emprunts à l'étranger ont financé 43 % du déficit budgétaire du gouvernement mexicain et 87 % des entreprises d'État »<sup>380</sup>. Quand les prix du pétrole ont connu une chute drastique en 1981, il est devenu impossible de soutenir un tel système de sécurité alimentaire et de production des céréales en s'appuyant sur l'ancienne stratégie d'endettement.<sup>381</sup>

Ces développements, suite auxquels le Mexique a dû demander l'aide des États-Unis, du FMI et de la BM, ont ainsi résulté dans la transformation néolibérale de l'économie mexicaine via la direction des programmes d'ajustement structurel.<sup>382</sup> Il va sans dire que les crédits demandés par le Mexique étaient conditionnels à l'adoption des politiques néolibérales.<sup>383</sup> Entre 1983 et 1988, en raison de l'extrême austérité fiscale, les dépenses sociales avaient diminué de plus de 6 % par année et les programmes contre la pauvreté avaient pratiquement été

---

<sup>378</sup> Roberto Diego. 1998. «La politique agricole mexicaine: De la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral.» Marguerite Bey, dir. *Politiques néo-libérales et acteurs ruraux au Mexique*. Paris: L'Harmattan, 23.

<sup>379</sup> McMichael. *Development and Social Change: A Global Perspective*, 120.

<sup>380</sup> Ibid.

<sup>381</sup> Ibid., 141.

<sup>382</sup> Hart-Landsberg. «Challenging Neoliberal Myths: A Critical Look at the Mexican Experience ».

<sup>383</sup> Diego. «La politique agricole mexicaine: De la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral.», 24.

abandonnés.<sup>384</sup> Au cours de la période 1980-1989, la part des investissements agricoles dans l'investissement public total est passée de 17 % à 6 %, ce qui sous-tendait une réduction de 85 % de l'investissement agricole en termes réels.<sup>385</sup>

Avant la restructuration néolibérale de l'économie mexicaine, la CONASUPO était le berceau de l'intervention étatique dans le secteur agricole mexicain.<sup>386</sup> En tant que commerçant principal au sein du marché agricole intérieur, la CONASUPO était essentiellement chargée de traiter, stocker et distribuer les denrées de base (l'orge, les haricots, le copra, le maïs, le coton, le riz, le sésame, le sorgho, le soja, le tournesol et le blé).<sup>387</sup> Le néolibéralisme mexicain a essayé de remplacer la CONASUPO par l'ASERCA qui avait cependant cessé d'acheter et de stocker des produits.<sup>388</sup> Les politiques en vue de l'abolition de la CONASUPO étaient déjà en marche dès la crise de 1982, mais sa suppression définitive n'est survenue qu'en 1999.<sup>389</sup> Cette longue période a ainsi été marquée par l'élimination progressive de divers organismes publics affiliés à la CONASUPO tels l'Institut mexicain de café (INMECAFE), la société Tabacs mexicains (TABAMEX) et l'industrie d'engrais mexicaine (FERTIMEX), de même que par celle de

---

<sup>384</sup> Kelly. «Neoliberal Reforms and Rural Poverty.», 91.

<sup>385</sup> Ibid., 90.

<sup>386</sup> Wessman. «The Agrarian Question in Mexico.», 250.

<sup>387</sup> George Dyer, Barceinas Paredes, J. Edward. Taylor, et Antonio Yunez-Naude. 2004. «Transition Policy and the Structure of the Agriculture of Mexico.» *North American Agrifood Market Integration: Current situations and perspectives*, Cancun, Mexico, 2-3, OECD. 2010. *Policy Brief: Agricultural Policies in Mexico*. En ligne. [www.foropoliticaspUBLICAS.org.mx/docs/Agricultura.pdf](http://www.foropoliticaspUBLICAS.org.mx/docs/Agricultura.pdf) (page consultée le 20 Novembre 2010).

<sup>388</sup> Dyer. «Transition Policy and the Structure of the Agriculture of Mexico.», 2-3.

<sup>389</sup> Antonio Yunez-Naude. 2003. «The Dismantling of CONASUPO, a Mexican State Trader in Agriculture.» *The World Economy* 26 (1): 100-103.

multiples mécanismes de protection concernant les politiques de prix, de subventions et de douanes.<sup>390</sup>

Selon Diego, le modèle néolibéral adopté par le Mexique repose sur la promotion de « l'investissement étranger et de la concentration de la propriété et du revenu, avec une économie globalisée, tournée vers l'extérieur et résignée à un marché intérieur toujours plus rachitique, avec un État ayant perdu toute souveraineté face aux exigences des institutions financières internationales et du propre gouvernement des États-Unis d'Amérique »<sup>391</sup>. Cette transformation néolibérale a eu de sévères répercussions sur l'agriculture et la vie rurale du Mexique. Comme Bey<sup>392</sup> le décrit, en conséquence de la restructuration néolibérale ayant creusé l'écart entre riches et pauvres, la majorité des producteurs agricoles, déjà pauvres et marginalisés, ont été littéralement expulsés de l'agriculture.

L'ouverture graduelle des marchés agricoles à la compétition étrangère a été marquée par trois grands événements : l'inclusion du Mexique au sein du GATT en 1986, la désintégration du système d'ejido avec la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine en 1992, et la signature de l'ALÉNA en 1993. L'inclusion du Mexique au sein du GATT a considérablement accéléré la libéralisation de l'économie mexicaine suite à la crise de 1982. Entre décembre 1985 et 1990, les permis anticipés d'importation ont été réduits de moitié, y compris la réduction de 33,5 % de ceux des produits agricoles. Dès 1985, les tarifs douaniers pondérés pour les produits

---

<sup>390</sup> Marguerite Bey. 1998. «Introduction.» Marguerite Bey, dir. *Politiques néo-libérales et acteurs ruraux au Mexique*. Paris: L'Harmattan, 10.

<sup>391</sup> Diego. «La politique agricole mexicaine: De la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral.», 24.

<sup>392</sup> Bey. «Introduction.», 6.

agricoles ont baissé à 8,3 %, et en 1988, les prix officiels d'importation protégeant les prix intérieurs ont perdu leur importance d'une manière définitive.<sup>393</sup>

Conformément aux nouvelles règles du « jeu néolibéral », l'intégration au sein du GATT a été accompagnée par la désintégration du système d'ejido en 1992 avec la réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine qui visait à « sécuriser les droits de propriété foncière » et à « augmenter les incitations à l'investissement et améliorer le fonctionnement des marchés fonciers et du travail dans les zones rurales »,<sup>394</sup> ce qui a marqué l'ouverture des marchés fonciers à l'investissement direct étranger et le lancement du PROCEDE en 1993<sup>395</sup>. Les néolibéraux et les conservateurs mexicains envisageaient les ejidataires comme des « collectivistes ignorants » qui posent une entrave à l'ouverture du Mexique à la libre circulation du capital international et aux investissements dans les ressources productives.<sup>396</sup> Il ne fait aucun doute que cette « contre-réforme agraire »<sup>397</sup>, supportée par les néolibéraux et les conservateurs mexicains, a été préparée selon les directives de la BM. Ces directives ont été exprimées en détails dans un rapport rédigé en 1990 qui défendait que la pauvreté rurale émanait du système d'ejido et que la taille réduite de la propriété foncière jouait un grand rôle dans la faillite de la productivité agricole au Mexique. À la lumière de ces « suggestions », le gouvernement a abandonné la responsabilité de redistribuer la terre en faveur des paysans qui en avaient besoin, et a accordé le droit de louer, de vendre et d'utiliser la terre comme garantie d'emprunt aux

---

<sup>393</sup> Diego. «La politique agricole mexicaine: De la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral.», 26.

<sup>394</sup> De Ita. «Land Concentration in Mexico after PROCEDE.», 151.

<sup>395</sup> Ibid., 152.

<sup>396</sup> Yetman. «Ejidos, Land Sales, and Free Trade in Northwest Mexico: Will Globalization Affect the Commons?», 213.

<sup>397</sup> Bey. «Introduction.», 8.

éjidataires qui avaient certifié leur terre par le biais du PROCEDURE<sup>398</sup> dont l'objectif consistait à « délivrer des titres de propriété aux éjidataires »<sup>399</sup>.

Bien qu'en théorie, le PROCEDURE ait été introduit comme un programme volontaire, les autorités locales et régionales ont souvent exigé illégalement aux éjidataires des certificats de PROCEDURE pour diverses transactions telles les demandes de subventions et de crédits.<sup>400</sup> Au bout du compte, nous pouvons dire que cette contre-réforme agraire a occasionné de graves conséquences pour les petits paysans mexicains. En contrepartie de l'intention déclarée du PROCEDURE qui consistait à « sécuriser la terre », la contre-réforme a mis en place un long processus de dépossession des terres, soit par le biais du loyer, soit par le biais de la vente des terres, accompagné aussi par la perte du « sens de territorialité » des communautés paysannes.<sup>401</sup> Comme De Ita le mentionne, dans la majorité des cas, les ventes de terre ont eu lieu pour résoudre les situations d'urgence des pauvres éjidataires, et non pour faire du profit.<sup>402</sup> Durant le régime de PROCEDURE, 70,7 % des terres étaient concentrées dans les mains de 21,66 % des paysans commerciaux, et 71,9 % des paysans marginaux ne possédaient que 21,7 % des terres.<sup>403</sup>

L'adhésion du Mexique à l'ALÉNA en 1993 a finalement marqué la fin du soutien gouvernemental des prix des produits agricoles et encouragé l'abandon des restrictions sur les importations, l'adoption du principe de l'avantage comparatif, la concentration des terres dans

---

<sup>398</sup> De Ita. «Land Concentration in Mexico after PROCEDURE.», 151.

<sup>399</sup> Bey. «Introduction.», 8.

<sup>400</sup> De Ita. «Land Concentration in Mexico after PROCEDURE.», 153.

<sup>401</sup> Ibid., 163.

<sup>402</sup> Ibid., 163-164.

<sup>403</sup> Alma Garay, et Rita Rindermann. 2004. «Food Sovereignty and Globalization: The Case of Mexico.» *Federico Caffè Centre Research Reports* (4): 15.



les mains des paysans riches, la monopolisation du marché agricole et le contrôle excessif des terres et de la production par les multinationales. Ainsi, Cruz et Rinderman remarquent avec raison que « l'ALÉNA a déclenché la transformation la plus radicale et la plus profonde dans l'histoire de l'agriculture mexicaine »<sup>404</sup>. Sous le régime de l'ALÉNA, le commerce extérieur du Mexique s'est développé exponentiellement, de 3,87 milliards de dollars en 1970 à 340,8 milliards de dollars en 2000.<sup>405</sup> Cependant, un tableau tout à fait opposé en ce qui concerne la pauvreté rurale et la souveraineté alimentaire est à souligner. Nous devons prendre soin de préciser ici que, même si l'ALÉNA a permis de tripler les exportations mexicaines et a attiré des investissements étrangers de \$153 milliards de dollars de plus, l'économie mexicaine est devenue de plus en plus dépendante des États-Unis dans le secteur agricole.

En effet, avec l'adhésion du Mexique à l'ALÉNA, les prix des produits agricoles ont connu une baisse considérable, tandis que les coûts de production se sont rapidement accrus. Le prix du panier alimentaire de base a augmenté de 292 %, tandis que l'augmentation des prix payés aux producteurs agricoles est restée limitée à 224 %.<sup>406</sup> Ces développements ont abouti à un déclin substantiel de l'importance du secteur agraire dans l'économie nationale. Tandis que la

---

<sup>404</sup> Manuel Angel Gomez Cruz, et Rita Schwentesius Rindermann. 2009. «NAFTA's Impact on Mexican Agriculture: An Overview.» Manuel Chavez, Juan M. Rivera, & Scott Whiteford, dir. *NAFTA and the Campesinos: The Impact of NAFTA on Small-Scale Agricultural Producers in Mexico and the Prospectus for Change*. Scranton & London: University of Scranton Press, 14.

<sup>405</sup> Ibid., 12, Juan M. Rivera, et Scott Whiteford. 2009. «Mexican Agriculture and NAFTA: Prospects for Change.» Manuel Chavez, Juan M. Rivera, & Scott Whiteford, dir. *NAFTA and the Campesinos*. Scranton & Londres: University of Scranton Press, xiv-xvi.

<sup>406</sup> Cruz. «NAFTA's Impact on Mexican Agriculture: An Overview.», 13.

contribution du secteur agricole au produit intérieur brut était de 8,4 % en 1980, elle a reculé à 4 % en 2003.<sup>407</sup>

Gómez-Oliver<sup>408</sup> remarque que le Mexique a adopté les mêmes politiques agricoles que celles pratiquées par les pays développés du Nord au détriment de sa sécurité alimentaire, mais avec une seule différence : contrairement au Mexique, ces pays développés ne possédaient qu'une petite population rurale protégée par des soutiens publics, assurant aux paysans des revenus élevés. Le résultat final de la néolibéralisation mexicaine se trouve donc dans l'augmentation de la pauvreté rurale. En termes plus précis, la restructuration néolibérale a eu pour résultat ultime qu'aujourd'hui, près de 69,3 % de la population rurale mexicaine vit dans la pauvreté.<sup>409</sup> La majorité des paysans y était dépourvue des moyens nécessaires pour résister à la compétition étrangère et à la nouvelle approche gouvernementale sur les subventions. Ainsi, le niveau de vie rural a décliné considérablement. Le pourcentage des ménages ruraux en dessous et/ou au seuil de pauvreté a atteint 49 % en 1989, alors qu'en 1996, ce pourcentage a grimpé à 53 %.<sup>410</sup> De même, la consommation du maïs, du blé, des fruits et des légumes par habitant a connu une baisse de 29 % entre 1990 et 1996.<sup>411</sup> Selon les estimations de l'Institut national de nutrition (INN), la malnutrition des enfants mexicains a atteint un taux de 16 % lors de la première moitié

---

<sup>407</sup> Juan M. Rivera. 2009. «Mexican Agriculture and NAFTA: The Challenges Ahead.» Manuel Chavez, Juan M. Rivera, & Scott Whiteford, dir. *NAFTA and the Campesinos: The Impact of NAFTA on Small-Scale Agricultural Producers in Mexico and the Prospectus for Change*. Scranton & London: University of Scranton Press, 172.

<sup>408</sup> Luis Gómez-Oliver. 2008. «La crisis alimentaria mundial y su incidencia en México.» *Agricultura, Sociedad y Desarrollo* 5 (2): 132.

<sup>409</sup> Cruz. «NAFTA's Impact on Mexican Agriculture: An Overview.», 13.

<sup>410</sup> Rivera. «Mexican Agriculture and NAFTA: Prospects for Change.», ix.

<sup>411</sup> Steve Suppan. 1996. «Mexican Corn, NAFTA and Hunger.» *Food Security Fact Sheet* (3).

des années 1990. La région la plus frappée, Chiapas, a culminé un taux de 80 % entre 1990 et 1996.<sup>412</sup>

Il est aussi pertinent de noter, qu'après quatre ans sous le régime de l'ALÉNA, la dépendance du Mexique envers les importations de produits agricoles a atteint un taux de 43 %.<sup>413</sup> Dans la mesure où la transformation néolibérale de l'économie mexicaine a réduit le soutien public à la population rurale, le Mexique est devenu un importateur alimentaire majeur dans le monde. Entre 1988 et 1993, tandis que les exportations agricoles se sont accrues de 3 % par année, les importations agricoles provenant des États-Unis ont connu une hausse annuelle de 22 %.<sup>414</sup> Le tableau ci-dessous présente clairement la dépendance alimentaire du Mexique qui a progressé sous la pression du régime alimentaire néolibéral entre 1985 et 2003.

**Figure 8. L'index de dépendance pour les céréales et les oléagineux (%)<sup>415</sup>**

Groupe de cultures	1985	1990	1995	2000	2003
10 principales céréales et graines oléagineuses	23.5	23.5	23.3	39.8	42.3
4 principales céréales de base	16.3	19.8	15.7	29.7	32.0
4 principales graines oléagineuses	51.7	34.9	76.9	91.4	93.2

Les nombres se réfèrent au % de la consommation couverte par les importations. Les dix principales céréales et graines oléagineuses sont le maïs, les haricots, le blé, palay (riz non décortiqué), sésame, cardamome, graines de coton, soja, orge et sorgho. Les quatre principales céréales de base sont le maïs, le haricot, le blé et le riz palay. Les quatre principales graines oléagineuses sont le sésame, la cardamome et les graines de coton et de soja.

Calculé à partir de la base de données, Anexo. In-4 ° Informe de Gobierno., Mexique. 2 Septembre 2004.

<sup>412</sup> Ibid.

<sup>413</sup> Rafael V. Mariano. 2010. *Take Agriculture Out of the WTO! Resist Imperialist Globalization!*. En ligne. <http://www.mindfully.org/WTO/Agriculture-Out-Of-WTO.htm> (page consultée le 30 Octobre 2010).

<sup>414</sup> Suppan. «Mexican Corn, NAFTA and Hunger.».

<sup>415</sup> Tirée de Garay. «Food Sovereignty and Globalization: The Case of Mexico.», 9.

Les estimations indiquent qu'entre 1994 et 2003, 1,78 millions de postes ont été perdus dans le secteur agricole.<sup>416</sup> Cette perte d'emplois a atteint 2 millions en 2006.<sup>417</sup> D'après ces estimations, le nombre total d'emplois agricoles a aussi diminué de 20 % entre 1991 et 2007.<sup>418</sup> Selon Cruz et Rindermann<sup>419</sup>, alors qu'un nombre approximatif de 600 000 postes liés à la production de céréales de base ont été supprimés, 40 % des producteurs de porc et 24 % des producteurs de pomme de terre ont arrêté de produire, à l'instar des producteurs de riz et de maïs. En résumé, sous le régime de l'ALÉNA, les emplois agricoles ont connu une baisse de 4,5 % par an parmi les 25 millions producteurs dans le pays, un nombre qui correspond à un tiers de la population mexicaine.<sup>420</sup>

Ces mutations ont aussi eu des effets négatifs sur les flux migratoires. En effet, 1,7 millions de petits paysans ont dû abandonner leur terre pour immigrer vers les régions urbaines ou aux États-Unis.<sup>421</sup> En dépit des arguments des élites politiques des États-Unis et du Mexique qui présumaient que l'adhésion du Mexique à l'ALÉNA allait permettre de réduire la migration en créant de nouvelles possibilités d'emploi, les taux annuels d'émigration ont considérablement

---

<sup>416</sup> Ibid., 16.

<sup>417</sup> R. Dennis Olson. 2008. «NAFTA's Food and Agriculture Lessons.» *Peace Review* 20 (4): 419.

<sup>418</sup> Jonathan Fox, et Libby Haight. 2010. «Mexican Agricultural Policy: Multiple Goals and Conflicting Interests.» & Libby Haight Jonathan Fox, dir. *Subsidizing Inequality: Mexican Corn Policy Since NAFTA*. Mexico City: Woodrow Wilson International Center for Scholars, 11.

<sup>419</sup> Cruz. «NAFTA's Impact on Mexican Agriculture: An Overview.», 12.

<sup>420</sup> Suppan. «Mexican Corn, NAFTA and Hunger.»

<sup>421</sup> Olson. «NAFTA's Food and Agriculture Lessons.», 419.

augmenté au cours des années 1990.<sup>422</sup> Tandis qu'en 1980, 56 680 Mexicains ont immigré aux États-Unis, ce nombre a atteint 130 661 en 1998. Entre 1994 et 2000, les taux de migration internationale du Mexique ont connu une hausse de 96,2 %.<sup>423</sup> Seulement pour l'année 2004, approximativement 400 000 Mexicains ont tenté de franchir la frontière.<sup>424</sup>

Quant à la monopolisation du marché agricole sous le régime néolibéral, les céréales de base demeurent sous le monopole des producteurs et des distributeurs comme Gruma, Bimbo et Gimsa. En guise d'exemple, Gruma, une compagnie multinationale qui opère au Mexique, contrôle présentement 50 % du marché de la farine de maïs, ayant aussi installé 60 % des machines de tortilla pour les magasins de libre-service dans le pays.<sup>425</sup> De même, il convient de mentionner Cargill, l'un des principaux exportateurs de maïs des États-Unis au Mexique qui « reçoit une part considérable des soutiens gouvernementaux mexicains pour la commercialisation du maïs »<sup>426</sup>. La figure ci-dessous offre une liste des principaux acteurs oligopolistiques du secteur agricole mexicain.<sup>427</sup>

---

<sup>422</sup> Xochitl Bada, et Jonathan Fox. 2009. «Migrant Organization and Hometown Impacts in Rural Mexico.» Saturnino M. Borrás Jr, Marc Edelman, & Cristobal Kay, dir. *Transnational Agrarian Movements Confronting Globalization*. Malden & Oxford: Wiley-Blackwell, 271.

<sup>423</sup> Ibid., 269.

<sup>424</sup> Garay. «Food Sovereignty and Globalization: The Case of Mexico.», 16.

<sup>425</sup> Ibid., 15.

<sup>426</sup> Victor Quintana. 2004. «Why the Mexican Rural Sector Can't Take It Anymore.» Gilbert G. Gonzales Raul Fernandez, Vivian Price, David Smith, & Linda Trinh Võ, dir. *Labor versus Empire: Race, Gender, and Migration* New York: Routledge, 233.

<sup>427</sup> Ibid., 232-233.

Figure 9. Le profil de l'industrie agroalimentaire à la première moitié des années 2000 (Quintana 2004)

<b>Grupo Bimbo</b>	Géant de pain du Mexique. Tire ses profits des importations de blé subventionnées. Ventes annuelles: 3,5 milliards de dollars.
<b>Grupo Modelo</b>	Le plus grand exportateur de bière au Mexique. Ventes annuelles : 3,5 milliards de dollars.
<b>Nestlé Mexico</b>	Un consortium qui produit divers produits, y compris des céréales, des viandes, du café, du chocolat, du lait et des produits laitiers. Ventes annuelles : 2,3 milliards de dollars.
<b>Grupo Maseca (GRUMA)</b>	Le plus grand producteur de tortillas et de farine de maïs au Mexique. Tire ses profits annuels de 14 millions de tonnes de maïs importés au-dessus et au-delà des limites établies par l'ALÉNA. Ventes annuelles : 1,9 milliards de dollars.
<b>KOF-Coca Cola-FEMSA</b>	Le plus grand producteur de boissons en Amérique latine. Produit et distribue des bières, des boissons gazeuses et des barquettes. Dirige l'OXXO, la chaîne de commerces de proximité. Tire ses profits des importations de fructose. Ventes annuelles : 1,9 milliards de dollars.
<b>Sabritas-Pepsico</b>	Le plus grand producteur de chips et de repas légers au Mexique et en Amérique centrale. Ventes annuelles en 2001: 1,8 milliards de dollars.
<b>Unilever et ses filiales</b>	Producteur d'une grande variété de produits alimentaires préparés: soupes, salsas, crème glacée, condiments et jus. Ventes annuelles : 1.2 milliards de dollars.
<b>Grupo Lala</b>	Le plus grand producteur et distributeur de lait au Mexique. Tire ses profits en grande partie des importations des graines et des aliments pour le bétail. Ventes annuelles : 1,2 milliards de dollars.
<b>Grupo Pulse y Savia</b>	Développe, produit et vend des graines pour les fruits et les légumes frais. Ventes annuelles : 1,2 milliards de dollars.
<b>Bachoco</b>	Monopolise la production de volaille et d'œuf à grande échelle. Tire ses profits des importations de sorgho et de maïs. Ventes annuelles : 1 milliard de dollars.
<b>Pilgrim's Pride of Mexico</b>	Filiale du géant de volaille « Pilgrim's Pride International ». Ventes annuelles en 2000 : 280 millions de dollars.

La monopolisation du secteur agricole mexicain a aussi été accompagnée par la spéculation excessive des multinationales sur les prix des produits alimentaires. Ainsi, entre 1994 et 2000, tandis que les prix payés aux paysans mexicains ont connu une baisse de 43 %, les prix

des aliments ont augmenté de 571 %.<sup>428</sup> En janvier 2007, le prix des tortillas a triplé pour créer ce que l'on a appelé « la crise des tortillas ». Lors de cette crise, les profits des multinationales se sont élevés considérablement, alors que les revenus des producteurs paysans ont diminué.<sup>429</sup>

Comme Gravel<sup>430</sup> le décrit, sous le régime alimentaire néolibéral, la plupart des paysans mexicains sont dépourvus de semences améliorées, de savoir-faire et de canaux de communication avec le gouvernement. Puisque les distributeurs de semences sont situés dans les centres de services, les paysans pauvres ne peuvent pas bénéficier de semences améliorées. En outre, en raison de la monopolisation du marché de semences par les grandes entreprises, l'éventail des cultivars disponibles a été considérablement réduit, contribuant à l'endettement et l'appauvrissement des paysans mexicains. D'un autre côté, les petits producteurs souffrent d'un grand manque de savoir-faire pour trier efficacement les semences afin d'entreposer les meilleurs grains. Les agronomes-conseils constituent la seule source d'information pour les paysans. Toutefois, ils tendent à ne pas valoriser les savoir-faires traditionnels, et sont souvent incapables de sélectionner les semences de variétés locales.<sup>431</sup> Selon Gravel<sup>432</sup>, la distribution de l'information se fait de manière très inégale et limitée. De plus, la distance géographique séparant les paysans des centres régionaux a une influence négative sur la qualité ainsi que la quantité de l'information.<sup>433</sup>

---

<sup>428</sup> Olson. «NAFTA's Food and Agriculture Lessons.», 420.

<sup>429</sup> Ibid.

<sup>430</sup> Gravel. «La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême.», 129-132.

<sup>431</sup> Ibid., 131.

<sup>432</sup> Ibid., 133.

<sup>433</sup> Ibid., 130.

Outre le manque d'accès à l'information de qualité, les paysans mexicains sont aussi dépourvus de canaux de communication suite à l'abolition du système d'ejidos en 1992. Ce système constituait le canal de communication le plus important avec le gouvernement.<sup>434</sup> À la fin de 2001, on estime que 7,5 millions de paysans sont dépourvus de l'accès à l'adduction d'eau, et plus de 22 millions de paysans sont privés de services de l'assainissement des eaux. Il est frappant d'observer qu'au sud et au sud-est du Mexique, notamment à Chiapas, Guerrero et Oaxaca, seulement la moitié des ménages ruraux ont accès à l'eau potable, et moins de 30 % à un assainissement adéquat, bien que ces régions possèdent 72 % des ressources en eau mexicaines.<sup>435</sup>

Pour terminer, le manque de communication a aussi mené à la consolidation des relations conflictuelles à la campagne. Ainsi, les relations entre l'État et les petits paysans pauvres sont devenues hautement conflictuelles, notamment dans les régions marginalisées comme Chiapas.<sup>436</sup> Il n'était pas rare d'observer l'État utiliser la violence dans certains conflits fonciers. De plus, certains segments de la bureaucratie profitent des conflits entre communautés comme d'une opportunité pour exercer des politiques clientélistes et des politiques de répression sélectives.<sup>437</sup>

---

<sup>434</sup> Ibid., 133.

<sup>435</sup> Garay. «Food Sovereignty and Globalization: The Case of Mexico.», 15.

<sup>436</sup> Gemma Van Der Haar. 2005. «Land Reform, the State, and the Zapatista Uprising in Chiapas.» *Journal of Peasant Studies* 32 (3): 501.

<sup>437</sup> Ibid.



### 3.3. Les mouvements agraires au Mexique : De la résistance vers la cooptation

Il va sans dire que l'approche clientéliste des élites politiques et la consolidation des relations conflictuelles à la campagne ont toujours eu un effet immense sur les formes de résistance paysanne au Mexique. Il importe donc d'expliquer la nature de la résistance paysanne de la période qui témoigne de l'époque néolibérale pour ainsi comprendre le développement de la résistance paysanne contemporaine. Cette section traitera donc, en premier lieu, de l'émergence du mouvement paysan « autonome » et « indépendant » qui s'est développé au cours de la lutte contre le corporatisme mexicain lors des années 1970 et 1980, avant de se concentrer, en second lieu, sur la montée du mouvement actuel.

Face à l'échec du soi-disant « miracle économique mexicain » et à la montée des mobilisations sociopolitiques en parallèle avec l'apparition des mouvements de 1968, la période d'« interrègne » entre la substitution de l'importation et l'adoption du néolibéralisme s'est illustrée par l'émergence des mouvements ruraux radicaux concentrés sur les occupations de terre et les activités de guérilla au Michoacán, à Oaxaca et à Guerrero.<sup>438</sup> Toutefois, c'est au cours des années 1980, lors de l'instauration du modèle néolibéral que l'on a pu assister à la restructuration des relations entre l'État et les producteurs agricoles, parallèlement à la formation de nouvelles organisations paysannes qui défiaient l'ancienne structure corporatiste selon des approches autonomes et indépendantes, deux termes appartenant au jargon de la gauche mexicaine.<sup>439</sup> Tandis que les organisations indépendantes telle la Coordination nationale du « Plan de Ayala » (CNPA) opposaient toute sorte de concessions au gouvernement afin d'éviter

---

<sup>438</sup> Assies. «Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview.», 45.

<sup>439</sup> David Myhre. 1994. «The Politics of Globalization in Rural Mexico: Campesino Initiatives to Restructure the Agricultural Credit System.» Philip McMichael, dir. *The Restructuring of Agro-food Systems*. Ithaca & London: Cornell University Press, 150-151, Grammont. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 36.

la cooptation, les organisations autonomes telle l'UNORCA soutenaient qu'il est possible de maintenir l'autonomie paysanne tout en collaborant avec le gouvernement corporatiste dans certains domaines.<sup>440</sup> Ces organisations autonomes reposaient, d'après le jargon de la gauche mexicaine, sur une « politique de propositions » (política de propuestas) pragmatique plutôt que celle d'opposition antagoniste, sans abandonner toutefois leur position critique vis-à-vis des politiques du gouvernement sur des questions particulières.<sup>441</sup>

Ainsi, cette période d'interrègne est témoin de l'émergence de trois organisations paysannes importantes : la CNPA, la Centrale indépendante des ouvriers agricoles et paysans (CIOAC) et l'UNORCA.<sup>442</sup> La CIOAC avait été établie en 1975 par des communistes et des socialistes mexicains, anciens membres de la Centrale paysanne indépendante (CPI) qui avaient rompu avec cette dernière.<sup>443</sup> Cette organisation envisageait les paysans pauvres comme des prolétaires ruraux qui devaient être incorporés dans le mouvement des prolétaires urbains.<sup>444</sup> Considérant la lutte pour la terre comme un but secondaire, la CIOAC s'est tout d'abord concentrée sur l'unité du prolétariat rural au Mexique, notamment dans le sud du pays où la pratique de l'agriculture moderne était plus répandue. À partir de 1978, ayant compris que la lutte pour la terre était plus importante pour la majorité des paysans du pays, les dirigeants de la

---

<sup>440</sup> Ibid. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 25.

<sup>441</sup> Myhre. «The Politics of Globalization in Rural Mexico: Campesino Initiatives to Restructure the Agricultural Credit System.», 151.

<sup>442</sup> Grammont. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 25-27.

<sup>443</sup> María Ángeles Guzmán Molina. 2000. «Organizaciones campesinas y sistema de representación.» *Estudios Agrarios* 6 (15): 216.

<sup>444</sup> George A. Collier, et Quaratiello, Elizabeth Lowery. 1999. *Basta! Land & the Zapatista Rebellion in Chiapas*. Oakland: Food First Books, 72.

CIOAC ont décidé de diversifier leur stratégie autour de la lutte pour la terre, des droits de production dans des conditions adéquates et de la syndicalisation des travailleurs agricoles.<sup>445</sup>

Bien qu'au début, en tant qu'organisme indépendant, la CIOAC se soit identifiée à des acteurs de la gauche mexicaine comme le Parti communiste mexicain (PCM), le Parti socialiste du Mexique (PSM) et le Parti de la révolution démocratique (PRD), elle a ensuite choisi de devenir un organisme autonome prêt à collaborer avec l'État mexicain dans certains projets communs au cours des années 1990.<sup>446</sup> Au début des années 2000, l'organisation avait environ 200 000 membres dans 28 États, se composant d'éjidataires, de comuneros (membres de communautés agraires), de minifundistas (propriétaires de petites fermes), de paysans sans-terre, de paysans indigènes et de producteurs agricoles.<sup>447</sup>

La CNPA a été fondée en 1979 par des activistes paysans qui ont adopté le slogan « aujourd'hui nous nous battons pour la terre et demain pour le pouvoir! ». Les membres de la CNPA faisaient partie principalement de paysans pauvres, d'ouvriers agricoles et de « comuneros » indigènes.<sup>448</sup> Cette organisation paysanne se définissait elle-même comme un regroupement d'organisations indépendantes avec un accent particulier sur la nécessité d'éviter la cooptation et la répression corporatiste. Le radicalisme de la CNPA a généré une répression violente qui a résulté en divers assassinats et emprisonnements de la part de l'État mexicain.<sup>449</sup> Il

---

<sup>445</sup> Molina. «Organizaciones campesinas y sistema de representación.», 216-217.

<sup>446</sup> Grammont. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 26.

<sup>447</sup> Marie-Josée Massicotte. 2001. «Las organizaciones civiles y sociales mexicanas en las redes transnacionales.» Programa Interdisciplinario de Estudios del Tercer Sector de el Colegio Mexiquense: 10.

<sup>448</sup> Neil Harvey. 1998. *The Chiapas Rebellion: The Struggle for Land and Democracy*. Durham & London: Duke University Press, 132-133.

<sup>449</sup> Grammont. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 25.

est pertinent de souligner que la contribution de la CNPA au développement du mouvement campesino contemporain a été immense. En premier lieu, les activités de la CNPA ont démontré que la lutte paysanne ne doit pas se borner à la réforme agraire dans le cadre du corporatisme, mais celle-ci doit aussi inclure la lutte contre la répression, pour la reconnaissance des unions rurales et la défense des cultures indigènes, de même que pour les droits de l'homme. En second lieu, la CNPA a innové au niveau de structure organisationnelle de la paysannerie sur la base des «fronts» où l'on pouvait rassembler les intérêts de différents domaines et aussi créer des réseaux avec plusieurs organisations régionales paysannes.<sup>450</sup>

L'UNORCA a vu le jour en 1985 avec la participation de 24 organisations paysannes des 14 États<sup>451</sup> autour « des idées d'appropriation du processus productif et commercial, d'autogestion, d'indépendance organisationnelle et de participation démocratique »<sup>452</sup>. Cette organisation était structurée sur la base de réseaux organisés d'après une coordination horizontale entre de nombreuses organisations régionales. Si la défense de l'ejido et de l'appropriation du processus productif ont occupé l'agenda de l'UNORCA au cours des années 1980, elle s'est concentrée davantage sur la défense de la société rurale et la lutte pour la souveraineté alimentaire pendant les années 1990 et 2000.<sup>453</sup> Durant les années 1990, l'UNORCA est devenue l'une des organisations paysannes les plus puissantes du Mexique avec

---

<sup>450</sup> Tom Barry. 1995. *Zapata's Revenge: Free Trade and the Farm Crisis in Mexico*. Boston, Massachusetts: South End Press, 142, Harvey. *The Chiapas Rebellion: The Struggle for Land and Democracy*, 132-133, Molina. «Organizaciones campesinas y sistema de representación.», 216.

<sup>451</sup> Myhre. «The Politics of Globalization in Rural Mexico: Campesino Initiatives to Restructure the Agricultural Credit System.», 151.

<sup>452</sup> Lutz. «Notes sur la pratique successorale et le devoir démocratique dans trois organisations rurales mexicaines: CNC, CNPR, UNORCA.», 30.

<sup>453</sup> Ibid., 31.

la participation de plus de 60 organisations paysannes.<sup>454</sup> À la différence de la CIOAC, l'UNORCA a choisi de demeurer neutre envers les partis politiques, contrairement à la CNPA qui était composée de prolétaires agricoles, ayant choisi de rester indépendants de l'État. L'UNORCA, dont les membres étaient plutôt des paysans produisant un surplus, a préféré se comporter d'une manière autonome tout en participant à certains projets communs avec l'État et en établissant aussi des liens horizontaux avec des confédérations corporatistes liées au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).<sup>455</sup> Face à la stratégie prolétaire et indépendante de la CNPA et la ligne partisane de la CIOAC, l'UNORCA est devenue l'organisation paysanne autonome la plus puissante, jouissant présentement de la participation de 2700 organisations paysannes dans 23 États, de même que de celle de plus de 400 000 familles paysannes.<sup>456</sup>

Le succès de la stratégie de « l'autonomie paysanne » de l'UNORCA a mené à la restructuration des relations entre les paysans et l'État mexicains durant les années 1990 et 2000. Cependant, il faut admettre qu'en conséquence, l'indépendance paysanne a été sacrifiée au nom de l'autonomie, faisant de la politique de propositions pragmatique le paradigme dominant au détriment de la politique d'opposition. Bien que l'émergence de l'UNORCA en tant que mouvement paysan autonome le plus puissant au Mexique ait bien brisé le monopole des organisations paysannes corporatistes et ait ouvert de nouveaux canaux pour la participation des paysans à la discussion de certaines questions avec le gouvernement, elle a également résulté en

---

<sup>454</sup> Myhre. «The Politics of Globalization in Rural Mexico: Campesino Initiatives to Restructure the Agricultural Credit System.», 151.

<sup>455</sup> Ibid., 152, Barry. *Zapata's Revenge: Free Trade and the Farm Crisis in Mexico*, 142-143.

<sup>456</sup> Annette Aurélie Desmarais. 2007. «Keeping People on the Land.» *Low External Input and Sustainable Agriculture Magazine*, 9.

l'ouverture de l'espace pour la mise en place de nouveaux mécanismes néocorporatistes tel le Congrès agraire permanent (CAP) qui ont conduit le mouvement paysan à la cooptation.

La montée du mouvement paysan mexicain au cours des années 1980 a abouti à la Première rencontre agraire nationale et à la signature de l'Accord d'action unitaire (AAU) par dix organisations paysannes y compris la CNPA et l'UNORCA vers la fin de 1988. Ainsi, les demandes pour le renouveau de la production agricole à la campagne et pour la distribution des terres s'est élargie vers la lutte envers le renouveau de la culture indigène avec la participation du mouvement indigène à l'AAU. Nous pouvons affirmer que la formation du CAP a constitué une réponse directe à l'AAU, vu comme un point de repère pour la montée et la radicalisation du mouvement paysan mexicain.<sup>457</sup> En 1989, le Président Salinas avait annoncé la création de CAP en tant que forum pour les négociations entre l'État et les paysans à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Zapata. Les organisations autonomes comme l'UNORCA, la CIOAC, la Coalition démocratique des syndicats paysans (CODUC), l'Union générale ouvrière, paysanne et populaire (UGOCP), la Centrale paysanne cardeniste (CCC), l'Alliance paysanne du nord-ouest (ALCANO) et l'Union nationale des travailleurs agricoles (UNTA) ont été incluses à la structure du CAP, tandis que les organisations paysannes radicales telle le CNPA ont choisi de ne pas y assister.<sup>458</sup>

---

<sup>457</sup> Armando Bartra, et Gerardo Otero. 2010. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?» Jeffrey Ayres & Laura Macdonald, dir. *Contentious Politics in North America: National Protest and Transnational Collaboration under Continental Integration*. New York: Palgrave Macmillan, 94-95.

<sup>458</sup> Grammont. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 28.

En effet, c'est principalement grâce à l'UNORCA que Salinas est arrivé à établir un tel mécanisme néocorporatiste comme le CAP.<sup>459</sup> Dans le cadre du CAP, Salinas a nommé ses alliés paysans à des postes importants au ministère de l'Agriculture, leur a promis des subventions pour la production, et a transféré certaines entreprises publiques aux mains des organisations paysannes. Cependant, en comparaison avec les entreprises transférées vers le secteur privé, celles des organisations paysannes alliées demeuraient insignifiantes et d'une importance peu stratégique. De plus, les mécanismes de subvention du CAP ont eu tendance à favoriser la CNC, l'ancienne organisation paysanne officielle du régime coopératiste, qui a continué de recevoir la plus grande part des ressources de l'État.<sup>460</sup> Les discussions au sein du CAP se sont bornées aux questions de prix, de crédit et de soutien pour les initiatives locales de commercialisation, sans toucher aux questions majeures affectant le bien-être paysan et la production agricole. De ce fait, le CAP a visiblement échoué dans sa promesse de résoudre les problèmes rencontrés par les paysans sans-terre et les petits paysans, tout en privilégiant les questions de production agricole pour l'exportation, qui concernent les grands producteurs.<sup>461</sup>

Après avoir consolidé son contrôle et sa légitimité sur le mouvement paysan mexicain grâce au CAP, l'administration de Salinas a ainsi décidé de lancer une grande contre-réforme agraire et de réformer l'article 27 de la Constitution, sans jamais consulter le CAP. Cette réforme a eu pour effet de mettre fin à la distribution des terres dans le pays.<sup>462</sup> Comme Barry le suggère, tout cela démontre que le CAP n'était qu'un mécanisme de la nouvelle structure néocorporatiste

---

<sup>459</sup> Ibid.

<sup>460</sup> Ibid.

<sup>461</sup> Barry. *Zapata's Revenge: Free Trade and the Farm Crisis in Mexico*, 145.

<sup>462</sup> Grammont. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 28.

de l'État mexicain.<sup>463</sup> Selon Bartra et Otero, le CAP, imposé d'en haut, a mené à la marginalisation du mouvement paysan indépendant et non officiel par l'État mexicain.<sup>464</sup> De ce fait, la première moitié des années 1990 a été marquée par la crise du mouvement paysan face à la cooptation du mouvement par le CAP, la contre-réforme agraire et la mise en place de nouveaux mécanismes néocorporatistes tel le PROCAMPO.<sup>465</sup>

Trois événements allaient néanmoins contribuer au renouveau du mouvement paysan mexicain au cours des années 1990 : l'apparition de l'Armée zapatiste de la libération nationale (EZLN) sur la scène politique mexicaine, l'émergence du mouvement « El Barzón », la fondation de l'Association nationale des entreprises de commercialisation de la campagne (ANEC).

L'EZLN est apparue sur la scène politique mexicaine pour la première fois le 1<sup>er</sup> janvier 1994, le jour où l'ALÉNA a pris effet au Mexique, en menant une rébellion paysanne au nom de la terre, la justice et la démocratie.<sup>466</sup> Déguisés avec des masques de ski et des foulards, les militants néozapatistes ont occupé les mairies d'Altamirano, Chanal, Huistan, Las Margaritas, Oxchuc, Ocosingo et San Cristóbal de las Casas, et ont brûlé les archives du procureur de district, ainsi que les dossiers judiciaires et policiers.<sup>467</sup> Ces événements représentent un grand tournant dans la politique mexicaine et le développement du mouvement paysan pour diverses raisons. En premier lieu, le soulèvement zapatiste a été le premier véritable défi à l'ALÉNA au

---

<sup>463</sup> Barry. *Zapata's Revenge: Free Trade and the Farm Crisis in Mexico*, 144-145.

<sup>464</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 95.

<sup>465</sup> Ibid., 102-103.

<sup>466</sup> Barry. *Zapata's Revenge: Free Trade and the Farm Crisis in Mexico*, 3-4.

<sup>467</sup> Collier. *Basta! Land & the Zapatista Rebellion in Chiapas*, 1.



Mexique, et a initié une ère de protestations à l'échelle nationale.<sup>468</sup> En second lieu, la rébellion zapatiste a non seulement revitalisé l'idéologie « agrarista » au Mexique, mais elle a aussi démontré que la question de terre est liée à des questions plus larges tels les droits de l'homme, l'éco-politique et l'ethnicité.<sup>469</sup> En troisième lieu, cette rébellion a largement contribué à la démocratisation et à l'épanouissement de la société civile du pays, tout en révélant le fait contradictoire qu'il existait de grandes inégalités sociopolitiques dans un tel pays qui acquerrait supposément le statut de « Premier-Monde ».<sup>470</sup>

Contrairement à l'EZLN, le mouvement El Barzón est apparu en tant qu'organisation paysanne multi-classe initiée cependant par des paysans riches. En août 1993, El Barzón a occupé la place centrale de Guadalajara avec 110 tracteurs pendant 52 jours en demandant un plus grand soutien à la campagne, la suspension des importations agricoles et la renégociation des dettes. L'identité organisationnelle des occupants était extrêmement diversifiée de façon à ce qu'à côté des paysans qui supportaient le parti d'opposition PRD, il y ait aussi des paysans issus du PRI, de la CNC et des organisations religieuses.<sup>471</sup> En décembre 1994, El Barzón a organisé une grande marche vers la ville de Mexico avec les tracteurs en demandant un moratoire sur les dettes. Suite à ses manifestations et activités spectaculaires, El Barzón a su obtenir la suspension des saisies par les banques agricoles, la dévolution de leurs biens et la subvention de l'énergie

---

<sup>468</sup> Barry. *Zapata's Revenge: Free Trade and the Farm Crisis in Mexico*, 3.

<sup>469</sup> Pekka Valtonen. 2000. *The Politics of Agrarian Transformation in Mexico*. Department of Sociology and Social Psychology. University of Tampere, 221.

<sup>470</sup> Gerardo Otero. 1996. «Neoliberal Reform and Politics in Mexico: An Overview.» Gerardo Otero, dir. *Neoliberalism Revisited: Economic Restructuring and Mexico's Political Future*. Boulder: Westview Press, 2.

<sup>471</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 107.

électrique.<sup>472</sup> La formation d'un front national pour la défense de la campagne incluant des organisations telles la CNPA et la CIOAC se trouve aussi parmi les principaux objectifs d'El Barzón. Conformément à cet objectif, El Barzón a fait partie des premières organisations paysannes qui ont participé au Mouvement de « la campagne ne peut tolérer plus! » (MCNPTP) en 2002, considéré comme la mobilisation la plus importante des dernières décennies.<sup>473</sup>

Quant à l'ANEC, les origines de cette organisation remontent aux mobilisations paysannes de Mai 1995 qui ont inclus des « sit-ins », des marches, des occupations des routes et des bureaux publics organisés par les membres d'entités tels la CIOAC, l'UNORCA et El Barzón à l'échelle nationale.<sup>474</sup> Établie sur la base des expériences provenant de ces mobilisations massives de 100 organisations régionales de 21 États du pays, l'ANEC s'est concentrée sur la promotion des mécanismes directs de commercialisation et le transfert des entreprises publiques privatisées aux paysans. Au début des années 2000, l'ANEC était représentée dans 19 États avec 220 organisations locales et 16 réseaux régionaux qui offraient des services d'éducation, de consultation, de gestion et de commercialisation, ainsi que de l'aide pour la transformation industrielle du maïs et pour la production et la vente des tortillas. À l'instar d'El Barzón, l'ANEC se trouvait aussi parmi les premiers participants au MCNPTP.<sup>475</sup>

Le mécontentement et la mobilisation des paysans ont continué d'augmenter au cours des années 2000. L'adoption de la Loi de sécurité agricole et d'investissement rural (LSCAIR) par les États-Unis, qui offrait une subvention massive de 16,5 milliards de dollar à l'agriculture

---

<sup>472</sup> Ibid., 108.

<sup>473</sup> Ibid., 107-108.

<sup>474</sup> Ibid., 104.

<sup>475</sup> Ibid.

américaine, a particulièrement suscité la rage des paysans mexicains contre l'ALÉNA. Par conséquent, en 2002, l'administration mexicaine a dû annoncer un ensemble de programmes agricoles sous le nom de « l'Armure agricole », tout en promettant de nouvelles lois et régulations, des modifications des programmes existants, de nouvelles subventions et des politiques de soutien des prix.<sup>476</sup> Les nouvelles mesures annoncées par l'administration mexicaine n'ont toutefois pas satisfait les producteurs agricoles, ce qui a résulté en leur mobilisation contre la détérioration de l'agriculture mexicaine sous le slogan « la campagne ne peut tolérer plus! ». La manifestation du 31 janvier 2003 qui a réuni 100 000 paysans mécontents sur la Place centrale de la ville de Mexico a forcé l'administration mexicaine à engager un processus de négociation avec les paysans.<sup>477</sup>

Le MCNPTP, construit avec la participation de douze organisations paysannes,<sup>478</sup> a résumé ses revendications en quelques points : moratoire sur les dispositions agricoles de l'ALÉNA, plus de ressources fiscales et de meilleures politiques publiques, ainsi que la reconnaissance des droits et de la culture indigènes<sup>479</sup>. Suite aux mobilisations de janvier 2003 dans la ville de Mexico, les organisations paysannes tel El Barzón ont également participé à l'alliance du MCNPTP. Comme on a pu l'observer pendant les mobilisations paysannes contre

---

<sup>476</sup> John Wainio, Ed Young, et Steven Zahniser. 2005. «Recent Agricultural Policy Reforms in North America.» United States Department of Agriculture: 13.

<sup>477</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 108.

<sup>478</sup> Association mexicaine des unions de crédit du secteur social (AMUCSS), ANEC, Coordination de producteurs de café de l'État d'Oaxaca (CEPCO), Coordination nationale des organisations productrices de café (CNOC), CNPA, Front démocratique paysan de Chihuahua (FDCCH), CIOAC, CODUC, Réseau mexicain des organisations paysannes forestières (RED MOCAF), Union nationale pour la foresterie communautaire (UNOFOC), Front national pour la défense de la campagne mexicaine (FNDCM) et UNORCA.

<sup>479</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 108.

l'OMC en 2003 à Cancún, cette alliance a aussi su attirer l'attention sur la résistance paysanne alter-mondialiste à travers La Vía Campesina.<sup>480</sup>

Afin d'éviter la radicalisation du MCNPTP, l'administration mexicaine a préparé l'ANsA, qui incluait un total de 282 articles.<sup>481</sup> La grande partie des organisations paysannes ont choisi de signer cet accord, car elles ont senti qu'elles avaient besoin d'acquérir des gains à court terme à travers les petites concessions publiques pour soulager leurs membres.<sup>482</sup> Par contre, ni l'Armure agricole ni l'ANsA n'ont jamais été mis en œuvre d'une manière formelle et n'ont pas donné lieu à l'élaboration d'une toute nouvelle politique agricole pour le Mexique.<sup>483</sup> Elles ont plutôt servi à la prévention de la radicalisation et à la cooptation du mouvement paysan.<sup>484</sup> La conséquence la plus sévère de cette cooptation a été la fragmentation du MCNPTP vers 2004 et la démobilisation paysanne à long terme.<sup>485</sup> Ces deux éléments ont déclenché un processus de réévaluation stratégique par les organisations paysannes mexicaines ou encore une période d'incertitude qui continue jusqu'à nos jours.<sup>486</sup>

Bien que la mobilisation du MCNPTP ait résulté en la cooptation de la paysannerie mexicaine, cette expérience constitue un tournant pour le mouvement paysan mexicain durant les

---

<sup>480</sup> Ibid., 108-111.

<sup>481</sup> Cruz. «NAFTA's Impact on Mexican Agriculture: An Overview.», 2.

<sup>482</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 112.

<sup>483</sup> Wainio. «Recent Agricultural Policy Reforms in North America.», 13.

<sup>484</sup> Isidro Morales-Moreno. 2008. «Mexico's Agricultural Trade Policies: International Commitments and Domestic Pressure.» *Analisis Economico* 23 (53): 318.

<sup>485</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 112.

<sup>486</sup> Grammont. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.», 36.

années 2000.<sup>487</sup> L'importance de l'expérience du MCNPTP provient de sa réussite à consolider la place de la paysannerie dans la politique mexicaine en tant que classe sociale et à réunir les organisations paysannes de différentes origines. Ainsi, des organisations indépendantes supportées par les paysans pauvres, telle la CNPA, ont su s'allier avec des autonomes comme l'UNORCA et des agrarianistes comme la CIOAC qui priorisent la lutte pour la terre, ainsi qu'avec les membres des courants officiels comme la CNC. Un autre mérite de cette alliance consiste à avoir inclus aussi les paysans autochtones dans la lutte contre le néolibéralisme.<sup>488</sup>

Il est à préciser que la démobilisation du mouvement paysan suite à l'échec MCNPTP n'a pas duré longtemps, notamment dans le contexte de la crise alimentaire et des émeutes de la faim au cours de la période couvrant les années 2006 à 2008. Comme Gómez-Oliver<sup>489</sup> l'avance, la crise alimentaire au Mexique a éclaté en 2006, et a déclenché la fameuse « Crise des tortillas » en janvier 2007 pendant laquelle des dizaines de milliers de paysans ont défilé contre la hausse du prix des tortillas de plus de 60 %, l'hyper-dépendance aux marchés extérieurs et la spéculation des multinationales.<sup>490</sup> Selon Gómez-Oliver<sup>491</sup>, au cours de la période entre juin 2006 et juin 2008, la hausse du prix moyen des aliments a été de 17 %. Parallèlement, le prix des huiles a augmenté de 63,7 %, celui des œufs de 39,2 %, celui du riz et des céréales préparées de 34,9 %, celui du pain de 26,3 %, celui du poulet de 25,3 % et celui du lait et des tortillas de

---

<sup>487</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 108-110.

<sup>488</sup> Ibid., 109-110.

<sup>489</sup> Gómez-Oliver. «La crisis alimentaria mundial y su incidencia en México.», 116.

<sup>490</sup> Bello. *The Food Wars*, 39.

<sup>491</sup> Gómez-Oliver. «La crisis alimentaria mundial y su incidencia en México.», 117.

18 %.<sup>492</sup> Dans ce contexte, en janvier 2008, le mouvement paysan a su réunir environ 200 000 manifestants à Mexico pour s'opposer à la disposition de l'ALÉNA visant la libéralisation du maïs, des haricots, du sucre et du lait en poudre au moment du quatorzième anniversaire du soulèvement zapatiste au Mexique.<sup>493</sup>

### **3.4. Les principaux instruments du néocorporatisme mexicain**

Comme Diego le souligne, la « métamorphose néolibérale » du Mexique est allée de pair avec l'établissement « de nouveaux mécanismes de légitimation, de contrôle et de cooptation de l'électorat » sur la base d'une philosophie patrimoniale et néointerventionniste.<sup>494</sup> Ceci, en effet, crée une situation paradoxale qui se traduit par une cooptation au sein de la paysannerie en dépit de son niveau organisationnel hautement politisée. Cette section se consacrera donc entièrement à la compréhension du « paradoxe mexicain » dont les origines remontent à l'administration de Salinas.

Quand l'administration de Salinas est venue au pouvoir, il était déjà évident que le Mexique n'arriverait pas consolider son nouveau régime néolibéral sans regagner le consentement des classes laborieuses qui étaient devenues mécontentes des politiques néolibérales extrémistes. Ainsi, l'administration de Salinas a dû introduire une nouvelle politique sociale connue sous le nom du PRONASOL. Comme Gates<sup>495</sup> le reconnaît, le PRONASOL

---

<sup>492</sup> Ibid.

<sup>493</sup> Bartra. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the Peasantry?», 113.

<sup>494</sup> Diego. «La politique agricole mexicaine: De la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral.», 24.

<sup>495</sup> Marilyn Gates. 1996. «The Debt Crisis and Economic Restructuring: Prospects for Mexican Agriculture.» Gerardo Otero, dir. *Neo-liberalism Revisited: Economic Restructuring and Mexico's Political Future*. Boulder: Westview Press, 52.

représente une rupture radicale des stratégies précédentes de développement agricole en termes de haut niveau de décentralisation et de coopération interinstitutionnelle, et en raison de son accent sur la responsabilité individuelle des paysans face aux dettes. En dépit d'un manque de données précises sur les résultats du PRONASOL, on tend à accepter le fait que cette politique reflétait des ambitions électorales plutôt qu'une poursuite de remèdes visant l'éradication de la pauvreté dans le pays. De plus, les segments les plus pauvres de la société, notamment les pauvres en milieux ruraux ne faisaient pas partie des bénéficiaires prioritaires du PRONASOL.<sup>496</sup>

Selon Kelly<sup>497</sup>, une grande partie des fonds du PRONASOL a été distribuée aux supporteurs de l'administration et aux régions urbaines. Otero qualifie ainsi le PRONASOL comme l'une des composantes majeures de la structure néocorporatiste mexicaine qui repose sur « l'achat des intermédiaires politiques formant et organisant la 'base populaire' du système ».<sup>498</sup> Selon Otero, cette stratégie néocorporatiste poursuit un double objectif consistant à neutraliser les effets négatifs des organisations contestataires de la gauche contre le tournant néolibéral et à éliminer la persistance des structures corporatistes traditionnelles qui sont devenues des organismes indépendants du PRI au fil du temps.<sup>499</sup> Le nouveau néocorporatisme du PRONASOL se différencie des structures corporatistes traditionnelles dans la mesure où il établit des liens directs avec les paysans pour le financement rural en éliminant l'intervention des organisations traditionnelles intermédiaires. Plus précisément, le financement des projets de

---

<sup>496</sup> Kelly. «Neoliberal Reforms and Rural Poverty.», 91.

<sup>497</sup> Ibid.

<sup>498</sup> Otero. «Neoliberal Reform and Politics in Mexico: An Overview.», 15.

<sup>499</sup> Ibid.

production, de construction, de santé, d'électricité et d'eau courante est géré directement par l'administration elle-même et impose aux paysans, à son compte, la condition d'organiser des « comités de solidarité » afin de pouvoir profiter des services gouvernementaux.<sup>500</sup>

De multiples programmes d'aide tels le PRONASOL ont été lancés lors de la réforme agraire néolibérale au Mexique. Par exemple, suite à la ratification de l'ALÉNA, en 1993, le gouvernement a initié un programme d'aide nommé « PROCAMPO » qui avait pour objectif d'élever le bien-être et les revenus des producteurs ruraux en augmentant les subventions pour les petits paysans, de permettre aux producteurs nationaux d'entrer en compétition sur les marchés internationaux et de les encourager à choisir des stratégies de plantation sur la base des « forces de marché ».<sup>501</sup> L'ASERCA, établie en 1991 pour éliminer le régime de CONASUPO<sup>502</sup> et encourager la commercialisation des produits agricoles mexicains<sup>503</sup>, était chargée de fournir des fonds directs pour le PROCAMPO<sup>504</sup>. Cependant, comme Gravel<sup>505</sup> l'indique, cette aide était proportionnelle au nombre d'hectares cultivés, et a donc permis aux grands producteurs d'obtenir un avantage sur les petits paysans. En dépit d'un fort discours qui favorisait les petits paysans, les ressources du PROCAMPO étaient réservées plutôt aux grands producteurs agricoles,<sup>506</sup> et les paiements versés aux petits paysans n'étaient que 1,70 peso par jour, ce qui est à peine

---

<sup>500</sup> Ibid., 14.

<sup>501</sup> Diego. «La politique agricole mexicaine: De la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral.», 31, Gates. «The Debt Crisis and Economic Restructuring: Prospects for Mexican Agriculture.», 53.

<sup>502</sup> Yunez–Naude. «The Dismantling of CONASUPO, a Mexican State Trader in Agriculture.», 100.

<sup>503</sup> OECD. *Policy Brief: Agricultural Policies in Mexico*, 2-3.

<sup>504</sup> Yunez–Naude. «The Dismantling of CONASUPO, a Mexican State Trader in Agriculture.», 100.

<sup>505</sup> Gravel. «La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême.», 129.

<sup>506</sup> Rivera. «Mexican Agriculture and NAFTA: Prospects for Change.», xvii.



suffisant pour acheter un seul taco<sup>507</sup>. En effet, 13 % des agriculteurs ont bénéficié de 79 % de l'aide disponible, tandis que seulement 21 % de l'aide est allée à 87 % des agriculteurs mexicains.<sup>508</sup> Il est donc difficile de soutenir que le PROCAMPO a atteint son objectif de protéger la petite paysannerie. À l'instar du PRONASOL, le PROCAMPO était aussi enraciné dans des fins clientélistes. Ainsi, un montant de 3 millions de peso avait été distribué aux producteurs agricoles, juste avant les élections en août 1995, de sorte que certaines ONG ont accusé le programme d'être directement lié au PRI.<sup>509</sup>

L'Alliance pour la campagne (Alianza para el Campo), initiée en 1995 et activée en 1996, consistait en des projets de développement rural, et a été lancée en parallèle avec la mise en place de l'ALÉNA et le soulèvement néozapatiste au Chiapas.<sup>510</sup> L'objectif principal était de supporter la productivité agricole, les revenus des paysans, la capitalisation des unités de producteurs agricoles, l'innovation technologique et le renforcement de capacités.<sup>511</sup> Dans l'ensemble, l'Alliance pour la campagne était limitée à des mesures sous-financées, orientées vers le marché et la mécanisation, plutôt que d'incarner de réelles transformations structurales.<sup>512</sup> En parallèle, il a été difficile de définir le développement rural et de déterminer la population cible parmi les

---

<sup>507</sup> Gates. «The Debt Crisis and Economic Restructuring: Prospects for Mexican Agriculture.», 54.

<sup>508</sup> Gravel. «La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême.», 129.

<sup>509</sup> Valtonen. *The Politics of Agrarian Transformation in Mexico*, 137.

<sup>510</sup> Alder Keleman. 2010. «Institutional Support and In Situ Conservation in Mexico: Biases against Small-Scale Maize Farmers in post-NAFTA Agricultural Policy.» *Agriculture and Human Values* 27 (1): 20, Valtonen. *The Politics of Agrarian Transformation in Mexico*, 138.

<sup>511</sup> Keleman. «Institutional Support and In Situ Conservation in Mexico: Biases against Small-Scale Maize Farmers in post-NAFTA Agricultural Policy.», 20.

<sup>512</sup> Valtonen. *The Politics of Agrarian Transformation in Mexico*, 138.

couches paysannes.<sup>513</sup> De manière similaire, dans le cas du PROCAMPO, l'Alliance n'a pas favorisé les petits producteurs, mais a plutôt privilégié les États prospères. En outre, le programme souffrait d'un manque de transparence dans la budgétisation et dans les procédures d'évaluation des demandes, ce qui a réduit l'efficacité du programme et créé des opportunités pour le transfert de fonds de patronage.<sup>514</sup> Finalement, le processus de dépôt des dossiers pour l'application au programme était fortement bureaucratique, donc inaccessible pour la plupart des paysans qui devaient souvent faire appel à des conseillers techniques pour compléter le processus. Cette situation posait des problèmes encore plus sévères pour les paysans autochtones pauvres qui ne parlaient pas espagnol, car des titres fonciers individuels étaient souvent exigés pour l'application aux programmes de l'Alliance.<sup>515</sup>

Il est pertinent de noter qu'en 2003, le nom de l'Alliance pour la campagne a été changé en l'Alliance avec vous (Alianza Contigo).<sup>516</sup> Comme Caballero<sup>517</sup> le remarque, le programme « Alianza Contigo » représente le cœur de la décentralisation des programmes de développement rural au Mexique en tant que « véhicule principal » de ce même processus. Il est à remarquer que

---

<sup>513</sup> Keleman. «Institutional Support and In Situ Conservation in Mexico: Biases against Small-Scale Maize Farmers in post-NAFTA Agricultural Policy.», 20.

<sup>514</sup> Brian Palmer-Rubin. 2010. *Small Producer Access to Decentralized Agricultural Subsidies in Mexico: Alianza para el Campo*. Mexico City: Woodrow Wilson International Center for Scholars.

<sup>515</sup> Ibid., 4-5.

<sup>516</sup> WTO. 2010. *Trade Policy Review: Mexico*. En ligne. [www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/s195-04\\_e.doc](http://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s195-04_e.doc) (page consultée le 15 Novembre 2010).

<sup>517</sup> José Maria Caballero. 2010. *Mexico: Decentralization of Rural Development Programs*. En ligne. <http://siteresources.worldbank.org/INTMEXICOINSPANISH/Resources/VolIIChapter5.pdf> (page consultée le 20 Novembre 2010)., 224, 237, 244.

l'Alianza est aussi l'un des rares programmes phare dont la durée de vie n'est pas limitée à la période d'une seule administration présidentielle.<sup>518</sup>

La décentralisation des programmes de développement sous le parapluie de l'Alianza constitue une étape cruciale dans la création des structures participatives et inclusives au-delà de la tradition patrimoniale du Mexique. Les Conseils municipaux de développement rural et durable (CMDRS) et les Conseils de district de développement rural et durable (CDDRS) sont les « instruments participatifs » de l'Alianza. Cependant, il serait très optimiste de croire à l'efficacité actuelle de ces instruments, étant donné que ces derniers ne sont pas encore capables de réaliser leur potentiel participatif dû à diverses raisons particulières.<sup>519</sup> Tout d'abord, la plupart des CMDRS sont privés du personnel et de la sophistication technique nécessaires. La distribution des fonds et l'adoption des projets se font, non selon les mérites objectifs des propositions et des nécessités des communautés, mais d'après le principe d'« une communauté, un projet ». De plus, ces conseils sont incapables de formuler des projets d'investissement exhaustifs, mais plutôt « atomiseurs » et « isolés ».<sup>520</sup> Quant aux CDDRS, en comparaison avec les CMDRS, l'administration y accorde une attention excessivement déficiente si bien qu'elles sont peu perceptibles dans les régions. Ces conseils sont conçus plutôt comme un espace d'échange d'idées entre les fonctionnaires gouvernementaux et les autorités municipales, car l'expertise technique, la capacité de commandement et les ressources disponibles pour l'investissement font souvent défaut.<sup>521</sup>

---

<sup>518</sup> Ibid., 244.

<sup>519</sup> Ibid., 227.

<sup>520</sup> Ibid.

<sup>521</sup> Ibid.

Au bout du compte, nous pouvons conclure que les politiques agricoles néocorporatistes du Mexique tendent à privilégier les grands producteurs et les groupes associés au capital états-unien, tandis que les petits producteurs, relégués au niveau des programmes sociaux et des aides de charité, demeurent au second plan.<sup>522</sup> Or, de nos jours, 63 % des emplois agricoles mexicains sont encore enracinés dans des fermes de moins de cinq hectares.<sup>523</sup> Bien que le budget agricole mexicain ait été le plus élevé au cours des années 1990 en Amérique latine, les ressources publiques sont restées concentrées non seulement dans les mains des grands producteurs minoritaires qui vivent dans les États du Nord,<sup>524</sup> mais aussi dans celles des transnationales agroalimentaires comme Cargill, Minsa, Bachoco et ADM Mexico<sup>525</sup>. Par exemple, Cargill, qui avait reçu une subvention de 500 millions de pesos pour le soutien de commercialisation entre 2005 et 2009, a utilisé cette somme pour rembourser des prix payés aux agriculteurs qui étaient supposément « élevés » selon cette entreprise.<sup>526</sup> Outre le biais urbain et le favoritisme accordé aux grands producteurs agricoles et à l'industrie agroalimentaire, les programmes agraires souffrent aussi d'une inefficacité due à la multiplicité des programmes de développement, ainsi qu'au manque de coordination, d'assistance technique et d'harmonisation.<sup>527</sup>

---

<sup>522</sup> Fox. «Mexican Agricultural Policy: Multiple Goals and Conflicting Interests.», 11, Cruz. «NAFTA's Impact on Mexican Agriculture: An Overview.», 3.

<sup>523</sup> Fox. «Mexican Agricultural Policy: Multiple Goals and Conflicting Interests.», 12.

<sup>524</sup> Ibid., 11-12.

<sup>525</sup> Ibid., 34-35.

<sup>526</sup> Ibid., 34.

<sup>527</sup> Caballero. *Mexico: Decentralization of Rural Development Programs*, 223.

## Conclusion

En somme, la genèse de la structure agraire du Mexique contemporain réside dans la réforme agraire de 1910-1970, l'une de plus longues réformes agraires du vingtième siècle. Bien que cette réforme ait entraîné une transformation profonde de la société mexicaine en éliminant la classe des hacendados, elle s'est plutôt assimilée à une réforme de type non égalitaire en raison de son incapacité de supprimer la structure de classe à la campagne. Depuis le début de la réforme, le véritable intérêt des classes dominantes du Mexique s'est articulé autour de la cooptation paysanne et du développement de l'agriculture capitaliste sur la base d'un système corporatiste. D'ailleurs, l'article 27 de la Constitution sur la réforme n'a pas été mis en œuvre tel que promis jusque dans les années 1930. Le « boom » d'ejidos des années 1930 et 1940 s'explique ainsi par la pacification du mécontentement rural face à la Grande dépression de 1929. En parallèle, il n'est guère surprenant d'observer que la distribution des terres s'est ralentie et la concentration foncière s'est accélérée après la période suivant les années 1940. Les inégalités rurales se sont aggravées avec la consolidation des politiques corporatistes inefficaces qui dépendaient excessivement des dépenses publiques. Toutefois, la récession des années 1970 et la crise de 1982 ont non seulement témoigné de la fin du soi-disant « miracle mexicain » et de l'abandon du Mexique aux forces du néolibéralisme, mais aussi de l'aggravation de la crise agraire.

L'instauration du régime agroalimentaire néolibéral au Mexique a été marquée par trois étapes importantes dont l'inclusion du Mexique au sein du GATT en 1986, la réforme de l'Article 27 de la Constitution en 1992 et la signature de l'ALÉNA en 1993. Bien que l'inclusion du Mexique au GATT ait conduit à des changements mineurs concernant les tarifs douaniers, l'importation des biens alimentaires et la protection des prix; la reconfiguration néolibérale de la

campagne mexicaine s'est plus largement accélérée suite à la réforme de l'Article 27 et la signature de l'ALÉNA. La réforme de l'Article 27 a été accompagnée par une contre-réforme agraire dans le cadre du PROCEDE. Cependant, loin de « sécuriser la propriété foncière », le PROCEDE a fini par être une solution de premier recours pour les petits paysans appauvris qui se sont vus obligés de vendre ou de louer leur terre afin de pouvoir survivre à court terme. De la même façon, l'adhésion à l'ALÉNA a déclenché la transformation la plus radicale et la plus profonde du Mexique. Ainsi, cette transformation a considérablement accéléré les niveaux d'importation agricole, la dépendance alimentaire, les pertes d'emploi dans le secteur agricole, la monopolisation du marché agricole, la concentration des terres, la pauvreté rurale et les flux migratoires.

La restructuration néolibérale de l'économie mexicaine a aussi eu comme résultat de reconfigurer les relations entre l'État et les paysans. La subordination paysanne par des instruments politiques traditionnels comme la CNC a cédé sa place au modèle néocorporatiste dans lequel le monopole de la CNC sur l'organisation des paysans a été brisé de manière à ce que la cooptation s'articule actuellement à travers des liens clientélistes directs avec les paysans tout en minimisant l'intervention des intermédiaires officiels. En réaction au modèle néocorporatiste émergeant des années 1980, le mécontentement rural s'est exprimé principalement à travers trois grandes organisations paysannes parmi plusieurs. La CIOAC s'est développée comme une organisation indépendante essayant de bâtir des alliances indirectes avec les partis politiques de gauche, mais qui a ensuite évolué vers une attitude autonome en se distanciant des partis politiques. Elle a conservé sa position stratégique comme l'un des acteurs ruraux les plus importants du Mexique au cours des années 1990 et 2000. Quant à la CNPA, elle est apparue comme une organisation radicale gérée par les paysans pauvres qui poursuivaient une stratégie

indépendante sur la base des tactiques de fronts. Cette organisation a su élargir les limites de la lutte paysanne tout en combinant la lutte pour la terre avec celle contre le corporatisme et la répression au nom des droits de l'homme. Bien que la CNPA demeure l'un des acteurs les plus importants du mouvement paysan au Mexique, sa stratégie indépendante a été assimilée par la stratégie autonome de l'UNORCA. L'UNORCA jouit présentement du statut d'organisation paysanne non officielle la plus importante dans le pays. Cependant, il est pertinent de mentionner que son statut d'« organisation non officielle » est sévèrement compromis suite à l'expérience de CAP. Les critiques avancent que les efforts du mouvement paysan aboutissant à l'expérience de l'AAU en 1988 ont été neutralisés avec la cooptation paysanne par le CAP dont le premier responsable était l'UNORCA, légitimant ainsi le néocorporatisme de l'administration Salinas. Le CAP a su pacifier et paralyser le mouvement paysan pour presque une décennie, même si l'on a assisté à certains moments d'éclair de protestation comme la rébellion zapatiste, l'émergence du mouvement El Barzón et la fondation de l'ANEC au cours des années 1990.

La rébellion zapatiste dirigée par l'EZLN a représenté le premier défi contre l'ALÉNA dans le pays. Elle a largement contribué à la démocratisation et à l'épanouissement de la société civile, de même qu'à la revitalisation de l'idéologie agrarista et à la reconsidération de la question agraire dans un cadre plus large incluant les problèmes des droits de l'homme, de l'écopolitique et de l'ethnicité. Contrairement à l'EZLN, El Barzón s'est développé comme un mouvement de paysans riches, mais il a su ensuite attirer plusieurs paysans pauvres dans ses rangs. El Barzón a organisé de grandes mobilisations spectaculaires durant les années 1990, et a pu préserver son énergie militante dès le début des années 2000 tout en faisant partie du MCNPTP. Quant à l'ANEC, cette organisation était le produit de la montée du mouvement paysan vers la fin de la première moitié des années 1990. Elle est bientôt devenue l'un des

acteurs ruraux les plus importants défendant la souveraineté alimentaire au même titre que l'UNORCA, la CIOAC et la CNPA.

La première moitié des années 2000 a vu apparaître la montée de la rage paysanne face à la consolidation du régime de l'ALÉNA et, notamment, l'adoption de la LSCAIR par les États-Unis. Ceci a forcé l'administration mexicaine à annoncer l'Armure agricole en 2002 contre les effets négatifs de la nouvelle vague américaine de subventions agricoles. L'insatisfaction du mouvement paysan mexicain face aux mesures proposées dans l'Armure agricole se trouve donc à l'origine du MCNPTP, considéré comme un tournant majeur dans le mouvement paysan mexicain des années 2000 en raison de son inclusivité. Cependant, l'administration mexicaine n'a pas tardé à mettre en marche une nouvelle stratégie de cooptation en réponse à la radicalisation du mouvement paysan, d'où l'adoption de l'ANsA. Loin de générer un grand changement de stratégie agricole au Mexique, les articles de l'ANsA n'ont jamais été mis en œuvre d'une manière formelle. En revanche, ce nouveau mode de cooptation a non seulement permis de limiter la montée du mouvement paysan, mais l'a aussi poussé vers la fragmentation et la démobilisation en 2004 tout en déclenchant un processus de réévaluation stratégique en son sein qui dure depuis lors. Cependant, la mobilisation de janvier 2008 contre la crise alimentaire qui a réuni environ 200 000 personnes à la ville de Mexico a démontré que le mouvement paysan mexicain n'est pas encore été pacifié définitivement.

Il faut retenir que la cooptation néocorporatiste des paysans mexicains repose aujourd'hui sur des mécanismes plus systématiques que le CAP ou l'ANsA. À partir des années 1990, de nouveaux mécanismes de légitimation, de contrôle et de cooptation paysans tels le PRONASOL, le PROCAMPO et les programmes de l'Alliance ont été mis en place afin de gagner le consentement de la paysannerie pour la consolidation du système agroalimentaire néolibéral.



Loin d'être un instrument visant l'éradication de la pauvreté rurale, la grande partie des fonds du PRONASOL a été distribuée aux supporteurs du PRI par le biais des comités de solidarité. De la même façon, le PROCAMPO consiste en des mesures néocorporatistes pour minimiser le mécontentement et la radicalisation de la paysannerie face à la signature de l'ALÉNA et à la consolidation du système agroalimentaire néolibéral au Mexique. Bien qu'en apparence, le PROCAMPO visait à protéger la petite paysannerie, en réalité, ce sont les grands producteurs qui ont bénéficié des fonds du PROCAMPO selon le principe de l'aide proportionnelle au nombre d'hectares cultivés. Quant aux programmes de l'Alliance, ceux-ci se différencient du PRONASOL et du PROCAMPO dans la mesure où ils promeuvent la décentralisation des programmes de développement à travers les CMDRS et les CDDRS. Cependant, en pratique, ces conseils demeurent privés d'attention politique et technique, et souffrent de projets inefficacement planifiés et sous-financés. Similairement au PROCAMPO, les programmes de l'Alliance ont aussi un biais clientéliste au détriment des petits paysans et des régions pauvres.

En tenant compte de nos indicateurs de recherche sur la souveraineté alimentaire modelés d'après la catégorisation d'Issaoui-Mansouri,<sup>528</sup> l'absence des politiques de souveraineté alimentaire au Mexique s'affirme, en premier lieu, par la pratique d'une agriculture qui priorise la productivité agricole à grande échelle, les paysans riches et les multinationales agroalimentaires au détriment de la qualité de production, ce qui exclut à son tour la prédominance des principes de développement durable dans le secteur agricole mexicain. Par conséquent, la capacité des agriculteurs et de l'État à choisir ce qui sera produit sur leur territoire est sévèrement compromise sous le règne du régime alimentaire néolibéral qui impose au Mexique ses propres stratégies de monopolisation, d'exportation et d'importation au préjudice de

---

<sup>528</sup> Issaoui-Mansouri. «Souveraineté alimentaire: Un concept en émergence.».

la petite paysannerie et d'autres couches appauvries. En termes de distribution, l'éradication de la petite paysannerie et la montée de l'industrie agroalimentaire dans le secteur agricole suite à la contre-réforme agraire reflètent l'absence des politiques de souveraineté alimentaire au Mexique. La distribution alimentaire est de plus en plus centralisée dans les mains de l'industrie agroalimentaire qui impose une variété limitée de semences aux producteurs, d'où l'augmentation du pouvoir des grandes chaînes de détaillants. En raison de la prédominance de l'industrie agroalimentaire et l'absence d'une éducation agroécologique socialisée, les consommateurs mexicains sont dépourvus de moyens pour assurer leur indépendance envers l'industrie agroalimentaire et les produits transformés, de même que pour soutenir des pratiques agricoles saines.

Au final, quelles sont les conclusions à tirer de la structure domestique agraire mexicaine et de l'influence des institutions internationales ainsi que celle du système agroalimentaire néolibéral sur le Mexique rural? Plus précisément, qu'est-ce qui explique l'absence des politiques de souveraineté alimentaire au Mexique? En premier lieu, bien que les anciennes structures corporatistes aient été supprimées sous le régime néolibéral, l'organisation de l'État mexicain dans le secteur agricole n'a pas encore renoncé à sa nature hégémonique-bourgeoise, marquée par l'existence d'institutions et de processus décisionnels centralisés, tout en ayant adopté un discours de façade qui favorise la décentralisation des processus de l'agrogouvernance et l'émergence d'une représentation paysanne « pluraliste » par des mécanismes néocorporatistes tels le CAP, l'ANsA, le PRONASOL (les comités de solidarité) et les programmes de l'Alliance (les conseils de développement rural). Les décisions unilatérales de l'administration mexicaine comme la réforme de l'article 27 et l'abandon l'ANsA en dépit des mécanismes « pluralistes » tels le CAP et le MCNPTP démontrent clairement que les processus décisionnels demeurent

centralisés et unilatéraux sous un nouveau corporatisme, d'où la persistance d'une structure politique agraire centralisée. Il faut noter qu'en raison de la multiplicité des acteurs au sein de la société civile agraire, la structure sociétale agraire mexicaine possède une nature hautement décentralisée et diversifiée. En parallèle, l'organisation sociétale rurale n'arrive pas à assurer la pénétration sociétale dans l'État et l'organisation des intérêts sociaux malgré le haut niveau de politisation de la société civile agraire, d'où la faiblesse de la structure sociétale mexicaine.

D'autre part, bien que la structure sociétale mexicaine se soit considérablement affaiblie et que l'État mexicain effectue une performance réussie pour assurer la cooptation paysanne grâce à l'existence d'une culture politique néocorporatiste, rien n'empêche la réapparition récurrente du mouvement paysan sur la scène politique du Mexique en réaction aux efforts de cooptation. Même si les expériences de CAP, d'ANSA et d'autres instruments néocorporatistes tel le PRONASOL (les institutions intermédiaires étant censées établir des liens entre l'État et la paysannerie) ont gravement paralysé le mouvement paysan, le conflit rural s'est pourtant renouvelé, tel qu'observé dans le cas de la rébellion zapatiste, les activités spectaculaires d'El Barzón et la mobilisation paysanne de janvier 2008. Cela signifie que les réseaux politiques agraires restent toujours conflictuels et polarisés malgré la mise en place de politiques néocorporatistes.

Étant donné la nature hégémonique-bourgeoise de la structure domestique agraire du Mexique marquée par la faiblesse de la structure sociétale, et le haut niveau de centralisation de la structure politique et de polarisation des réseaux politiques agraires, les institutions internationales du régime agroalimentaire néolibéral arrivent à contrôler substantiellement la structure domestique agraire du Mexique à travers l'ALÉNA, ce qui explique, dans une certaine mesure, l'incapacité du mouvement paysan autonome mexicaine à normaliser la souveraineté

alimentaire et faire mettre en œuvre les politiques de souveraineté alimentaire en dépit de ses efforts transnationaux au sein de La Vía Campesina. L'exemple du Mexique nous permet de comprendre que les politiques de souveraineté alimentaire demeurent absentes en présence d'une structure domestique agraire dominée par l'État de nature hégémonique-bourgeoise et sous l'effet nuisible d'un régime agroalimentaire néolibéral.

**CONCLUSION**  
**LES POLITIQUES DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : VERS UNE**  
**SYNTHÈSE**

À la lumière de l'étude du développement des structures agraires cubaine et mexicaine, il est désormais possible d'entreprendre une synthèse générale pour ainsi dévoiler les facteurs sociopolitiques qui conduisent à l'existence et/ou la défaillance des politiques de souveraineté alimentaire dans le système agroalimentaire néolibéral. Pour commencer, nous devons préciser que la réforme agraire nationale-démocratique à Cuba et la réforme agraire non égalitaire au Mexique se caractérisent par une modération initiale cédant sa place au fil du temps à un processus de radicalisation sous l'impact d'une combinaison de conditions à la fois internes et externes. Dans le cas de Cuba, depuis la promulgation de la « Loi no.3 » en 1958, la réforme agraire s'est manifestée comme un mouvement qui n'opposait pas la propriété privée et la bourgeoisie moyenne à la campagne, tout en limitant les nationalisations des terres. Cependant, le processus de réforme a pris un grand tournant suite à l'hostilité croissante des États-Unis et la montée du mouvement contre-révolutionnaire mené par la bourgeoisie rurale supportée par les États-Unis, en particulier suite au blocus économique approuvé par Eisenhower en 1960 et à l'invasion de la Baie des Cochons en 1961, ce qui a abouti à l'établissement de l'ANAP et l'introduction d'une deuxième réforme plus radicale que la précédente. D'une manière similaire, la distribution des terres au Mexique ne s'est accélérée qu'à partir des années 1930 durant la Grande dépression afin de réduire les effets négatifs de la crise économique, d'empêcher la montée des mouvements révolutionnaires et de pacifier les insurrections armées à la campagne.

D'autre part, le processus de radicalisation a donné des résultats inverses dans chacun des cas. Tandis que la radicalisation de la réforme agraire cubaine a abouti à une lutte de classe aiguë lors de laquelle la bourgeoisie rurale moyenne a été éliminée, la réforme agraire mexicaine a coopté la petite paysannerie tout en la subordonnant à travers des mécanismes corporatistes telle la CNC. Cette réforme agraire a permis la reconstitution de la classe foncière à partir des anciennes structures haciendas, mais cette fois-ci, sur la base d'une agriculture capitaliste développée. Dans cette direction, la CNC est devenue l'instrument principal de pacification et de stabilité de la bourgeoisie mexicaine, établie sur un système rigide qui imposait aux paysans l'affiliation à ce syndicat pour pouvoir bénéficier de la distribution des terres et des subventions gouvernementales. À la différence de la CNC, l'ANAP à Cuba s'est manifestée comme l'instrument principal de transformation sociale à la campagne dont les efforts ne se bornaient pas au secteur agricole, mais recouvrait aussi d'autres domaines socioéconomiques telles l'éducation et la culture. Pourtant, l'affiliation à l'ANAP n'était pas obligatoire pour jouir des acquis de la Révolution.

Au premier abord, chacune de ces réformes semblait privilégier la petite paysannerie à travers une rhétorique paysanne, mais, en pratique, la réforme mexicaine a fini en un ralentissement graduel de la distribution des terres, une perte de l'autosuffisance des éjidataires, une croissance de la pauvreté rurale et du nombre de paysans sans-terre, et donc, en une concentration de la propriété foncière dans des mains de moins en moins nombreuses. En outre, la spéculation croissante des couches entrepreneuriales ainsi que la fluctuation des prix sur les marchés internationaux ont constitué une autre source de pression pour la petite paysannerie. D'un autre côté, l'expérience de la réforme socialiste à Cuba a résulté en l'éradication de la malnutrition, la consolidation de l'équité dans la distribution des biens alimentaires, la

diminution de la pauvreté rurale, et en un meilleur accès au crédit, à la machinerie, aux engrais et à l'assistance technique. L'importance de la petite paysannerie n'a pas diminué, bien que le secteur étatique se soit étendu face à la menace de l'agression états-unienne, à la révolte de la bourgeoisie rurale et à l'influence de l'Union soviétique qui garantissait des termes de commerce irrésistibles. Outre le fait que le mouvement coopératiste ait connu un nouvel essor à partir des années 1970, la petite paysannerie possédait des terres de meilleure qualité, et contribuait largement à la production alimentaire intérieure en tant qu'acteur stratégique. L'essor du mouvement coopératiste a même abouti à l'ouverture des marchés agricoles libres.

Toutefois, les années 1980 n'ont pas été une période brillante pour chacun de ces pays en ce qui concerne le secteur agricole. Cette période, marquée par une sévère crise d'inflation et de production en 1982, a révélé la non durabilité du modèle de développement agricole moderniste du Mexique qui reposait sur l'endettement extérieur du secteur public, d'où la reconfiguration néolibérale du secteur agricole. Lors de cette période de transformation, le Mexique a consolidé ses liens avec le système-monde néolibéral en adoptant les lignes du FMI et de la BM, résultant en la réduction des dépenses sociales et de l'investissement agricole. D'une façon similaire, les années 1980 ont vu la consolidation de la monoculture sucrière et la croissance drastique des importations, impliquant une dépendance vis-à-vis du système socialiste international à Cuba. Il a fallu attendre le début des années 1990, c'est-à-dire la chute de l'Union soviétique et le renforcement du blocus économique pour que la vulnérabilité du système agroalimentaire cubain soit découverte au prix d'une crise économique et alimentaire sans précédent dans l'histoire de ce pays.

Au Mexique, le processus de reconfiguration néolibérale a conduit à l'introduction d'une contre-réforme agraire à travers l'établissement du système de PROCEDE et du régime de

l'ALÉNA. Informellement imposé par les autorités publiques, l'établissement du système de PROCEDE a signifié la fin du régime éjidal et de la distribution des terres, ce qui a suscité une concentration des terres dans des mains de moins en moins nombreuses, les paysans appauvris devant vendre leurs terres pour pouvoir survivre à court terme. Abandonnés à leur destin, les petits paysans mexicains sont ainsi restés dépourvus de semences, de savoir-faire et de canaux de communication avec le gouvernement, de même que de services de base tels l'accès à l'eau, à l'adduction d'eau et à l'assainissement des eaux. De même, la distribution de l'information était organisée d'une manière inéquitable, et les services consultatifs, d'une manière aussi inefficace.

En contraste, Cuba est sorti de la crise économique et alimentaire avec une nouvelle réforme agraire reposant sur la collectivisation et les pratiques agroécologiques et s'enracinant donc dans les politiques de souveraineté alimentaire. Ces politiques de souveraineté alimentaire comprennent la construction des UBPC, la consolidation des coopératives existantes, la socialisation de l'agriculture urbaine participative, la réouverture des marchés agricoles libres et l'émergence du mouvement CaC sous l'initiative de l'ANAP. À la différence de l'expérience du PROCEDE, l'utilisation des terres, la production agricole et l'accès à l'alimentation ont été largement décentralisées. Contrairement à l'expérience de contre-réforme au Mexique, les paysans cubains n'ont pas été abandonnés à leur destin, et le gouvernement a établi des relations étroites avec la petite paysannerie à travers ses ministères et ses institutions techniques et universitaires, assurant un meilleur accès à l'information, aux services et aux ressources d'une manière équitable et efficace grâce aux services tels les services de vulgarisation, les maisons de semences et le système de promoteurs, de facilitateurs et de coordonnateurs agroécologiques.

L'adhésion du Mexique à l'ALÉNA a mené à la transformation la plus radicale et la plus profonde dans l'histoire de l'agriculture du Mexique moderne. En un mot, les implications de cet



événement ont été dévastatrices pour la petite paysannerie mexicaine en termes de croissance de la pauvreté rurale, de malnutrition et de dé-paysannisation. La baisse des prix des produits agricoles a été accompagnée par la hausse des coûts de production agricole et la réduction des subventions. La perte d'emplois agricoles est allée de pair avec l'exode rural.

L'éradication des barrières à l'importation a compromis non seulement la sécurité alimentaire du pays, mais aussi la capacité des paysans à faire face à la compétition étrangère, d'où la monopolisation du secteur agricole par les multinationales agroalimentaires. De la même façon, la troisième réforme agraire à Cuba a aussi engendré une transformation socioéconomique profonde, mais ses implications vis-à-vis de la petite paysannerie ont été positives, d'où la re-paysannisation du pays lors des années 1990 et 2000. La réforme agraire a non seulement créé plusieurs emplois agricoles, mais la paysannerie est devenue l'une des professions les plus payantes dans l'ensemble du pays.

La reconfiguration néolibérale a aussi transformé le régime de gouvernance agricole corporatiste mexicaine, ce dernier cédant sa place à des mécanismes néocorporatistes. Par le néocorporatisme, nous entendons l'éradication des instruments de cooptation sociale qui donnent aux travailleurs l'opportunité de mener les négociations d'une manière collective à travers les syndicats corporatistes en tant qu'intermédiaires entre eux et l'État, et la mise en place de nouveaux mécanismes de cooptation néolibérale qui traitent les travailleurs en tant qu'individus atomisés en établissant des liens directs avec l'État. Toutefois, ceci crée un déséquilibre de pouvoirs entre l'État tout puissant et les paysans atomisés, vulnérables et dans l'attente d'obtenir des faveurs de la part de l'État, ce qui a mené à une « économie de charité ». Dans les cas où la cooptation n'est pas obtenue avec les nouvelles méthodes, le néocorporatisme mexicain n'a pas renoncé à faire appel aux anciens instruments de cooptation telle la CNC. Bien que de

nombreuses organisations petites paysannes puissantes aient émergé lors de la reconfiguration néolibérale au Mexique, l'État mexicain a su pacifier leur contestation chaque fois que ces mouvements ont élevé leur voix. Ceci est le cas de l'expérience néocorporatiste de CAP qui a été déclaré comme une plate-forme de consultation directe entre les mouvements paysans et le gouvernement, mais représente un échec historique du point de vue des mouvements paysans, l'État néolibéral ayant imposé une contre-réforme agraire sans consulter les paysans. Le cas du MCNPTP correspond à une expérience de cooptation similaire qui a su pacifier la contestation petite paysanne tout en paralysant le mouvement paysan à long terme malgré la persistance d'une crise alimentaire mondiale. En effet, le néocorporatisme est exercé d'une façon plus systématique à travers des instruments de cooptation néolibérale tels le PRONASOL, le PROCAMPO et les programmes de l'Alliance. Plutôt que d'être des mécanismes de transformation sociale, ces instruments reposent sur une économie de charité conceptualisant les paysans non pas en tant que communautés, mais comme des individus pauvres ayant besoin d'une aide quotidienne. Ces mêmes mécanismes sont souvent utilisés dans l'achat des intermédiaires politiques pour fournir le support populaire aux gouvernements néolibéraux et empêcher le succès des mouvements contestataires. Malgré une rhétorique qui souligne l'importance de la participation de base et de la décentralisation favorisant la petite paysannerie; les mécanismes néocorporatistes dépendent en grande partie des processus du haut vers le bas qui servent les intérêts des grands exploitants et des supporteurs des administrations.

À l'opposé du modèle néocorporatiste du Mexique, les politiques de souveraineté alimentaire cubaines ont abouti à la construction d'une économie de solidarité basée sur le développement coopératif et communautaire plutôt qu'une nouvelle économie de charité qui tend à atomiser les paysans et à les affaiblir face au pouvoir étatique et corporatiste. Dans le cadre

de ce modèle, le processus de négociation entre les petits paysans et l'État ne se borne pas aux protocoles individuels, mais se déroule à la fois sur la base collective (à travers l'ANAP) et communautaire (à travers les coopératives). En contrepartie des pratiques néocorporatistes mexicaines, la mise en place de politiques de souveraineté alimentaire par Cuba permet l'ouverture de tous les canaux de communication entre l'État et les paysans à tous les niveaux, et prépare le terrain pour une meilleure mobilisation de base, une participation citoyenne plus active ainsi qu'une véritable décentralisation de la prise de décision, telles qu'observées dans le cas du mouvement de CaC sous l'initiative de l'ANAP et de la socialisation de l'agriculture urbaine par le biais des initiatives locales tels les Conseils populaires et les Clubs d'horticulture.

Pour dessiner un bilan de ce qui a été dit, il est possible d'affirmer qu'au Mexique, suite à l'abandon de la stratégie de développement agricole basée sur des unités agricoles, nous pouvons observer « une agriculture à deux vitesses », composée de deux pôles extrêmes, avec, d'une part, « les grands producteurs du Nord et du centre du pays insérés dans les chaînes de production mondialisées et, d'autre part, « les producteurs familiaux du centre et du sud du pays ».<sup>529</sup> La stratégie néolibérale du Mexique a mis de côté les valeurs comme le bien-être et l'émancipation des paysans, ainsi que la recherche de l'harmonie entre les activités économiques et le milieu naturel. Les membres des communautés paysannes au centre et au sud du pays sont poussés dans le cercle vicieux de la pauvreté à cause de la distribution inégale des services et de l'information et de la perte de contrôle des moyens de production par les paysans.<sup>530</sup> L'hyper-dépendance face aux marchés extérieurs nuit présentement à la capacité décisionnelle des politiques alimentaires des petits et moyens producteurs. Cela les rend aussi extrêmement vulnérables aux fluctuations

---

<sup>529</sup> Gravel. «La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême.», 113.

<sup>530</sup> Ibid., 116.

des prix et à l'agro-industrie monopolisatrice,<sup>531</sup> tel que l'a révélé la crise alimentaire mondiale la plus récente en 2008 et 2009.

Néanmoins, selon les termes de Gravel<sup>532</sup>, la stratégie agraire de Cuba correspond non à la quête de compétitivité, mais à la « re-paysannisation » et à un « système coopératif de production » qui « répond aux besoins et aux préférences des populations locales ». En outre, grâce à une distribution égale de l'information et l'interférence des conseillers plus conscients, ce modèle permet aux paysans de combiner le savoir-faire traditionnel et les nouvelles technologies agricoles. Nous pouvons ainsi dire que le fonctionnement et le maintien du système repose principalement sur trois axes : « la construction des capacités des membres de communautés paysannes, la recherche des solutions endogènes, et la gouvernance locale des facteurs de production agricoles permettant la participation des habitants ruraux aux prises de décision concernant la gestion des ressources locales et valorisant les savoir-faire traditionnels ».<sup>533</sup>

Partant des observations et des inférences élaborées ci-dessus, il est maintenant possible d'expliquer d'après notre modèle de variables les raisons pour lesquelles les politiques de souveraineté alimentaire ont été établies à Cuba, tandis qu'elles brillent par leur absence au Mexique. Si nous devons positionner les structures agraires de Cuba et du Mexique sur notre spectre des idéaux-types de structure domestique, il nous faudrait tout d'abord constater qu'en termes de la théorie du système-monde et de la perspective de souveraineté alimentaire, la structure agraire de Cuba se positionne comme une structure populaire-démocratique étant donné son organisation antisystémique et socialiste. De manière opposée, celle du Mexique tendrait

---

<sup>531</sup> Ibid., 120.

<sup>532</sup> Ibid., 114, 134.

<sup>533</sup> Ibid., 115.

plutôt vers une structure dominée par l'État de nature hégémonique-bourgeoise avec son organisation néolibérale et néocorporatiste.

À la lumière des hypothèses élaborées par Risse-Kappen sur l'initiative croissante des structures domestiques dans l'établissement et la transnationalisation des modèles de politique en l'absence des institutions de gouvernance internationale, les politiques de souveraineté alimentaire de Cuba sont issues de la puissance de la structure domestique agraire de Cuba, puisque le système agroalimentaire néolibéral demeure dépourvu des régulations et des normes de souveraineté alimentaire sous la dominance des grandes multinationales. Il s'ensuit que la puissance de cette structure en termes de politiques de souveraineté alimentaire réside dans son organisation populaire-démocratique encourageant le développement des institutions et des processus décisionnels décentralisés et collectivisés, l'émergence d'une structure sociétale puissante et l'épanouissement des réseaux politiques consensuels. Cependant, il n'en découle nullement que la présence d'un État puissant contrarie la prédominance des relations décentralisées et collectivisées dans le secteur agricole cubain, car l'approche de structures domestiques de Risse-Kappen elle-même suppose la coexistence de la puissance des États et des mécanismes décentralisés. Dans le cas de Cuba, le développement des institutions et des processus décisionnels décentralisés et collectivisés s'explique par la construction des UBPC, des micro-organisations coopératives qui reposent sur la production décentralisée, l'autonomie organisationnelle et l'autoadministration, en plus d'autres types de coopératives tels les CCS et les CPA. La puissance de la structure sociétale à la campagne se caractérise par la présence des mouvements de base dans le domaine de l'agriculture urbaine reposant sur la participation citoyenne tels les Clubs d'horticulture, les jardins urbains et les Conseils populaires et l'émergence des initiatives de CaC au sein de l'ANAP. D'ailleurs, c'est sur la base d'une telle

structure sociétale que l'on voit surgir les interactions État-société et les réseaux politiques agraires consensuels avec le soutien des institutions gouvernementales reposant sur une culture politique collectiviste et agroécologique. De ce fait, malgré l'absence d'institutions et de normes internationales puissantes qui encouragent les politiques de souveraineté alimentaire, Cuba parvient à bénéficier du soutien matériel et immatériel des organisations transnationales. En ce sens, il serait erroné de négliger la contribution des organisations transnationales dans l'établissement d'une éducation agroécologique et du principe de souveraineté alimentaire comme une norme de gouvernance agricole dans le pays. Il convient d'ajouter finalement qu'en l'absence des institutions et des normes internationales puissantes ainsi qu'en présence d'une telle structure agricole antisystémique confrontant le système agroalimentaire néolibéral, Cuba est capable de transnationaliser ses politiques de souveraineté alimentaire et de promouvoir la souveraineté alimentaire comme une norme de gouvernance internationale en Amérique latine tout en défiant le système-monde néolibéral, ce qui explique son rôle stratégique au sein de La Vía Campesina en tant que « coordonnateur » international et de l'ALBA en tant que « promoteur » de la souveraineté alimentaire aux côtés du Venezuela.

En contraste, la structure agricole du Mexique est marquée par une structure domestique dominée par l'État de nature hégémonique-bourgeoise, car les activités de l'État se focalisent sur la cooptation de la petite paysannerie à travers des méthodes néocorporatistes. Bien qu'en rhétorique, l'État mexicain semble mettre en avant des pratiques « décentralisées » et « participatives » tels le CAP, les comités de solidarité, les CMDRS et les CDDRS, en réalité, ces pratiques consistent en des efforts néointerventionnistes et patrimoniaux au profit de la nouvelle classe foncière et des multinationales agroalimentaires. Les pratiques prétendent « décentralisées » et « participatives » de l'État mexicain ont d'ailleurs abouti à une contre-

réforme agraire qui a sécurisé les gains de la bourgeoisie rurale et des multinationales. En plus de l'absence des institutions et des processus décisionnels décentralisés et collectivisés, la structure agraire domestique du Mexique est dépourvue d'une structure sociétale puissante face au développement des réseaux politiques conflictuels.

Les efforts de cooptation des réseaux politiques agraires, autrement dit, les institutions politiques intermédiaires tels le CAP et le PRONASOL qui sont censées établir des liens entre l'État et la paysannerie n'arrivent pas à empêcher l'émergence des conflits sociaux, tels qu'observés dans le cas du soulèvement zapatiste et celui d'El Barzón, d'où la prédominance des réseaux politiques agraires conflictuels au Mexique. Cependant, malgré la diversité des mouvements paysans qui défendent la souveraineté alimentaire, la structure sociétale agraire reste paradoxalement faible, et cela en raison de la nature conflictuelle des relations État-société ainsi que de la pacification des mouvements contestataires à travers des méthodes néocorporatistes, telles qu'observées dans le cas du CAP et du MCNPT. En outre, le « paradoxe mexicain » implique que la politisation de la société civile agraire plus la réapparition de la résistance paysanne après chaque période de cooptation ne suffisent pas à établir une structure sociétale puissante de manière à encourager les politiques de souveraineté alimentaire. Vu la multiplicité des acteurs agraires dans le mouvement paysan mexicain en comparaison avec le cas cubain, la faiblesse de la structure sociétale agraire du Mexique provient aussi du fait que la structure sociétale mexicaine demeure hautement diversifiée et décentralisée, donc incohérente malgré un haut niveau de politisation.

En fin de compte, les expériences mexicaine et cubaine démontrent que les politiques de souveraineté alimentaire nécessitent une structure domestique agraire dominée par la société de nature populaire-démocratique. Cependant, à la différence de la littérature précédente sur la

souveraineté alimentaire et de l'approche libérale de Risse-Kappen qui tendent à surestimer le rôle de la société civile dans le changement sociopolitique, la société civile ne constitue pas nécessairement le seul acteur principal se trouvant toujours au premier plan, mais partage parfois la scène avec l'État dans le cadre d'une concertation sociale qui crée alors les conditions pour un espace libre d'action politique au niveau de la société civile. De plus, la politisation et la mobilisation des structures sociétales agraires ne suffisent pas à assurer leur cohérence en faveur des politiques de souveraineté alimentaire, et leur hyper-diversification peut même venir entraver ces politiques dans une certaine mesure. Nous pouvons donc conclure que les politiques de souveraineté alimentaire ne doivent pas se borner pas aux activités de la société civile, mais dépendent aussi de la coordination et des interactions étroites entre l'État et la société civile afin de construire une structure sociétale puissante reposant sur des réseaux politiques consensuels. Il convient de souligner qu'en dépit de l'inexistence de normes et d'institutions internationales en faveur de la souveraineté alimentaire, les politiques de souveraineté alimentaire exigent l'engagement des acteurs transnationaux, ainsi que la transnationalisation antisystémique des structures domestiques agraires de nature populaire-démocratique. Tel qu'observé dans l'expérience de Cuba, le développement du mouvement agroécologique de CaC a été possible grâce aux interactions avec d'autres mouvements de CaC en Amérique latine et au soutien matériel et technologique des organismes transnationaux occidentaux. De la même façon, la durabilité et la consolidation des politiques de souveraineté alimentaire en Amérique latine sont liées au développement des alternatives à l'échelle transnationale qui pourront défier le système agroalimentaire néolibéral, en parallèle aux efforts de l'ALBA qui a établi des fonds, des banques et des multinationales agroalimentaires faisant face au joug des monopoles agroalimentaires. De même pour les structures domestiques qui nécessitent une collaboration



étroite entre la société civile et politique, le succès des politiques transnationalisées de souveraineté alimentaire dépend en grande partie de la construction d'une alliance entre les acteurs de la société politique internationale telle l'ALBA et ceux de la société civile transnationale telle La Vía Campesina.

## Bibliographie

- Abbassi, Jennifer. 1998. «The Role of the 1990s Food Markets in the Decentralization of Cuban Agriculture.» *Cuban Studies* (27): 21-39.
- ALBA-TCP. 2011. *Acuerdo de seguridad y soberanía alimentaria de los países miembros de Petrocaribe y el ALBA. Alba Alimentos*. En ligne. <http://www.alba-tcp.org/contenido/acuerdo-de-seguridad-y-soberanía-alimentaria-de-los-países-miembros-de-petrocaribe-y-el-alb> (page consultée le 26 Janvier/2011).
- . 2011. *Acuerdo para la implementación de programas de cooperación en materia de soberanía y seguridad alimentaria*. En ligne. <http://www.alba-tcp.org/contenido/acuerdo-para-la-implementación-de-programas-de-cooperación-en-materia-de-soberanía-y-seguri> (page consultée le 26 Janvier /2011).
- Altieri, Miguel A. 2010. *Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty*. En ligne. <http://www.monthlyreview.org/090810altieri.php> (page consultée le 1 Avril/2010).
- . 1995. *Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture*. Boulder: Westview Press.
- Alvarez, Anicia Garcia. 2006. «Sustitución de importaciones de alimentos en Cuba: ¿necesidad o posibilidad?» Dans Omar Pérez Villanueva, dir. *Reflexiones sobre economía cubana*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales.
- Alvarez, José. 2004. *Cuba's Agricultural Sector*. Miami: University Press of Florida.
- Alvarez, Mavis D. 2002. «Social Organization and Sustainability of Small Farm Agriculture in Cuba.» Dans Fernando Funes Martin Bourque, Luis Garcia, Nilda Pérez, & Peter Rosset, dir. *Sustainable Agriculture and Resistance*. Oakland: Food First Books.

- Alvarez, Mavis et al. 2006. «Surviving Crisis in Cuba: The Second Agrarian Reform and Sustainable Agriculture.» Dans Michael. Courville, Patel, Raj., & Rosset, Peter, dir. *Promised Land: Competing Visions of Agrarian Reform*. Oakland: Food First Books.
- Amin, Samir. 2009. «Crise financière, crise systémique.» *Nouveaux cahiers du socialisme* 1 (2): 85-100.
- Araghi, Farshad. 2000. «The Great Global Enclosure of Our Times: The Peasants and the Agrarian Question at the End of the Twentieth Century.» Dans dir. *Hungry for Profit : The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*. New York: Monthly Review Press.
- Aranda, Sergio. 1974. *La Revolución Agraria en Cuba*. Mexique: Siglo Veintiuno Editores.
- Assies, Willem. 2008. «Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview.» *Journal of Agrarian Change* 8 (1): 33-63.
- Babones, Salvatore J., et Christopher Chase-Dunn. 2006. «Introduction.» Dans Salvatore J. Babones & Christopher Chase-Dunn, dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Bada, Xochitl, et Jonathan Fox. 2009. «Migrant Organization and Hometown Impacts in Rural Mexico.» Dans Saturnino M. Borrás Jr, Marc Edelman, & Cristobal Kay, dir. *Transnational Agrarian Movements Confronting Globalization*. Malden & Oxford: Wiley-Blackwell.
- Barry, Tom. 1995. *Zapata's Revenge: Free Trade and the Farm Crisis in Mexico*. Boston, Massachusetts: South End Press.
- Bartra, Armando, et Gerardo Otero. 2010. «Contesting Neoliberal Globalism and NAFTA in Rural Mexico: From State Corporatism to the Political-Cultural Formation of the

- Peasantry?» Dans Jeffrey Ayres & Laura Macdonald, dir. *Contentious Politics in North America: National Protest and Transnational Collaboration under Continental Integration*. New York: Palgrave Macmillan.
- Bas, Japji Anna. 2006. «Reorientation in Agriculture.» Dans Mauricio A. Font, dir. *Adjusting to New Rules for the Old Game. Cuba in Transition?: Pathways to Renewal, Long-term Development and Re-integration*. New York: City University of New York.
- Bello, Walden. 2009. *The Food Wars*. London: Verso.
- Benjamin, M., & Rosset, P. 1994. *The Greening of the Revolution: Cuba's Experiment with Organic Agriculture*. Melbourne: Ocean Press.
- Bey, Marguerite. 1998. «Introduction.» Dans Marguerite Bey, dir. *Politiques néo-libérales et acteurs ruraux au Mexique*. Paris: L'Harmattan.
- Bizberg, Ilán 2003. «La transformation politique du Mexique : Fin de l'ancien régime et apparition du nouveau ?» *Critique internationale* 19 (2): 117-135.
- Borlaug, Norman E. 2010. *The Green Revolution Revisited and the Road Ahead* En ligne. [http://nobelprize.org/nobel\\_prizes/peace/articles/borlaug/borlaug-lecture.pdf](http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/articles/borlaug/borlaug-lecture.pdf) (page consultée le 8 Fevrier/2010).
- Boswell, Terry, et Christopher Chase-Dunn. 2006. «Transnational Social Movements and Democratic Socialist Parties in the Semi-Periphery: On to Global Democracy » Dans Salvatore J. Babones & Christopher Chase-Dunn, dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Botella-Rodríguez, Elisa. 2010. «Cuba's Alternative/Inward-Looking Development Policies. Changing Production Patterns and Land Decentralisation: Towards Sustainable Small Farming (1990-2008).» Dans *DT-SEHA n. 10-11*: Sociedad Española de Historia Agraria.

- Bottomore, T. B., Laurence Harris, V. G. Kiernan, et Ralph Miliband. 2003. *A Dictionary of Marxist Thought* Malden: Blackwell Publishers.
- Bouchard, Roméo. 2002. *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*. Montréal: Editions Ecosociété.
- Broughton, Alan. 2011. *Moving Toward Land Reform, Food Sovereignty and Agroecology in Venezuela*. En ligne. <http://venezuelanalysis.com/analysis/5586> (page consultée le 12 Avril/2011).
- Caballero, José Maria. 2010. *Mexico: Decentralization of Rural Development Programs*. En ligne. <http://siteresources.worldbank.org/INTMEXICOINSPANISH/Resources/VolIIChapter5.pdf> (page consultée le 20 Novembre/2010).
- Campesina, La Via. 2008. «Documents politiques de La Vía Campesina.». Indonésie: Secrétariat opérationnel international.
- Carfantan, Jean-Yves. 2009. *Le choc alimentaire mondial*. Paris: Albin Michel.
- Carrasco, Haydeé, et Sergio Tejada. 2008. *Soberanía alimentaria: La libertad de elegir para asegurar nuestra alimentación*. Lima: Soluciones Prácticas-Department for International Development.
- Chase-Dunn, Christopher. 2006. «Globalization: A World-Systems Perspective.» Dans Christopher & Babones Chase-Dunn, Salvatore J., dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Checkel, Jeffrey T. 1999. «Norms, Institutions, and National Identity in Contemporary Europe.» *International Studies Quarterly* (43): 83–114.

- Collier, George A., et Quaratiello, Elizabeth Lowery. 1999. *Basta! Land & the Zapatista Rebellion in Chiapas*. Oakland: Food First Books.
- Companiononi, Nelso, Yanet Ojeda Hernandez, Egidio Paez, et Catherine Murphy. 2002. «The Growth of Urban Agriculture.» Dans Fernando Funes Martín Bourque, Luis García, Nilda Pérez & Peter Rosset, dir. *Sustainable Agriculture and Resistance: Transforming Food Production in Cuba*. Oakland: Food First Books.
- Cortell, Andrew P., et James W. Davis. 2000. «Understanding the Domestic Impact of International Norms: A Research Agenda.» *International Studies Review* 2 (1): 65-87.
- Cruz, Manuel Angel Gomez, et Rita Schwentesius Rindermann. 2009. «NAFTA's Impact on Mexican Agriculture: An Overview.» Dans Manuel Chavez, Juan M. Rivera, & Scott Whiteford, dir. *NAFTA and the Campesinos: The Impact of NAFTA on Small-Scale Agricultural Producers in Mexico and the Prospectus for Change*. Scranton & London: University of Scranton Press.
- Cruz, Maria Caridad, et Roberto Sánchez Medina. 2003. *Agriculture in the City: A Key to Sustainability in Havana*. Kingston: Ian Randle Publishers.
- Cuba, La Oficina Nacional de Estadísticas de. 2009. *Panorama económico y social: Cuba 2009*. City: Le Gouvernement de Cuba
- . 2008. *Panorama uso de la tierra 2007 (Edición Junio de 2008)*. City: Le Gouvernement de Cuba
- Cukier, Judie, Ángel Leyva Galán, Eric Nelson, et Steffanie Scott. 2009. «Institutionalizing Agroecology: Successes and Challenges in Cuba » *Agriculture and Human Values* 26 (3): 233-243.

- De Ita, Ana. 2006. «Land Concentration in Mexico after PROCEDE.» Dans Peter Rosset Michael Courville, & Raj Patel, dir. *Promised Land: Competing Visions of Agrarian Reform*. Oakland: Food First Books.
- De La Barra, Ximena, et Richard A. Dello Bruno. 2009. *Latin America After the Neo-liberal Debacle*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.
- «Déclaration de Nyéléni pour la souveraineté alimentaire.» 2010. *Possibles* 34 (1-2): 387-393.
- Desmarais, Annette Aurélie. 2007. «Keeping People on the Land.» *Low External Input and Sustainable Agriculture Magazine*, 9.
- . 2008. *La Via Campesina: Une réponse paysanne à la crise alimentaire*. Montréal: EcoSociété.
- Desmarais, Annette Aurélie, Nettie Wiebe, & Hannah Wittman dir. 2010. *Food Sovereignty: Reconnecting Food, Nature and Community*. Black Point, Nova Scotia: Fernwood Press.
- Diego, Roberto. 1998. «La politique agricole mexicaine: De la subordination interventionniste à l'abandon néo-libéral.» Dans Marguerite Bey, dir. *Politiques néo-libérales et acteurs ruraux au Mexique*. Paris: L'Harmattan.
- Douzant-Rosenfeld, Denise. 1999. «Les défis des réformes dans l'agriculture cubaine.» *Cahiers des Amériques latines* 2-3 (31-32): 161-180.
- Duménil, Gérard, et Dominique Lévy. 2009. «Une théorie marxiste du néolibéralisme » Dans Gulsum Akalin & Ugur Selcuk Akalin, dir. *La critique marxiste de l'économie néolibérale [Neoliberal İktisadin Marksist Eleştirisi]* Istanbul: Kalkedon.
- Duménil, Gérard, et Dominique Lévy 2005. «The Neoliberal (Counter-)Revolution.» Dans Deborah Johnston & Alfredo Saad-Filho, dir. *Neoliberalism: A Critical Reader*. London: Pluto Press.

Durand, Olivier, et Jean-François Rousseau, dir. 2009. *Une seule terre à cultiver*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Dyer, George, Barceinas Paredes, J. Edward. Taylor, et Antonio Yunez-Naude. 2004.

«Transition Policy and the Structure of the Agriculture of Mexico.» Dans *North American Agrifood Market Integration: Current situations and perspectives*. Cancun, Mexico.

Enríquez, Laura J. 2010. *Reactions to the Market: Small Farmers in the Economic Reshaping of Nicaragua, Cuba, Russia, and China*. Gainesville: The Pennsylvania State University Press.

Fairbairn, Madeleine. 2010. «Framing Resistance: International Food Regimes and the Roots of Food Sovereignty.» Dans Nettie Wiebe Annette Aurélie Desmarais, & Hannah Wittman dir. *Food Sovereignty: Reconnecting Food, Nature and Community*. Black Point, Nova Scotia: Fernwood Press.

Forster, Nancy, et Howard Handelman. 1985. «Food Production and Distribution in Cuba: The Impact of the Revolution.» Dans John J. & Thomas C. Wright Super, dir. *Food, Politics, and Society in Latin America*. Lincoln & London: University of Nebraska Press.

Fox, Jonathan, et Libby Haight. 2010. «Mexican Agricultural Policy: Multiple Goals and Conflicting Interests.» Dans & Libby Haight Jonathan Fox, dir. *Subsidizing Inequality: Mexican Corn Policy Since NAFTA*. Mexico City: Woodrow Wilson International Center for Scholars.

Frank, Andre Gunder, et Barry K. Gills. 1996. «Rejoinder and Conclusions.» Dans Andre Gunder Frank & Barry K. Gills, dir. *The World System: Five Hundred Years or Five Thousand?* London: Routledge.



- Frank, Andre Gunder, et Barry K. Gills 1996. «The 5,000-Year World System: An Interdisciplinary Introduction.» Dans Andre Gunder Frank & Barry K. Gills, dir. *The World System: Five Hundred Years or Five Thousand?* London: Routledge.
- Fumey, Gilles. 2008. *Géopolitique de l'alimentation*. Paris: Sciences Humaines Editions.
- Funes-Monzote, Fernando R. 2009. «Agricultura sustentavel/agroecologia: Cuba hacia la ruptura del monocultivo.» Dans *Seminario Internacional "Experiencias de Agendas 21: Os Desafios do Nosso Tempo"*. Ponta Grassa, Brasil.
- . 2008. *Farming Like We're Here to Stay: The Mixed Farming Alternative for Cuba*. Wageningen University.
- Gadille, Rolande. 1972. *Les politiques agraires*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Garay, Alma, et Rita Rindermann. 2004. «Food Sovereignty and Globalization: The Case of Mexico.» *Federico Caffè Centre Research Reports* (4).
- García, Delia Luisa Lopez. 1999. «Economic Crisis, Adjustments and Democracy in Cuba.» Dans José Bell Lara, dir. *Cuba in the 1990s*. La Habana: Editorial José Martí.
- García, Luis. 2002. «Agroecological Education and Training.» Dans Fernando Funes Martín Bourque, Luis García, Nilda Pérez, & Peter Rosset, dir. *Sustainable Agriculture and Resistance*. Oakland: Food First.
- Gates, Marilyn. 1996. «The Debt Crisis and Economic Restructuring: Prospects for Mexican Agriculture.» Dans Gerardo Otero, dir. *Neo-liberalism Revisited: Economic Restructuring and Mexico's Political Future*. Boulder: Westview Press.
- Gélinas, Jacques B. 2008. *Dictionnaire critique de la globalisation*. Montréal: Les Editions Ecosociété.

- Gómez-Oliver, Luis. 2008. «La crisis alimentaria mundial y su incidencia en México.» *Agricultura, Sociedad y Desarrollo* 5 (2): 115-141.
- Gonzales, Beatriz Diaz. 1999. «Collectivization of Cuban State Farms: A Case Study.» Dans José Bell Lara, dir. *Cuba in the 1990s*. La Habana: Editorial José Martí.
- Grammont, Hubert C., et Horacio Mackinlay. 2009. «Campesino and Indigenous Social Organizations Facing Democratic Transition in Mexico, 1938-2006.» *Latin American Perspectives* 36 (4): 21-40.
- Gravel, Nathalie. 2009. «La gouvernance rurale au Mexique en réponse à la vulnérabilité paysanne extrême.» *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes* 34 (68): 111-146.
- Gutelman, Michel. 1967. *L'agriculture socialisée à Cuba*. Paris: Maspero.
- Hart-Landsberg, Martin. 2002. «Challenging Neoliberal Myths: A Critical Look at the Mexican Experience » *Monthly Review*, 14-27.
- Harvey, Neil. 1998. *The Chiapas Rebellion: The Struggle for Land and Democracy*. Durham & London: Duke University Press.
- Holt-Giménez, Eric. 2006. *Campesino a Campesino: Voices from Latin America's Farmer to Farmer Movement for Sustainable Agriculture*. Oakland: Food First Books.
- . 2010. *From Food Crisis to Food Sovereignty*. En ligne.  
<http://www.foodfirst.org/files/pdf/142-156%20Holt-Gimenez+MR.pdf> (page consultée le 1 Avril/2010).
- Holt-Giménez, Eric, Raj Patel, et Annie Shattuck. 2009. *Food Rebellions: Crisis and the Hunger for Justice*. Oxford: Pambazuka Press.

- Hornborg, Alf. 2006. «Ecosystems and World-Systems: Accumulation as an Ecological Process.» Dans Salvatore J. & Chase-Dunn Babones, Christopher, dir. *Global Social Change: Historical and Comparative Perspectives*. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- Issaoui-Mansouri, Kheira. 2010. «Souveraineté alimentaire: Un concept en émergence.» *Possibles* 34 (1-2): 14-29.
- Jaime, Adilén María Roque, Dana Rocío Ávila Lozano, Peter Michael Rosset, et Braulio Machín Sosa. 2011. *Revolución agroecológica: El movimiento de campesino a campesino de la ANAP en Cuba*. La Habana: Asociación Nacional de Agricultores Pequeños et La Vía Campesina.
- Janin, Pierre. 2008. «Crise alimentaire mondiale: Désordres et débats.» *Hérodote* (131): 6-13.
- Johnson, Kirston. «Peasant Struggles in Contemporary Mexico.»: 39-50.
- Johnston, Deborah, et Alfredo Saad-Filho. 2005. «Introduction.» Dans Deborah Johnston & Alfredo Saad-Filho, dir. *Neoliberalism: A Critical Reader*. London: Pluto Press.
- Johnston, R. J., Derek Gregory, Geraldine Pratt, et Michael Watts. 2003. *The Dictionary of Human Geography*. Malden: Blackwell Publishers.
- Jugenitz, Heidi A., et Gerardo Otero. 2003. «Challenging National Borders from Within: The Political-Class Formation of Indigenous Peasants in Latin America.» *The Canadian Review of Sociology and Anthropology* 40 (5): 503-524.
- Keck, Margaret E., et Kathryn Sikkink. 1998. *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*. New York: Cornell University Press.

- Keleman, Alder. 2010. «Institutional Support and In Situ Conservation in Mexico: Biases against Small-Scale Maize Farmers in post-NAFTA Agricultural Policy.» *Agriculture and Human Values* 27 (1): 13-28.
- Kelly, Thomas J. 2001. «Neoliberal Reforms and Rural Poverty.» *Latin American Perspectives* 28 (3): 84-103.
- Klochkovsky, L. L., dir. 1984. *The Economies of the Countries of Latin America*. Moscou: Progress Publishers.
- Koont, Sinan. 2009. «The Urban Agriculture of Havana.» *Monthly Review* 60 (10).
- Le Coz, Jean. 1974. *Les réformes agraires: De Zapata à Mao Tsé-toung et la F.A.O.* Paris: Presses Universitaires de France.
- Luis, Evelyn R. Gueishman. 2007. *La capacitación, una estrategia posible para elevar producciones orgánicas en cooperativas agrícolas*. Universidad de La Habana.
- Lutz, Bruno. 2002. «Notes sur la pratique successorale et le devoir démocratique dans trois organisations rurales mexicaines: CNC, CNPR, UNORCA.» *Cahiers des Amériques latines* (37): 23-39.
- Mansata, Bharat. 2008. *Organic Revolution!*. Kolkata: Earthcare Books.
- Mariano, Rafael V. 2010. *Take Agriculture Out of the WTO! Resist Imperialist Globalization!*. En ligne. <http://www.mindfully.org/WTO/Agriculture-Out-Of-WTO.htm> (page consultée le 30 Octobre/2010).
- Marquez, Humberto. 2010. *Latin America: Stemming Food Crisis Must Be Regional Priority*. En ligne. <http://www.allbusiness.com/government/international-organizations-bodies/13028290-1.html> (page consultée le 8 Juin/2010).

- Martinez, Eugenio Espinosa. 1999. «The Cuban Economy in the 1990s: From Crisis to Recovery.» Dans José Bell Lara, dir. *Cuba in the 1990s*. La Habana: Editorial José Martí.
- Massicotte, Marie-Josée. 2001. «Las organizaciones civiles y sociales mexicanas en las redes transnacionales.» Zinacantepec: Programa Interdisciplinario de Estudios del Tercer Sector de el Colegio Mexiquense.
- McMichael, Philip. 2000. *Development and Social Change: A Global Perspective*. Thousand Oaks: Pine Forge press.
- , dir. 1995. *Food and Agrarian Orders in the World-economy*. Westport: Praeger.
- . 2009. «A Food Regime Genealogy.» *Journal of Peasant Studies* 36 (1): 139-169.
- . 1995. «Introduction: Agrarian and Food Relations in the World-economy.» Dans Philip McMichael, dir. *Food and Agrarian Orders in the World-Economy*. Westport & London: Praeger.
- . 2006. «Peasant Prospects in the Neoliberal Age.» *New Political Economy* 11 (3): 407-418.
- . 2008. «Peasants Make Their Own History, But Not Just As They Please...» Dans Saturnino M. Borras Jr, Marc Edelman, & Cristobal Kay, dir. *Transnational Agrarian Movements Confronting Globalization*. Malden: Wiley-Blackwell.
- . 2008. «Peasants Make Their Own History, But Not Just as They Please...» *Journal of Agrarian Change* 8 (2-3): 205-228.
- . 1997. «Rethinking Globalization: The Agrarian Question Revisited.» *Review of International Political Economy* 4 (4): 630-662.
- Molina, María Ángeles Guzmán. 2000. «Organizaciones campesinas y sistema de representación.» *Estudios Agrarios* 6 (15): 203-249.

- Moore, Jason W. 2003a. «Capitalism as World-Ecology » *Organization & Environment* 16 (4): 514-517
- . 2008. «Ecological Crises and the Agrarian Question in World-Historical Perspective.» *Monthly Review*, 54-63.
- . 2000. «Environmental Crises and the Metabolic Rift in World-Historical Perspective.» *Organization & Environment* 13 (2): 123-157.
- . 2003b. «The Modern World-System as Environmental History? Ecology and the Rise of Capitalism.» *Theory and Society* 32 (3): 307-377.
- Morales-Moreno, Isidro. 2008. «Mexico's Agricultural Trade Policies: International Commitments and Domestic Pressure.» *Analisis Economico* 23 (53): 315-328.
- Muhr, Thomas. 2010. «Counter-Hegemonic Regionalism and Higher Education for All: Venezuela and the ALBA.» *Globalization, Societies and Education* 8 (1): 39-57.
- Murphy, Catherine. 2008. «Cultivating Havana: Urban Agriculture and Food Security in the Years of Crisis.» Dans Bharat Mansata, dir. *Organic Revolution!* Kolkata: Earthcare Books.
- Myhre, David. 1994. «The Politics of Globalization in Rural Mexico: Campesino Initiatives to Restructure the Agricultural Credit System.» Dans Philip McMichael, dir. *The Restructuring of Agro-food Systems*. Ithaca & London: Cornell University Press.
- Nourrir les hommes: Un dictionnaire*. 2009. Paris: Atlande.
- OECD. 2010. *Policy Brief: Agricultural Policies in Mexico*. En ligne. [www.foropoliticaspUBLICAS.org.mx/docs/Agricultura.pdf](http://www.foropoliticaspUBLICAS.org.mx/docs/Agricultura.pdf) (page consultée le 20 Novembre/2010).

- Olson, R. Dennis. 2008. «NAFTA's Food and Agriculture Lessons.» *Peace Review* 20 (4): 418-425.
- Otero, Gerardo. 1999. *Farewell to the Peasantry? Political Class Formation in Rural Mexico*. Boulder: Westview Press.
- . 1996. «Neoliberal Reform and Politics in Mexico: An Overview.» Dans Gerardo Otero, dir. *Neo-liberalism Revisited: Economic Restructuring and Mexico's Political Future*. Boulder: Westview Press.
- Otero, Gerardo, et Gabriela Pechlaner. 2010. «The Neoliberal Food Regime: Neoregulation and the New Division of Labor in North America.» *Rural Sociology* 75 (2): 179-208.
- Oya, Carlos. 2005. «Sticks and Carrots for Farmers in Developing Countries: Agrarian Neoliberalism in Theory and Practice.» Dans Deborah Johnston & Alfredo Saad-Filho, dir. London: Pluto Press.
- Palmer-Rubin, Brian. 2010. *Small Producer Access to Decentralized Agricultural Subsidies in Mexico: Alianza para el Campo*. Mexico City: Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- Parmentier, Bruno. 2009. *Nourrir l'humanité*. Paris: La Découverte.
- Partido Comunista, Cuba. 1976. *Sobre la cuestion agraria y las relaciones con el campesinado*. La Habana: Departamento de Orientación Revolucionaria del Comité Central del PCC.
- Patel, Raj. 2009. *Stuffed and Starved*. New York: Melville House Publishing.
- Premat, Adriana. 2009. «State Power, Private Plots and the Greening of Havana's Urban Agriculture Movement.» *City & Society* 21 (1): 28-57.

- Quintana, Victor. 2004. «Why the Mexican Rural Sector Can't Take It Anymore.» Dans Gilbert G. Gonzales Raul Fernandez, Vivian Price, David Smith, & Linda Trinh Võ, dir. *Labor versus Empire: Race, Gender, and Migration* New York: Routledge.
- RadioRebelde. 2010. «Cuban Farmers Benefit From ALBA Project.» (24 Janvier 2011). En ligne. <http://www.radiorebelde.cu/english/news/cuban-farmers-benefit-from-alba-project-20100507/> (page consultée le 1 Janvier 2011).
- Raymond, Pierre. 2002. «¿Hacia una nueva orientación para la agricultura cubana?» *Análisis Político* (47): 3-19.
- Reardon, Juan. 2011. *From Agribusiness to Agroecology? An Analysis of Venezuela's Nationalization of AgroIsleña*. En ligne. <http://venezuelanalysis.com/analysis/5723> (page consultée le 12 Avril/2011).
- Risse-Kappen, Thomas. 1994. «Ideas Do Not Float Freely: Transnational Coalitions, Domestic Structures, and the End of the Cold War.» *International Organization* 48 (2): 185-214.
- . 1999. «Introduction.» Dans Thomas Risse-Kappen, dir. *Bringing Transnational Relations Back In*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Rivera, Juan M. 2009. «Mexican Agriculture and NAFTA: The Challenges Ahead.» Dans Manuel Chavez, Juan M. Rivera, & Scott Whiteford, dir. *NAFTA and the Campesinos: The Impact of NAFTA on Small-Scale Agricultural Producers in Mexico and the Prospectus for Change*. Scranton & London: University of Scranton Press.
- Rivera, Juan M., et Scott Whiteford. 2009. «Mexican Agriculture and NAFTA: Prospects for Change.» Dans Manuel Chavez, Juan M. Rivera, & Scott Whiteford, dir. *NAFTA and the Campesinos*. Scranton & Londres: University of Scranton Press.



- Roffinelli, Gabriela. 2006. *La teoría del sistema capitalista mundial. Un aproximación al pensamiento de Samir Amin*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales.
- Rosenberg, Jonathan. 1992. «Cuba's Free Market Experiment: Los Mercados Libres Campesinos, 1980-1986.» *Latin American Research Review* 27 (3): 51-89.
- Rosenfeld, Denise Douzant. 2008. «Cuba: ¿La vuelta de los campesinos?» *Revista Anuario Americanista Europeo* (6-7): 85-109.
- Rosset, Peter. 2006. *Food is Different*. London: Zed Books.
- . 2006. «Moving Forward: Agrarian Reform as Part of Food Sovereignty.» Dans Michael Courville, Raj Patel & Peter Rosset, dir. *Promised Land*. Oakland: Food First Books.
- Rosset, Peter M. 2000. «Cuba: A Successful Case Study of Sustainable Agriculture.» Dans John Bellamy Foster & Fred Magdoff Frederick H. Buttel, dir. *Hungry for Profit: The Agribusiness Threat to Farmers, Food and the Environment*. New York: Monthly Review.
- Royce, Frederick S. 2004. «Agricultural Production Cooperatives: The Future of Cuban Agriculture?» *Transnational Law & Contemporary Problems* 14 (1): 19-53.
- Ruiz, Evelio Vilarino. 1998. *Cuba: Socialist Reform and Modernization*. La Habana: Editorial José Martí.
- SELA. 2008. «The Increase in Food Prices: SELA's Response.» Caracas.
- . 2010. «La Seguridad Alimentaria y el precio de los Alimentos en America Latina y el Caribe: Situacion Actual y Perspectivas.» Caracas: Secretaría Permanente del SELA.
- Shannon, Thomas R. 1996. *An Introduction to the World-System Perspective*. Oxford: Westview Press.

- Smith, Jackie, et Dawn Wiest. 2005. «The Uneven Geography of Global Civil Society: National and Global Influences on Transnational Association.» *Social Forces* 84 (2): 621-652.
- Sobhan, Rehman. 1993. *Agrarian Reform and Social Transformation*. London: Zed Books.
- Spiezio, K. Edward. 1997. «Domestic Structure and Collective Security.» *Southeastern Political Review* 25 (1): 111-131.
- Stricker, Pamela. 2007. *Toward a Culture of Nature: Environmental Policy and Sustainable Development in Cuba*. Plymouth: Lexington Books.
- Suggett, James. 2010. *ALBA Trade Bloc Forms Joint Food Company at Summit in Venezuela*. En ligne. <http://venezuelanalysis.com/news/4165> (page consultée le 8 Juin/2010).
- Suppan, Steve. 1996. «Mexican Corn, NAFTA and Hunger.» *Food Security Fact Sheet* (3).
- Tarrow, Sidney. 2001. «Transnational Politics: Contention and Institutions in International Politics.» *Annual Review of Political Science* (4): 1-20.
- Teubal, Miguel. 2009. «Agrarian Reform and Social Movements in the Age of Globalization: Latin America at the Dawn of the Twenty-first Century.» *Latin American Perspectives* 36 (9): 9-20.
- Valdés, Orlando. 2003. *Historia de la reforma agraria en Cuba*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales.
- . 1990. *La socialización de la tierra en Cuba*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales.
- Valtonen, Pekka. 2000. *The Politics of Agrarian Transformation in Mexico*. Department of Sociology and Social Psychology. University of Tampere.
- Van Der Haar, Gemma. 2005. «Land Reform, the State, and the Zapatista Uprising in Chiapas.» *Journal of Peasant Studies* 32 (3): 484-507.

- Veltmeyer, Henri. 1997. «New Social Movements in Latin America: The Dynamics of Class and Identity.» *Journal of Peasant Studies* 25 (1): 139-169.
- VenezuelaWorld. 2010. *Venezuela and ALBA Create Food Security Fund*. En ligne. <http://venworld.wordpress.com/2008/04/23/venezuela-and-alba-create-food-security-fund> (page consultée le 8 Juin/2010).
- Wainio, John, Ed Young, et Steven Zahniser. 2005. «Recent Agricultural Policy Reforms in North America.». Washington: United States Department of Agriculture.
- Wallerstein, Immanuel. 2007. *World-systems Analysis: An Introduction*. Durham and London: Duke University Press.
- Wessman, James W. 1984. «The Agrarian Question in Mexico.» *Latin American Research Review* 19 (2): 243-259.
- Williams, Shannon D. 2009. *The Bolivarian Alternative for the Americas: Rethinking economic integration after the failures of neoliberalism*. The University of Tennessee.
- Wright, Julia. 2009. *Sustainable Agriculture and Food Security in an Era of Oil Scarcity: Lessons from Cuba*. London & Sterling: Earthscan.
- WTO. 2010. *Trade Policy Review: Mexico*. En ligne. [www.wto.org/english/tratop\\_e/tpr\\_e/s195-04\\_e.doc](http://www.wto.org/english/tratop_e/tpr_e/s195-04_e.doc) (page consultée le 15 Novembre/2010).
- Yetman, David. 2000. «Ejidos, Land Sales, and Free Trade in Northwest Mexico: Will Globalization Affect the Commons?» *American Studies* 41 (2-3): 211-234.
- Yunez–Naude, Antonio. 2003. «The Dismantling of CONASUPO, a Mexican State Trader in Agriculture.» *The World Economy* 26 (1): 97-122.

## ANNEXE

### UNE ILLUSTRATION DES POLITIQUES DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE À CUBA: OBSERVATIONS ET ENTREVUES

Cet annexe présente mes observations de terrain tirées des coopératives agraires et de mes entrevues avec les paysans et les autorités cubaines, que j'ai réalisées lors de mes séjours à Cuba entre 15 juillet et 15 août en tant que membre d'une délégation de recherche de FoodFirst!. Il va sans dire que ce petit travail de terrain servira dans le but de mieux illustrer les dynamiques des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba qui sont particulièrement visibles au niveau des coopératives agraires. Outre une entrevue avec José Moralez, membre de l'ANAP à Santa Clara, cet annexe comprend donc mes observations de terrain et mes données d'entrevue dans trois différents sites : l'UBPC Organopónico Vivero Alamar, la CCS "Camilo Cienfuegos" et l'UBPC Organopónico La Riviera.

#### **i. l'UBPC Organopónico Vivero Alamar**

En parallèle avec ce que Koont<sup>534</sup> remarque, l'UBPC Organopónico Vivero Alamar, établie sur un terrain de 10 hectares à l'ouest de la ville de La Havane, peut être considérée comme un « centre agroécologique » qui exemplifie le succès des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba. Il convient de noter que la réputation du projet ALAMAR a déjà surpassé les

---

<sup>534</sup> Sinan Koont. 2009. «The Urban Agriculture of Havana.» *Monthly Review* 60 (10).

frontières de Cuba, et est même devenue une source d'inspiration immense au niveau international. Ce projet constitue un « lieu de rendez-vous » au plan transnational, qui accueille constamment des visiteurs de plus de 60 différents pays dont la plupart consiste en des paysans et des universitaires cherchant à échanger leurs idées sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire. Il n'échappe pas à l'œil que ce projet repose aussi sur une vaste coopération transnationale, puisque la coopérative est décorée avec les logos des partenaires internationaux tels l'Agro-action allemande et le Programme de sécurité et d'aide alimentaire de l'Union européenne.

Les origines de l'UBPC Organopónico Vivero Alamar remontent à 1997 quand Miguel Angel Salcine López, le président actuel de l'ALAMAR a abandonné sa position d'agroéconomiste au Ministère de l'agriculture pour « cultiver la terre directement », et a lancé le projet ALAMAR avec ses quatre camarades. Comme López le décrit, cette période est considérée comme le point culminant de la crise économique et alimentaire à Cuba. Tandis que 80 % de la population cubaine vivaient dans les zones urbaines, seulement 12 % du reste de la population s'était dédié à l'agriculture à cette époque. Le manque d'agriculteurs dans le pays contribuait largement à la détérioration des conditions de crise, d'où la nécessité de réorganiser l'agriculture à l'échelle nationale selon de nouveaux principes agroécologiques. Vu les hauts niveaux d'urbanisation, de chômage urbain et de sécurité alimentaire dans les villes, Cuba a dû adopter une nouvelle politique agraire favorisant l'agriculture de proximité. Ayant créé 170 postes jusqu'à présent, le projet ALAMAR est donc né à partir de cette nouvelle politique face aux grandes difficultés techniques et pratiques. Selon López : « au début, nous n'avions aucune idée sur quoi faire, mais une seule chose était claire comme le jour : soit nous produisions biologiquement, soit nous mourrions tous de faim. » López affirme que le plus grand obstacle

pour le développement du projet ALAMAR était le manque d'expérience et de technologie, et il admet que la contribution des acteurs internationaux au progrès technologique fut immense. Les initiateurs ALAMAR se sont tout d'abord appuyés sur le corpus technique des pays tels les États-Unis, la Russie, l'Espagne et l'Allemagne. López souligne que les interactions avec les universitaires de Berkeley, Californie ont été très utiles pour le développement du Projet ALAMAR, malgré les relations troublées entre Cuba et les États-Unis. Il faut ajouter qu'au plan national, ALAMAR a aussi reçu un grand soutien de la part des organisations nationales telles l'ACTAF et l'Association cubaine pour la production animale (ACPA).

López met aussi l'accent sur le fait que la grande partie de la production biologique dans le monde est faite pour les élites riches, mais à Cuba, la production biologique vise la consommation sociale. Il convient de préciser que, d'après ce que les coopérateurs d'ALAMAR affirment, le projet ne tire pas sa motivation uniquement de l'augmentation de la consommation sociale. La « ligne de travail » d'ALAMAR est déterminée selon plusieurs d'autres principes sociaux tels le développement communautaire, la création d'emploi, la réduction des heures de travail, le développement des services sociaux pour les membres de coopérative et l'augmentation de la durabilité et de la diversification agricole. Selon López, ALAMAR a un « grand impact social » sur les communautés de la région. ALAMAR a aussi su influencer la mentalité des familles cubaines concernant les habitudes alimentaires en faveur d'une alimentation saine. Ainsi, comme López affirme, ALAMAR a gagné une « grande reconnaissance sociale » parmi les habitants de la région.

Il faut noter qu'ALAMAR priorise également le développement social de la coopérative et l'amélioration des conditions de vie de ses membres en reposant sur les fonds collectifs tirés

de ses propres profits. Selon les mots de López, « nous ne pouvons pas réussir si les ouvriers sont tous mécontents ». Parallèlement, ALAMAR accorde des prêts sans intérêt aux coopératistes, et distribue souvent des produits de nécessité quotidienne tels du savon et du détergent afin de stimuler la production. La coopérative sert gratuitement à ses membres du café le matin, et le petit-déjeuner et le déjeuner. Des services gratuits tels coiffure et manucure sont offerts régulièrement aux coopératistes. Tous les membres détiennent le droit de prendre des vacances un mois par an.

L'administration d'ALAMAR réserve une grande importance à la réduction des heures de travail dans la coopérative, d'où la limitation des heures de travail à 6 heures par jour en été, et 7 heures par jour en hiver. López affirme que si l'on force les ouvriers à travailler 10 heures par jour, ils ne pourront pas accorder l'attention nécessaire à leurs familles, ce qui résulterait en la rupture des familles paysannes. De la même façon, il défend qu'il est essentiel d'accorder du temps libre aux ouvriers pour leur divertissement et leur développement intellectuel. López soutient que la coopérative donne à ses membres un certain degré de statut et d'influence au sein de la communauté. C'est pour cette raison que l'adhésion à la coopérative demeure hautement compétitive. Les nouveaux arrivants subissent une période d'essai de 90 jours pendant laquelle ils doivent prouver leur discipline et leurs compétences, et exprimer un certain degré d'appartenance à la collectivité.

López insiste qu'ALAMAR a une gestion indépendante qui lui permet d'avoir ses propres comptes bancaires, ses contrats individuels et un mécanisme particulier de distribution des profits. Les profits sont distribués selon l'expérience de travail et l'âge. Tandis que les nouveaux arrivants détiennent une seule action, les membres expérimentés peuvent détenir

jusqu'à cinq actions au maximum. Cependant, la possession d'actions n'apporte aux membres plus expérimentés ni le privilège de travailler moins que les autres ni l'avantage d'imposer leurs idées aux mineurs. Les décisions sont prises lors des réunions mensuelles de l'assemblée générale de la coopérative où les membres ont un droit égal de vote. Les réunions hebdomadaires servent à discuter les profits, les dépenses et les plaintes des membres. L'assemblée générale est chargée d'élire le conseil d'administration pour un terme de 5 ans par vote secret et de former un plan de développement général et des plans tri-annuels. Quant au conseil d'administration, il faut préciser que ceci n'impose pas une hiérarchie stricte à la coopérative, car son rôle est limité à l'exécution des plans de développement approuvés par l'assemblée générale elle-même.

## **ii. La CCS “Camilo Cienfuegos”**

La CCS “Camilo Cienfuegos” se trouve à Jagüey Grande, une municipalité agricole de la province de Matanzas de Cuba qui s'est spécialisée dans la production d'agrumes et de fruits. Parmi les citoyens qui sont plus de 60 000, 2100 sont membres de coopérative. Environ 80 % de la consommation alimentaire de la municipalité est issue de ces coopératives. Ayant récemment gagné le prix du « Drapeau du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution » et détenant le « Prix de l'avant-garde national », la CCS “Camilo Cienfuegos” est l'une des coopératives les plus anciennes et les plus réussies de la région. Plusieurs prix gagnés par la coopérative sont exposés dans une baraque, ce qui reflète l'enthousiasme persistant de cette collective qui compte 256 membres (avec un âge moyen de 54 ans) dont 138 sont propriétaires de terre. Il convient de préciser que parmi les 138 propriétaires, 38 sont des paysannes.

Le comité administratif de la coopérative est formé de membres issus de familles paysannes sauf un d'entre eux qui est d'origine ouvrière et est devenu propriétaire suite à la



troisième réforme agraire. Sergio Correa, le président de la coopérative souligne que la troisième réforme agraire a suscité une hausse spectaculaire de l'adhésion à la coopérative. Comme Correa le remarque, la coopérative vise une production de 39 000 quintaux jusqu'à la fin de l'année. Il affirme que les plans de production sont issus d'une coordination étroite entre les institutions gouvernementales et les coopératives, qui prennent en considération à la fois les nécessités de la nation, des entreprises et celles des paysans. Quant aux prix alimentaires, Correa explique que ceux-ci sont déterminés par la qualité des produits évalués par les consommateurs eux-mêmes.

Selon Correa, en ce qui concerne le domaine des technologies agricoles, le succès de la coopérative provient principalement de ses interactions avec les institutions gouvernementales et scientifiques, sans non plus négliger le rôle primordial du mouvement CaC cubain dans le développement du savoir-faire agroécologique. La coopérative possède 11 membres qui militent activement dans le mouvement CaC cubain au sein de l'ANAP pour une agriculture agroécologique. Les membres du Comité administratif de la coopérative admettent que l'obstacle le plus grand pour l'expansion du mouvement agroécologique réside dans la difficulté de persuader les paysans des avantages de l'agriculture agroécologique. Les paysans ne renoncent aux techniques conventionnelles qu'à moins qu'ils ne soient témoins directs des avantages de l'agroécologie.

Bien que le travail de la CCS "Camilo Cienfuegos" repose sur le principe de propriété privée et que les profits soient individuels, cette coopérative possède un fonds collectif consacré au développement communautaire. D'après les résolutions de la dernière réunion de l'Assemblée générale de la coopérative, le fonds collectif représente 2 % des profits individuels. Correa affirme que c'est toujours l'Assemblée générale, se réunissant le deuxième samedi de chaque

mois, qui décide de la façon dont le fonds sera utilisé. Il est intéressant d'observer que, même si les profits sont individuels, les paysans ne voient pas la coopératisation et les fonds collectifs comme une entrave à leurs propres profits. Les membres du Conseil administratif de la coopérative soutiennent que la coopératisation a affecté leurs travaux d'une manière positive, car ceci leur permet d'établir des contacts de plus en plus étroits avec le gouvernement, de recevoir de meilleurs services et d'assurer une meilleure représentation.

Il faut préciser que les nécessités communautaires sont déterminées à partir des interactions avec d'autres membres de la communauté grâce aux différents canaux de base tels les Conseils populaires. Les Conseils populaires ont donc un rôle stratégique dans le développement communautaire au niveau des interactions entre les coopératives paysannes et les communautés. Plusieurs membres de coopérative font d'ailleurs partie de la direction de ces conseils de base, et prennent la parole lorsque nécessaire. La contribution de la coopérative au développement communautaire se fait aussi à travers des dons aux garderies, aux maisons et aux associations de maternité, des aînés et des vétérans de la Révolution.

### **iii. L'entrevue avec José Moralez de l'ANAP**

Contrairement à l'UBPC Organopónico Vivero Alamar, les relations de la CCS "Camilo Cienfuegos" avec les acteurs externes sont maintenues à travers les canaux de communication de l'ANAP. Nous avons donc réalisé une entrevue avec José Moralez, un leader paysan de l'ANAP à Villa Clara qui est considérée comme la province clé dans la naissance et le développement du mouvement de CaC à Cuba. Moralez affirme que la troisième réforme agraire a suscité la création de plus de 10 000 associations privées à Villa Clara. Les effets immédiats de cette réforme ont été ceux de l'augmentation du sentiment d'appartenance à la terre, l'expansion de

l'agriculture à bas niveau d'intrants et la hausse de la productivité agricole. Moralez associe le succès de la coopératisation au développement des relations de plus en plus étroites avec les institutions gouvernementales et à la présence de dynamiques de base au sein de l'ANAP. Le Département de science et technologie de l'ANAP, qui collabore avec les scientifiques des institutions gouvernementales et coordonne les relations entre le mouvement CaC et les scientifiques, joue un rôle stratégique dans le maintien de ces relations étroites entre le gouvernement et les paysans. Chaque fois qu'un paysan développe une technique agroécologique, ce département fournit un brevet d'invention à celle ou celui qui l'a inventé, tout en assurant l'expansion de cette technique parmi les paysans à travers les coopératives. Cependant, l'utilisation de nouvelles techniques n'est pas imposée du haut vers le bas, mais la décision appartient à l'assemblée générale de chaque coopérative. Si l'on revient aux relations entre les paysans et le gouvernement, celles-ci peuvent aussi prendre des formes plus directes quand le représentant de l'ANAP ou le paysan lui-même participe aux sessions de « poder popular », l'organe suprême de l'État, et y soulève ses problèmes. « Poder popular » doit fournir une réponse directe aux paysans, sinon les paysans ont le droit d'acheminer leurs plaintes aux autorités supérieures.

Moralez ajoute que l'ANAP est soumise à de nombreuses dynamiques de base qui se comportent selon le principe de la « production pour le peuple ». En plus des mouvements de base tels le « mouvement pour 1 000 000 litres de lait », le « mouvement pour 100 tonnes de viande de porc » et le « mouvement pour 25 tonnes de viande d'agneau », l'ANAP possède un mouvement agroécologique de CaC, qui compte 5000 paysans seulement à Villa Clara. Il convient de préciser que tous les paysans qui pratiquent des méthodes biologiques ne participent pas nécessairement à ce mouvement, car le mouvement comprend en général les paysans qui

sont « biologiquement conscients » et qui visent une production entièrement biologique. Moralez affirme que l'on observe aussi l'émergence d'une conscience biologique limitée parmi les consommateurs cubains qui vivent dans des communautés agricoles où les pratiques agroécologiques prédominent, mais cette tendance est encore loin de se répandre au reste du pays.

Au sujet des relations internationales du mouvement paysan, Moralez soutient que les relations avec les ONG internationales sont d'une importance primordiale en termes de développement de la structure technologique du pays. Selon Moralez, l'ANAP accorde une attention particulière aux relations entre les paysans de différents pays, notamment les « peuples frères » de l'ALBA tel le Venezuela. Il ajoute que quatre membres de la section de Villa Clara de l'ANAP sont présentement au Venezuela pour faire connaître aux paysans vénézuéliens le « modèle cubain d'agriculture ». Moralez note que les paysans cubains accueillent souvent des paysans de différents pays chez eux pour partager leur savoir-faire.

#### **iv. L'UBPC Organopónico La Riviera**

Comme la ville de Santa Clara est connue pour ses jardins biologiques, nous avons aussi visité l'un des jardins biologiques les plus anciens de la ville, soit l'UBPC Organopónico La Riviera, établie 15 ans plutôt par Anastacio Capote García (El Capote) sur une terre de 1 hectare. Retraité de l'armée après un service de 37 ans, El Capote a accepté l'invitation de la part du secrétaire local du PCC de construire un jardin biologique à Santa Clara. Au début, la durée de vie du jardin était estimée à 5 ans, mais le succès croissant du jardin a permis la continuation du projet jusqu'à nos jours.

Il n'est pas difficile de percevoir les compétences de leadership d'El Capote sur le terrain. En tant que leader qui croit au dévouement à la production et au service pour le peuple, il a un discours impressionnant qui priorise le bénévolat et la notion de l'avant-garde socialiste. Sur le terrain, il porte fièrement son t-shirt blanc sur lequel est imprimé le logo du PCC. Il paraît toujours en mouvement, et il est difficile de le distinguer parmi d'autres travailleurs dans le jardin. Venant d'une famille paysanne, El Capote affirme que son unité militaire avait déjà des jardins biologiques, et qu'il y a acquis une expérience pertinente.

Avec les mots d'El Capote, « pour devenir un bon maître, il faut tout d'abord maîtriser la pédagogie ». Donc, avant de construire son jardin, El Capote a joint le mouvement de CaC cubain, et a voyagé partout dans le pays pour apprendre les méthodes agroécologiques. Depuis la construction du jardin, El Capote n'a jamais sous-estimé l'utilité du mouvement de CaC pour le développement ultérieur de son jardin. L'une des activités les plus importantes de CaC est la réunion de l'assemblée nationale des producteurs biologiques qui a lieu une fois à tous les deux ans et qui réunit les meilleurs producteurs du pays de façon à encourager et à faciliter le partage de l'expérience et du savoir-faire en agroécologie. Pendant ces réunions, on organise aussi des compétitions, et les gagnants sont récompensés par des certificats et des petits cadeaux qui motivent les paysans dans leurs travaux futurs. El Capote évoque que lors de ces rencontres, il a gagné un certificat, une montre Seiko et une photographie prise avec Raúl Castro.

Dans le cadre du mouvement transnational de CaC, on peut dire que la coopérative est devenue un acteur international grâce à sa coopération avec les paysans latino-américains, notamment avec les vénézuéliens. El Capote note qu'il a été invité au Venezuela, et y est resté pendant 3 ans pour partager l'expérience et le savoir-faire de son jardin avec d'autres paysans.

Lors de nos entrevues, El Capote n'a jamais enlevé son chapeau sur lequel est imprimé le drapeau du Venezuela et le logo du « Programme spécial de sécurité alimentaire ». Il décrit le Venezuela comme un pays magnifique où prédomine un fort « esprit de lutte et de changement ».

L'UBPC Organopónico La Riviera emploie 18 travailleurs qui poursuivent un calendrier de travail intensif, ce qui correspond à une durée de travail de 8 heures par jour, y inclus les samedis. En outre, la coopérative travaille souvent les dimanches et le matin des congés. Néanmoins, il faut souligner que ce n'est pas le gouvernement qui force les membres de la coopérative à travailler sans cesse, mais c'est bien la volonté de la coopérative elle-même qui approuve un tel niveau d'intensité de travail. El Capote affirme qu'il se trouve plusieurs membres qui y travaillent depuis la fondation de la coopérative, et ils ont ainsi adopté la tâche de prendre soin de la récolte en tout temps. Bien que l'intensité du travail nécessite un effort immense, 70 % des travailleurs sont retraités, recevant une pension de l'État en plus de leur revenu provenant du travail de coopérative.

Les membres de coopérative procurent 13 types de légumes à une vaste communauté qui bénéficie d'acheter des produits frais juste en face de leur rue. La coopérative vend ses produits à la porte de son jardin, et aussi, aux marchés agricoles libres de la région. Cependant, 40 % de la production totale est consacrée à la consommation sociale, donc elle est vendue aux écoles, aux garderies et aux hôpitaux à prix bas. Chaque mois, El Capote présente un rapport aux membres de la coopérative qui explique les résultats économiques de la production et des ventes mensuelles. Une fois les objectifs de production atteints, les profits tirés de la vente de l'excès de production sont partagés parmi les membres de la coopérative. Pendant les mois de février et mars de l'année 2010, les membres ont partagé une somme de plus de 18 000 pesos provenant de

la vente de l'excès de production. Outre les revenus provenant de l'excès de production, les membres reçoivent un salaire précis tous les 15 jours. El Capote ajoute que le financement de l'UBPC Organopónico La Riviera est entièrement indépendant, ce qui veut dire que le gouvernement ne contribue pas au budget de la coopérative. Les entreprises gouvernementales se limitent à fournir les outils nécessaires au jardin. La coopérative possède aussi un fonds de réserve qui sert à réparer l'aménagement et à payer le salaire des membres lors d'événements extraordinaires tel l'ouragan. Ainsi, malgré deux ouragans récents qui ont totalement détruit le jardin, la coopérative a su survivre en renouvelant elle-même son infrastructure et sa force de travail.

#### **v. Conclusions**

Ce petit travail de terrain était d'une importance majeure pour illustrer les conséquences de la réforme agraire collectiviste et agroécologique cubaine en ce qui a trait à la collectivisation des terres, à la socialisation de l'agriculture urbaine et agroécologique et au soutien des acteurs transnationaux. En bref, l'expérience de l'ALAMAR démontre que la production agroécologique n'est pas possible sans le soutien des institutions à la fois nationales et transnationales, alors que d'autre part, la coopérative s'engage sur le chemin de l'autosuffisance et de l'autoadministration. Cette expérience illustre que la coopératisation agroécologique a plusieurs répercussions sociales qui ne se limitent pas à la sphère économique, d'où la contribution de l'ALAMAR au développement communautaire et au bien-être des membres de coopérative. Il est intéressant d'observer que l'admission à la coopérative, qui est hautement compétitive, fournit plusieurs services gratuits et un statut considérablement élevé dans la communauté. Les observations tirées de la CCS « Camilo Cienfuegos » tendent à supporter les données antérieures concernant le fait

que le succès des politiques de souveraineté alimentaire repose sur l'établissement des liens étroits entre les coopératives et les institutions gouvernementales, tandis que la prise de décision demeure visiblement décentralisée. En plus, les membres de la CCS « Camilo Cienfuegos » paraissent engagés aux questions de développement communautaire, similairement au cas de l'ALAMAR. Pareillement, les données tirées de l'entrevue avec Moralez tendent à confirmer les observations antérieures sur l'importance de la contribution des acteurs transnationaux et des institutions gouvernementales aux politiques de souveraineté alimentaire. L'entrevue avec Moralez est aussi importante pour comprendre la place du mouvement de CaC en tant que mouvement de base au sein de l'ANAP et celle de la solidarité paysanne internationale dans la mise en place des politiques de souveraineté alimentaire à Cuba. Finalement, l'expérience de la Riviera révèle l'importance de l'autosuffisance coopérative assurée par des fonds de réserve face aux situations inattendues tel l'ouragan. À partir des observations tirées de la Riviera, nous pouvons admettre que le soutien gouvernemental ne suffit pas à assurer le succès des politiques de souveraineté alimentaire, mais le mouvement de CaC joue un grand rôle dans le développement de ces politiques. Dans le cadre de l'expérience de la Riviera, il faut enfin ajouter que les politiques de souveraineté alimentaire aboutissent à l'internationalisation du mouvement cubain de CaC en Amérique latine.